

The logo of the University of Lyon 2, featuring three horizontal lines of varying lengths to the left of the text.

**UNIVERSITÉ  
LUMIÈRE  
LYON 2**

# Budget Initial

**2023**

Conseil d'administration du 9 décembre 2022





# Préambule

## Cadrage global

Le budget initial pour 2023 s'inscrit dans un contexte particulièrement complexe cette année en raison de plusieurs problématiques qui se superposent les unes aux autres.

La première problématique concerne les effets de l'inflation qui s'imposent à nous, générant des surcoûts considérables pour les établissements. Ils sont principalement de deux ordres : salarial d'une part avec une hausse du point d'indice des fonctionnaires qui se traduit, au global, par une hausse de 4,2 millions d'euros en année pleine, dont une partie seulement serait financée en 2023 et par la suite (les emplois sous plafond État) occasionnant une dépense supplémentaire non couverte évaluée ici à 1 million d'Euros pour 2023 ; énergétique d'autre part avec une hausse globale évaluée à 1,1 million pour 2023. Les effets de ces « chocs exogènes » à l'établissement occasionnent un déficit de l'ordre de 2,1 millions d'euros sur le BI 2023. Ces sommes s'ajoutent de facto aux dépenses non couvertes en 2022, de l'ordre de 3,3 millions d'euros au total (2,1 millions de point d'indice et 1,2 million d'énergie) et qui ont généré un déficit prévisionnel de 1,7 millions d'euros au second budget rectificatif pour 2022. L'ensemble pèse ainsi sur les réserves disponibles de l'établissement, dégradant sur ce plan nos trajectoires pluriannuelles.

La seconde problématique relève de la vétusté de certaines de nos installations immobilières. Si les investissements engagés dans le cadre des anciens CPER et les réserves accumulées par le passé par l'établissement ont permis la réhabilitation de nombreux locaux sur le campus Berges du Rhône ainsi que sur le campus Portes des Alpes (bâtiment H et bibliothèque-La Ruche), plusieurs bâtiments ont atteint un

niveau de vétusté avancé qui a même conduit, à l'été 2022, à la fermeture définitive du bâtiment L. Alors qu'il abritait 1200 étudiant.es, le Service de santé universitaire et plusieurs unités de recherche, sa fermeture va nécessiter l'achat et l'installation de bâtiments modulaires, dès l'année prochaine, pour un coût total avoisinant les 3 millions (en investissement) prévus par ce BI. A terme, ces investissements et ceux qui les accompagneront (dont la destruction du bâtiment L et les études en vue de sa reconstruction) devraient être financés, notamment dans le cadre du prochain CPER avant une reconstruction possible lors du CPER suivant.

A cela s'ajoute les travaux de construction de la Ruche qui abritera plusieurs services aux étudiants et personnels, notamment la nouvelle bibliothèque. Le gros des dépenses de cet investissement interviendra sur les années 2023 et 2024 pour une ouverture en 2025. L'engagement de ces dépenses est associé à un autofinancement de l'institution (inscrit au plan pluriannuel des investissements et prélevé sur le fonds de roulement) de l'ordre de 8 millions d'euros en 2023 (complémentaires à la subvention de la région Auvergne-Rhône-Alpes pour un montant de 10,3 millions d'Euros sur la même année).

Au total, ces éléments conduisent le BI 2023 à afficher un solde budgétaire projeté en tableau 2, qui s'élève à -13,9 M€ sur l'année 2023. Le résultat comptable affiche quant à lui une prévision de déficit à hauteur de 3,2 millions d'euros, provenant de plusieurs hausses de dépenses n'ayant pu être absorbées, dont 2,1 millions d'euros au titre des effets de l'inflation et 0,28 million d'euros d'augmentation des dotations aux amortissements ainsi que du fait de baisses de recettes pour lesquelles il n'a pas toujours été possible de diminuer la dépense à due concurrence : -0,6 M€ de prévision de droits différenciés et -0,15 M€ liés à la baisse progressive des financements COMESUP. Sur cette base, la capacité d'autofinancement (CAF) s'établit à 1,3 million d'euros, occasionnant une variation du fonds de roulement de - 7,5 M€.

Cette situation de déficit s'inscrit dans un modèle budgétaire et financier qui demeure particulièrement fragile depuis l'accès aux Responsabilités et Compétences Élargies (RCE). Avec un budget moyen de 4424 euros par étudiant en 2020, les moyens de l'Université Lumière Lyon 2 se situent largement derrière des universités analogues comme Nanterre (6164 euros), Toulouse 2 (5392) ou encore Bordeaux Montaigne (5 202 euros). Le sous-financement structurel de l'établissement, amplifié par l'absence de financement de certaines mesures nationales (SMIC, GVT, indemnité de fin contrat, couverture totale de l'augmentation du point d'indice...), a pour conséquence la persistance d'un sous-encadrement lui aussi structurel, tant parmi les personnels BIATSS en services transversaux, composantes d'enseignement ou laboratoires de recherche) que parmi les enseignant.es et enseignant.es-chercheur.es. En 2022, dans le cadre du travail préparatoire au Dialogue Stratégique et de Gestion avec le Rectorat, nous avons ainsi évalué à 82 le nombre d'enseignant.es-chercheur.es manquant pour atteindre un taux de couverture de 75% de notre offre globale d'enseignement. Cette situation (de surcroît dans le contexte COVID et post-COVID) place l'ensemble de la communauté sous très haute tension, comme le montre nombre de témoignages, motions et demandes transmis cette année par les services, composantes et laboratoires à la gouvernance.

En dépit de ces fortes contraintes tant structurelles que conjoncturelles, l'établissement fait le choix de maintenir ses moyens nécessaires à la poursuite de ses missions de service public de formation et de recherche. Il n'a donc pas été prévu de faire porter d'efforts supplémentaires sur les moyens alloués à la recherche, ni sur ceux des UFR et Instituts. De la même manière, nous avons décidé de maintenir le niveau d'emploi de l'établissement. Conformément aux recommandations données par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, la campagne d'emploi enseignant.es et enseignant.es-chercheur.es affiche ainsi un niveau stable pour 2023 par rapport à 2021.

**Le décret du 7 novembre 2012, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), a apporté trois grandes évolutions dans l'approche de la situation financière des établissements publics :**

- La mise en œuvre d'une **comptabilité budgétaire distincte de la comptabilité générale** :

Pour rappel, la comptabilité générale enregistre les opérations de dépense seulement lors de la certification du service fait par l'ordonnateur, moment qui constate la naissance d'une dette à l'égard d'un tiers, on parle alors de « droit constaté ». Ce même principe s'applique pour les recettes.

La comptabilité budgétaire est quant à elle impactée en deux temps : d'une part, en amont, dès l'engagement juridique de l'établissement, ce qui se traduit par l'enregistrement d'une **autorisation d'engagement (AE)** et d'autre part, en aval, lors de son règlement au fournisseur, par la constatation d'un **crédit de paiement (CP)**.

De façon prudentielle, l'enregistrement de la recette n'est réalisé que lors de son encaissement effectif, plus précisément lors du rapprochement de cet encaissement avec la facture prise en charge.

- L'**approche pluriannuelle** qui en découle :

Le mode d'enregistrement en comptabilité budgétaire, en séparant dans le temps le fait générateur (AE) de sa réalisation effective (CP), permet un suivi pluriannuel des dépenses. Cela offre une vision plus dynamique de l'exécution budgétaire en autorisant une reprogrammation des crédits en fonction de l'avancement des projets, tandis que jusqu'alors ce suivi ne pouvait s'opérer que par le mécanisme des reports. Cela est particulièrement sensible pour évaluer les effets des contrats pluriannuels ou des opérations de travaux.

- Une **analyse de la soutenabilité** désormais essentiellement basée sur une logique de **trésorerie** :

S'appuyant largement sur les impacts en termes d'encaissement et de décaissement, la comptabilité budgétaire comporte donc une forte dimension trésorerie. Alors que l'appréciation de la situation financière d'un établissement portait jusqu'alors uniquement sur l'analyse d'agrégats comptables en droits constatés (résultat, CAF, variation du FR), l'examen du niveau de trésorerie au regard des engagements vient désormais très largement compléter cette approche.

**Les écarts entre comptabilité budgétaire et comptabilité générale** sont parfaitement logiques et proviennent de quatre natures d'opérations :

- Des opérations ayant donné lieu à encaissement ou décaissement mais dont le fait générateur ne se situe pas sur l'exercice et qui sont de ce fait retraitées en comptabilité générale : charges constatées d'avance ou à payer, produits constatés d'avance ou à recevoir ;
- Des opérations inscrites en comptabilité générale mais non budgétaires car ne donnant pas lieu à mouvement de trésorerie, les dotations aux amortissements et leur corollaire en recette, la quote-part de subvention reprise au résultat, les provisions et reprises sur provisions, certaines annulations de charges ou produits sur exercices antérieurs... ;
- Des opérations budgétaires et comptables ayant des faits générateurs sur des exercices différents : restes à recouvrer sur produits de l'exercice, recouvrements au titre d'exercices antérieurs, factures de l'exercice non soldées au 31 décembre ou paiement de factures de l'exercice précédent ;

- Enfin, les opérations d'investissement qui figurent dans le solde budgétaire mais pas dans le résultat comptable.

Le retraitement de ces opérations permet de passer du résultat comptable au solde budgétaire et inversement.

- **Le BI signifie le Budget Initial.** Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de l'établissement. Approuvé par le Conseil d'administration (CA), le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses pour une année donnée.
- **Le BR signifie le Budget Rectificatif.** En cours d'année et en fonction de la réalisation des objectifs de recettes et de la consommation des crédits, l'établissement peut être amené à revoir les prévisions inscrites au budget primitif. Il le fait via un BR. Le BR est voté dans les mêmes formes que le budget initial. Généralement, afin d'avoir une bonne lecture des conventions et du projet pluriannuel d'investissement (PPI), un BR de reprogrammation peut être positionné en fin d'exercice et un BR de report peut avoir lieu, après la réalisation du compte financier de l'année précédente, en début d'exercice.
- **Le CF signifie le Compte Financier.** Document qui retrace l'exécution du budget de l'exercice précédent. Il rend compte du résultat de l'exercice, c'est-à-dire de l'écart entre les recettes et les dépenses, et aboutit au bilan.

Quelques précisions méthodologiques doivent enfin être apportées pour garantir la bonne lisibilité des données présentées :

- Certaines données du présent budget soumis au vote (fonds de roulement, trésorerie, besoin en fonds de roulement) tiennent compte des chiffres votés au compte financier 2018, ajustés des variations adoptées lors du BI 2019. À ce titre, les données du BI 2019 inscrites diffèrent de celles adoptées lors du CA du 14/12/18. Ceci permet une meilleure projection de ces éléments au titre de 2020.

A l'occasion du BI 2023, le rapport de l'ordonnateur accompagnant les tableaux réglementaires soumis au vote du conseil d'administration évolue. Il s'inspire désormais des préconisations inscrites dans le Vademecum relatif à la gestion budgétaire et comptable des organismes publics et des opérateurs de l'Etat. Son organisation suit un nouveau plan selon l'ordre logique de présentation des tableaux budgétaires. On notera qu'en raison du parallélisme requis entre le rapport accompagnant le budget initial et le rapport de gestion joint au compte financier, le compte financier 2022 sera présenté selon l'ancien plan utilisé pour le BI 2022. C'est donc le rapport de gestion du compte financier 2023 qui s'alignera sur cette nouvelle présentation.

# Sommaire

1.	AUTORISATIONS BUDGETAIRES LIMITATIVES .....	9
1.1.	TABLEAU DES AUTORISATIONS D'EMPLOI .....	9
1.2.	TABLEAU DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES .....	12
1.2.1.	Dépenses.....	13
	Le périmètre du PPI pour le BI 2022.....	27
	Le plan de relance .....	27
	Les autres opérations hors PPI inscrites au BI 2022 .....	28
	Autres dépenses d'investissement .....	28
1.2.2.	Recettes .....	29
1.3.	DEPENSES PAR DESTINATIONS ET RECETTES PAR ORIGINE.....	34
1.3.1.	Dépenses par destination.....	34
1.3.2.	Recettes par origine.....	40
2.	EQUILIBRE FINANCIER .....	43
2.1.	TABLEAU D'EQUILIBRE FINANCIER .....	43
2.2.	TABLEAU DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS .....	44
3.	ANALYSE DE LA SOUTENABILITE.....	45
3.1.	TABLEAUX DE SITUATION PATRIMONIALE.....	45
3.1.1.	Compte de résultat prévisionnel.....	45
3.1.2.	Situation patrimoniale en droits constatés .....	53
	Projection du fonds de roulement (en k€) .....	55
	Projection de la trésorerie (en k€) .....	57
3.2.	PLAN DE TRESORERIE.....	58
3.3.	TABLEAU DES OPERATIONS LIEES AUX RECETTES FLECHEES.....	58
3.4.	TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES .....	60
3.4.1.	Tableau agrégé des opérations pluriannuelles .....	60
3.5.	TABLEAU DE SYNTHESE BUDGETAIRE ET COMPTABLE .....	64
3.6.	SYNTHESE DES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS .....	65
4.	ANNEXES.....	66

# 1. Autorisations budgétaires limitatives

## 1.1. Tableau des autorisations d'emploi



Le tableau n° 1 présente les autorisations d'emplois de l'exercice, correspondant à l'ensemble des emplois pouvant être rémunérés par l'établissement, présentés en équivalent temps plein travaillé. Pour les organismes ayant la qualité d'opérateurs de l'Etat, pour lesquels un plafond d'emploi est par ailleurs fixé en loi de finances au niveau des programmes ministériels de rattachement, l'autorisation d'emplois votée par l'organe délibérant comprend les emplois décomptés sous le plafond fixé en loi de finances et en dehors de celui-ci (emplois dits « hors plafond »).

*NB : les vacataires ne sont pas inclus dans l'analyse en ETPT.*

Lors du BR2 2022, l'établissement a souligné sa volonté de maîtriser la masse salariale lors de la campagne d'ATER seconde vague (arbitrée à l'été 2022, elle concerne les supports d'enseignant.es et enseignant.es-chercheur.es dont la vacance n'était pas connue au moment du vote de la campagne d'emplois en N-1). La compensation des supports vacants par des contractuels enseignant.es a été moins forte qu'habituellement, de manière à préserver la campagne d'emplois 2023 des postes titulaires. A cette politique volontariste se sont ajoutés des événements conjoncturels, *turnover* et départs imprévus, difficultés de recrutements et recrutements infructueux, qui ont accentué la baisse de nos ETPT 2022.

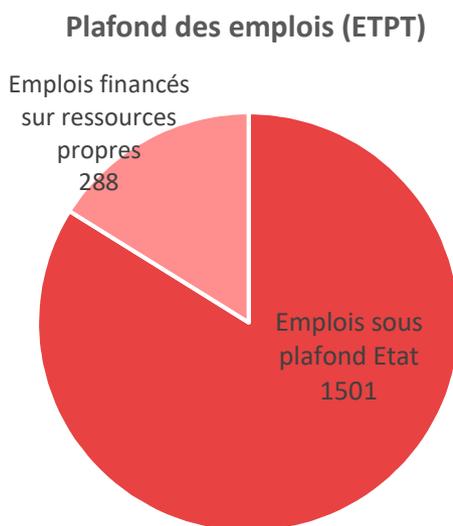
La campagne d'emplois 2023 vise à ne pas dégrader davantage le taux d'emplois - eu égard aux besoins de l'établissement - et à revenir à un niveau plus acceptable sur les différentes catégories de fonctionnaires : enseignant.es, enseignant.es chercheurs et BIATSS. L'impact est significatif sur le stock d'ETP à fin décembre 2023 (+ 11 ETP enseignant.es et enseignant.es-chercheur.es fonctionnaires comparativement à décembre 2022, et +10 ETP titulaires BIATSS). La prévision de moyenne annuelle 2023 demeure basse en raison de la temporalité des concours (l'extension en année pleine est attendue en 2024).

Concernant les enseignant.es et enseignant.es-chercheur.es contractuels, les variations concernent les doctorant.es contractuels. Le nombre de CDU recrutés chaque année augmente grâce aux financements LPR, mais la fin des prolongations COVID diminue de manière importante les ETPT. Quelques CDU génération 2019-2022 bénéficient encore de ce dispositif en 2023, tout en étant moins nombreux que ceux de la génération précédente. A compter de la rentrée 2023, l'établissement n'aura plus aucun doctorant bénéficiant de ces prolongations.

Ainsi, le **plafond global d'emplois voté par le Conseil d'administration** (tableau 1) est de 1814 ETPT dont 1521 sous plafond Etat et 293 financés hors SCSP. La baisse de 34 ETPT comparativement au plafond voté lors du BR2 2022 correspond à un changement méthodologique visant à rapprocher le plafond voté de l'exécution réelle, notre plafond d'emplois fixé par l'Etat ne pouvant être consommé pour des raisons budgétaires.

Au BI 2023, **1789 ETPT (en moyenne annuelle)** sont projetés au sein de la masse salariale de l'établissement, soit -0,9 % par rapport au BI 2022, -0,4 % par rapport au BR2 2022 et -0,1 % par rapport au réalisé 2021.

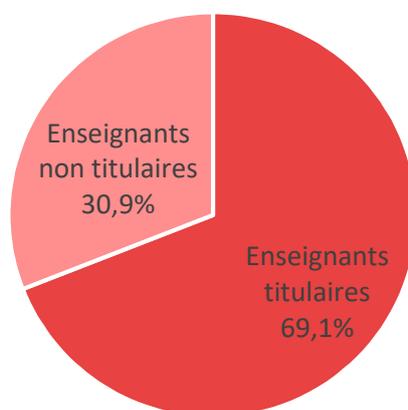
L'écart entre les ETPT de l'établissement et son plafond d'emplois doit être nuancé par le taux de rigidité des dépenses (dépenses de personnel sur les produits encaissables de l'établissement) qui se situe au-delà du seuil d'alerte du ministère.



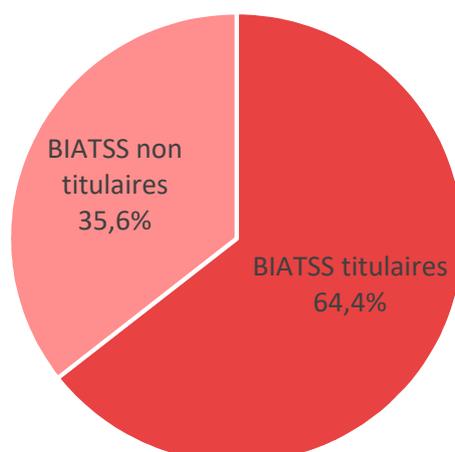
Les **personnels titulaires** représentent 1195 ETPT, soit 66,8 % du total : - 1,3% par rapport au BI 2022 et -0,2% par rapport au BR2 2022 (-2,1% comparativement au réalisé 2021).

Le nombre d'emplois de **personnels non titulaires** avec 593 ETPT, soit 33,2 % du total, est en augmentation de 2,6 % par rapport au BI 2022, de +0,3% par rapport au BR2 2022 et en augmentation de 4,4 % en comparaison à 2021.

#### Répartition des ETPT des enseignants et enseignants chercheurs

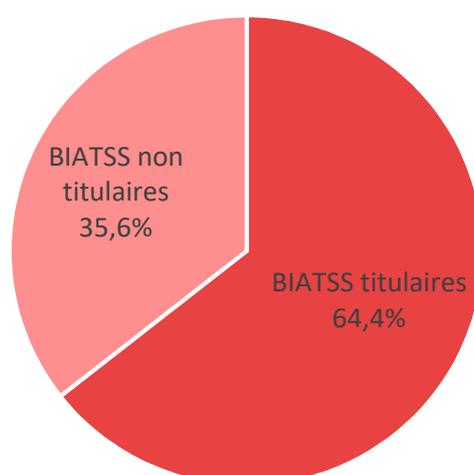


### Répartition des ETPT des personnels BIATSS et autres personnels techniques



La part de personnels titulaires est proche pour les personnels BIATSS (64,4%) et pour les personnels enseignants chercheurs (69,1%).

### Répartition des ETPT des personnels BIATSS et autres personnels techniques

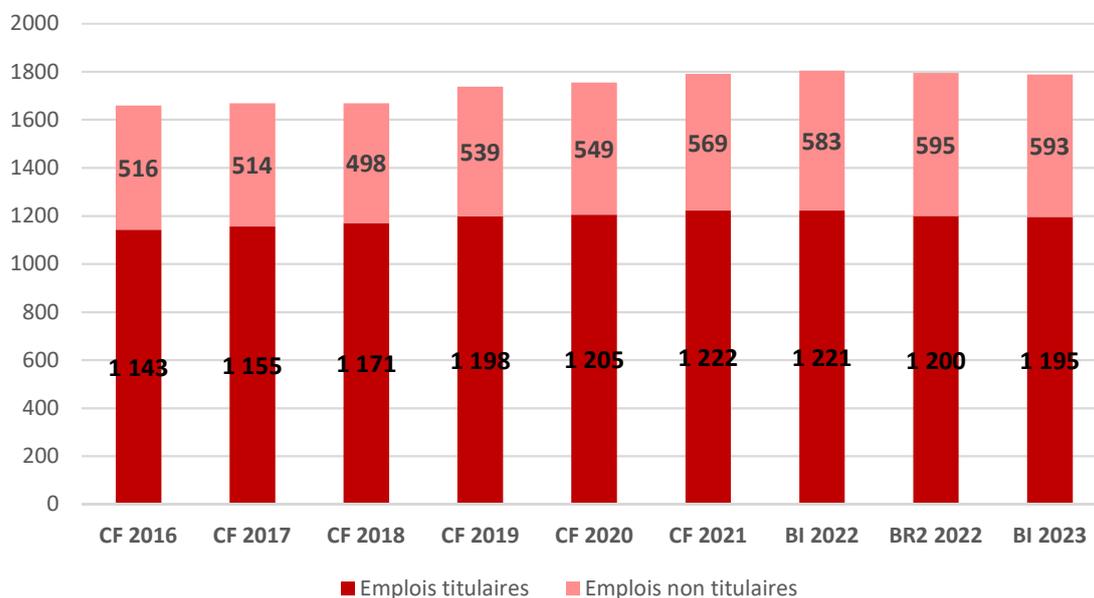


Les 938 ETPT d'**enseignant.es et enseignant.es chercheur.es** (-1,5% comparativement au BI 2022 et -2,3 % par rapport au BR2 2022), dont 52 emplois rattachés aux contrats de recherche, correspondent à 52,4% de l'ensemble des ETPT projetés au BI 2023. Ils se déclinent comme suit : 647 ETPT titulaires (- 1,4 % par rapport au BI 2022 et - 0,6% par rapport au BR2 2022) et 290 ETPT non titulaires (-1,6% par rapport au BI 2022, - 6 % par rapport au BR2 2022).

Les 850 ETPT de **personnels BIATSS et autres personnels techniques** diminuent de 0,3 % par rapport au BI 2022 (+ 1,8 % par rapport au BR2 2022) et représentent 47,6% du total. Ils se décomposent ainsi : 548 ETPT titulaires (-3 % par rapport au BI 2022,

-0,1% par rapport au BR2 2022) et 303 ETPT non titulaires (+ 5,1 % par rapport au BI 2022, + 5,5% par rapport au BR2 2022).

Evolution de la structure d'emploi par statut (ETPT)



## 1.2. Tableau des autorisations budgétaires



Le tableau présenté au vote du conseil d'administration présente les autorisations à engager les dépenses et recouvrer les recettes attendues pour l'exercice 2023. La notion de solde budgétaire correspond à la différence entre les recettes encaissées (RE) et les crédits de paiement (CP) de l'année, soit à la variation de trésorerie générée par les opérations budgétaires. Elle constitue à ce titre un solde primaire de la variation de trésorerie, excluant les opérations de trésorerie non budgétaires.

### Quelques notions

- Le **solde budgétaire** correspond à la différence entre les recettes encaissées (RE) et les crédits de paiements (CP).  
*Calcul* : encaissements - crédits de paiements
- **Autorisation d'engagement (AE)** : constitue le plafond voté par l'organe délibérant et qui détermine la capacité pour l'ordonnateur à engager juridiquement l'organisme sur l'exercice. Elle constitue le point d'entrée de la dépense et permet le pilotage des crédits de paiement.
- Crédit de paiement (CP)** : constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être décaissées sur l'exercice.

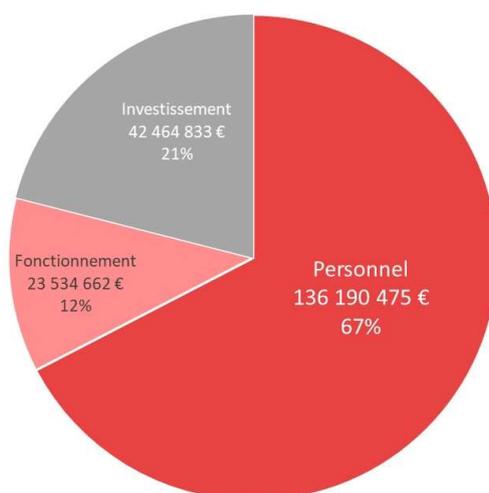
## 1.2.1. Dépenses

tableau 2	CF 2020	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	BI 2023	évolution BI23- BI22	évolution BI23- BR222
<b>Autorisations d'engagement (AE)</b>	146 483 143 €	155 620 966 €	192 152 097 €	193 581 992 €	166 536 089 €	<b>202 189 970 €</b>	5,2%	21,4%
<b>Crédits de paiement (CP)</b>	146 436 973 €	148 905 343 €	172 967 549 €	172 017 874 €	169 326 853 €	<b>184 791 682 €</b>	6,8%	9,1%
<b>Reste à payer (AE-CP)</b>	46 170 €	6 715 623 €	19 184 548 €	21 564 118 €	-2 790 765 €	<b>17 398 288 €</b>	-9,3%	-723,4%
<b>Encaissements (RE)</b>	141 333 428 €	148 973 249 €	171 781 646 €	164 124 004 €	161 142 086 €	<b>170 867 196 €</b>	-0,5%	6,0%
<b>Solde budgétaire (encaissements-CP)</b>	-5 103 546 €	67 906 €	-1 185 903 €	-7 893 870 €	-8 184 767 €	<b>-13 924 486 €</b>	1074,2%	70,1%

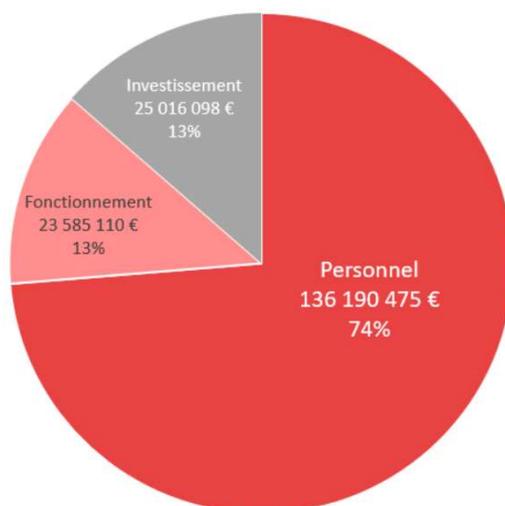
Le solde budgétaire pour 2023, qui s'établit à - 13,9 M€ (-1,2 M€ au BI 2022, -8,2 M€ au BR2 2022), s'explique par un montant de **crédits de paiement (CP)** de 184,8 M€ (+ 11,8 M€ par rapport au BI 2022 soit + 6,8 % et + 15,5 M€ par rapport au BR2 2022 soit + 9,1%) et une prévision d'**encaissements** de 107,9 M€ (-914 k€ par rapport au BI 2022 soit -0,5 % et +9,7 M€ par rapport au BR2 2022 soit +9,7 M€).

Le solde budgétaire prévisionnel était peu impacté au BI 2022 dans la mesure où les ressources (c'est-à-dire les recettes fléchées d'investissement) devaient s'établir à un niveau supérieur aux emplois (c'est-à-dire les dépenses d'investissement). L'investissement 2023 représenterait ainsi en budget initial 13,5% de l'ensemble des CP (9,1% en BR2 2022 et 5,5 % au CF 2021 à titre de comparaison).

Répartition des autorisations d'engagement (AE)



Répartition des crédits de paiement (CP)



Les autorisations d'engagement (AE) s'élèvent à 202,2 M€ (+ 10 M€ soit + 5,2 % par rapport au BI 2022 et +35,6 M€ par rapport au BR2 2022 soit + 21,4 % et + 29,9 % par rapport au CF 2021). Ces hausses en AE et CP sont liées aux opérations relatives au projet La Ruche sur le campus Porte des Alpes.

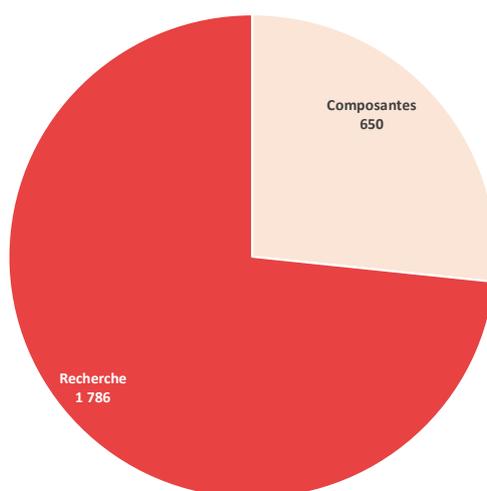
La variation de la trésorerie est estimée à - 13,9 M€. Le niveau final de trésorerie est estimé à 21,5 M€ (49 jours de fonctionnement, contre 90 en BI 2022, 83 en BR2 2022 et 111 en compte financier 2021). Cet ajustement de la trésorerie vers un niveau plus proche de la préconisation ministérielle (30 jours environ) est lié mécaniquement au lancement de grands chantiers du plan pluriannuel d'investissement (PPI).

Il est important de signaler à titre liminaire que l'exercice budgétaire 2023 est toujours impacté par des reprogrammations de dépenses et de recettes au titre des conventions du BI 2022.

Les reprogrammations correspondent à l'inscription d'enveloppes permettant de réaliser des dépenses ou de recouvrer des recettes sur convention qui étaient attendues au titre d'années antérieures.

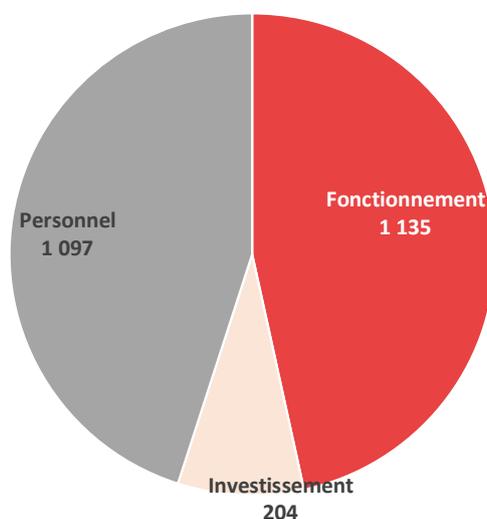
Ainsi le total des reprogrammations à inscrire en dépenses au budget initial 2023 (hors investissement fléché type La Ruche) s'élève-t-il à 2,4 M€ (contre 1,2 M€ au BI 2022). L'augmentation du montant ne correspond pas tant à des difficultés accrues d'exécution des conventions qu'elle reflète une meilleure appréhension des sous-consommations lors de la réalisation de l'exercice.

Reprogrammations dépenses par services (k€)



Le montant total de la dépense reprogrammée s'élève à 2,4 M€. Les reprogrammations sont principalement le fait des conventions de recherche (73 % des reprogrammations) puis de la recherche (27 %). Elles ne concernent pas les services centraux en 2023.

Reprogrammation des dépenses par masse (k€)



Les reprogrammations concernent en majorité le fonctionnement (47 %) et correspondent assez largement à des difficultés d'exécution des conventions de recherche. Les reprogrammations de masse salariale représentent 45% du total et procèdent essentiellement de recrutements n'ayant pu intervenir en raison du contexte. Les crédits reprogrammés en investissements représentent quant à eux que 8 % du total, en raison principalement de la structure des conventions de recherche et de formation, qui incluent assez peu de dépenses d'investissement.

On notera enfin que les enveloppes reprogrammées (CP) représentent, comparativement au BI 2023 :

- 4,8 % du total des crédits ouverts en fonctionnement (3,1% au BI 2022) ;
- 0,8 % du total des crédits ouverts en d'investissement (0,1% au BI 2022) ;
- 0,8 % du total des crédits ouverts en masse salariale (0,4% au BI 2022).

## Autorisations d'engagements

tableau 2 (AE)	CF 2020	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	BI 2023	évolution BI23-BI22	évolution BI23-BR222	évolution BI23-CF21
Personnel	120,758,091 €	124,295,496 €	129,730,855 €	130,022,977 €	131,481,543 €	136,190,475 €	5.0%	3.6%	9.6%
Fonctionnement	15,646,584 €	16,185,289 €	20,749,235 €	22,026,200 €	22,348,217 €	23,534,662 €	13.4%	5.3%	45.4%
Investissement	10,078,468 €	15,140,181 €	41,672,007 €	41,532,815 €	12,706,328 €	42,464,833 €	1.9%	234.2%	180.5%
<b>TOTAL</b>	<b>146,483,143 €</b>	<b>155,620,966 €</b>	<b>192,152,097 €</b>	<b>193,581,992 €</b>	<b>166,536,089 €</b>	<b>202,189,970 €</b>	<b>5.2%</b>	<b>21.4%</b>	<b>29.9%</b>

Le niveau global des autorisations d'engagement est en augmentation de **5,2 %** par rapport au BI 2022, de 21,4% par rapport au BR 2022 et en augmentation de 29,9 % par rapport au CF 2021. Dans le détail :

- Les crédits de personnel augmentent de 5 % par rapport au BI 2022, de 3,6% par rapport au BR2 2022 et de 9,6 % par rapport au CF 2021 ;
- Les crédits de fonctionnement augmentent de 13,4% par rapport au BI 2022, de 5,3% par rapport au BR2 2022 et de 45,4 % comparativement au CF 2021 ;
- Les crédits d'investissement augmentent de 1,9 % par rapport au BI 2022, de 234,2% par rapport au BR2 2022 et de 180,5 % par rapport au CF 2021.

## Crédits de paiement

tableau 2 (CP)	CF 2020	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	BI 2023	évolution BI23-BI22	évolution BI23-BR222	évolution BI23-CF21
Personnel	120,758,971€	124,295,046 €	129,730,855 €	130,022,977 €	131,481,543 €	136,190,475 €	5.0%	3.6%	9.6%
Fonctionnement	15,753,919 €	16,455,723 €	20,762,096 €	22,035,620 €	22,357,622 €	23,585,110 €	13.6%	5.5%	43.3%
Investissement	9,924,084 €	8,154,574 €	22,474,598 €	19,959,278 €	15,487,689 €	25,016,098 €	11.3%	61.5%	206.8%
<b>TOTAL</b>	<b>146,436,973 €</b>	<b>148,905,343 €</b>	<b>172,967,549 €</b>	<b>172,017,874 €</b>	<b>169,326,853 €</b>	<b>184,791,682 €</b>	<b>6.8%</b>	<b>9.1%</b>	<b>24.1%</b>

Le niveau global des crédits de paiement est en augmentation de **6,8 %** par rapport au BI 2022, de 9,1% par rapport au BR2 2022 et en augmentation de 24,1 % par rapport au CF 2021. Dans le détail de chaque masse :

- Les **crédits de personnel** augmentent de 5 % par rapport au BI 2022, de 3,6% par rapport au BR2 2022 et de 9,6 % par rapport au CF 2021 ;
- Les **crédits de fonctionnement** augmentent de 13,6 % par rapport au BI 2022, de 5,5% par rapport au BR2 2022 et de 43,3 % par rapport au CF 2021 ;

- Les **crédits d'investissement** augmentent de 11,3 % par rapport au BI 2022, de 61,5% par rapport au BR2 2022 et de 206,8 % par rapport au CF 2021.

On notera par ailleurs que le budget initial pour l'année 2023 est proposé au vote du conseil d'administration en **AE différentes de CP** (comme il avait été procédé en 2022). Le tableau ci-dessous présente les écarts par masses.

Différence AE-CP	CF 2020	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	BI 2023	évolution BI23-BI22	évolution BI23-BR22	évolution BI23-CF21
<b>Personnel</b>	-879 €	450 €	0 €	0 €	0 €	0 €	#DIV/0!	#DIV/0!	-100.0%
<b>Fonctionnement</b>	-107,335 €	-270,435 €	-12,861 €	-9,420 €	-9,405 €	-50,447 €	292%	436%	-81.3%
<b>Investissement</b>	154,384 €	6,985,607 €	19,197,409 €	21,573,538 €	-2,781,360 €	17,448,736 €	-9%	-727%	149.8%
<b>TOTAL</b>	<b>46,170 €</b>	<b>6,715,623 €</b>	<b>19,184,548 €</b>	<b>21,564,118 €</b>	<b>-2,790,765 €</b>	<b>17,398,288 €</b>	<b>-9%</b>	<b>-723%</b>	<b>159.1%</b>

S'il est habituel de budgéter les dépenses de personnel en AE = CP (les autorisations d'engagement étant presque systématiquement consommées simultanément de la consommation des crédits de paiement en la matière), il n'en va pas de même pour le fonctionnement ou l'investissement.

Ces deux masses sont, en effet, susceptibles de concerner des projets d'achats (marchés, opérations immobilières...) se déroulant sur plusieurs années. Une part plus importante d'autorisations d'engagement peut alors être engagée en année de lancement et ne générer des dépenses - couvertes par des crédits de paiement - qu'au cours de la ou des années suivantes.

Pour ce qui concerne l'année 2023, les principales différences concernent l'investissement, avec près de 17,5 M€ d'écart entre AE et CP. Cela correspond au lancement des principales opérations nécessaires à la réalisation du projet de la Ruche sur le campus de Porte des Alpes. L'écart est proche de celui constaté au BI 2022 et correspond au glissement de l'exécution des CP dans le temps.

tableau 2	CF 2020	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	BI 2023	évolution BI23-BI22	évolution BI23-BR22
<b>Autorisations d'engagement (AE)</b>	146 483 143 €	155 620 966 €	192 152 097 €	193 581 992 €	166 536 089 €	202 189 970 €	5,2%	214%
<b>Crédits de paiement (CP)</b>	146 436 973 €	148 905 343 €	172 967 549 €	172 017 874 €	169 326 853 €	184 791 682 €	6,8%	9,1%
<b>Reste à payer (AE-CP)</b>	46 170 €	6 715 623 €	19 184 548 €	21 564 118 €	-2 790 765 €	17 398 288 €	-9,3%	-723,4%
<b>Encaissements (RE)</b>	141 333 428 €	148 973 249 €	171 781 646 €	164 124 004 €	161 142 086 €	170 867 196 €	-0,5%	6,0%
<b>Solde budgétaire (encaissements-CP)</b>	-5 103 546 €	67 906 €	-1 185 903 €	-7 893 870 €	-8 184 767 €	-13 924 486 €	1074,2%	70,1%

Les **autorisations d'engagement (AE)** inscrites au BI 2023 s'élèvent à **202,2 M€** et sont en augmentation de 5,2 % par rapport au BI 2022 et +21,4 % par rapport au BR2 2022.

Cette évolution s'explique par une augmentation des AE au titre des dépenses d'investissement (+ 792 k€ par rapport au BI 2022 et + 29,8 M€ par rapport au BR2 2022), le dynamisme des dépenses de fonctionnement (+ 2,8 M€ par rapport au BI

2022 et +1,2 M€ par rapport au BR2 2022) et de personnel (+ 6,5 M€ par rapport au BI 2022 et + 4,7 M€ par rapport au BR2 2022).

Les « restes à payer », qui mesurent l'écart entre les AE et les CP, s'élèvent à 17,4 M€ au titre de l'investissement.

Les crédits de paiements (CP) s'élèvent à 184,8 M€, soit une augmentation de 6,8 % par rapport au BI 2022, de 9,1% par rapport au BR2 2022 et en augmentation de 24,1 % par rapport au CF 2021. Dans le détail de chaque masse :

tableau 2 (CP)	CF 2020	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	BI 2023	évolution BI23-BI22	évolution BI23-BR22
Personnel	120 758 971€	124 295 046 €	129 730 855 €	130 022 977 €	131 481 543 €	136 190 475 €	5,0%	3,6%
Fonctionnement	15 753 919 €	16 455 723 €	20 762 096 €	22 035 620 €	22 357 622 €	23 585 110 €	13,6%	5,5%
Investissement	9 924 084 €	8 154 574 €	22 474 598 €	19 959 278 €	15 487 689 €	25 016 098 €	11,3%	61,5%
<b>TOTAL</b>	<b>146 436 973 €</b>	<b>148 905 343 €</b>	<b>172 967 549 €</b>	<b>172 017 874 €</b>	<b>169 326 853 €</b>	<b>184 791 682 €</b>	<b>6,8%</b>	<b>9,1%</b>

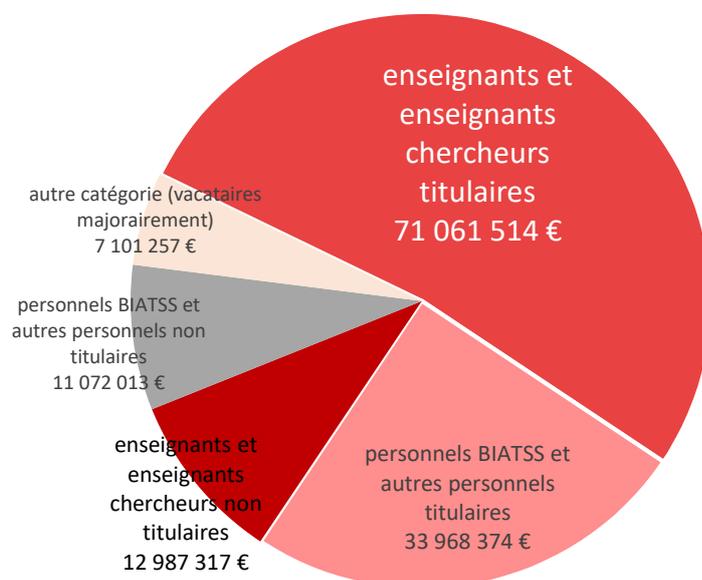
L'établissement poursuit ainsi les investissements financés sur ses moyens propres. Ces investissements sont destinés aux travaux pour les locaux de l'Université dans son ensemble. Des crédits sont également affectés pour les équipements de recherche et d'enseignement, ainsi que les infrastructures informatiques et audiovisuelles.

#### 1.2.1.1 Crédits de personnel

La masse salariale de 136,2 M€ est composée de :

- 117,7 M€ d'emplois sous plafond Etat (+ 4,7 % comparativement au BI 2022) ;
- 11,4 M€ d'emplois sur ressources propres (+ 9,9 % par rapport au BI 2022) ;
- 6,9 M€ d'autres catégories de dépenses dont vacataires et diverses prestations sociales (en hausse de 2,3 %) ;
- 0,12 M€ d'autres dépenses non suivies dans OREMS (- 15,5 %).

## Masse salariale par catégorie d'emploi



Les **dépenses d'emplois titulaires**, qui ont augmenté de 4,4 % par rapport au BI 2022 et 8,3 % comparativement au réalisé 2021, s'élèvent à 105 M€ :

- 71 M€ pour les **personnels enseignants et enseignants chercheurs** (en hausse de 5,2 % par rapport au BI 2022) dont 1,9 M€ d'heures complémentaires ;
- 33,9 M€ pour les **personnels BIATSS et autres personnels** (+2,8%).

Les **dépenses d'emplois non titulaires** à 24 M€ sont en augmentation par rapport au BI 2022 (+ 8,6 %) et au réalisé 2021 (+ 16,2 %) :

- 12,9 M€ pour les **personnels enseignants et enseignants chercheurs** (+ 10,1 % par rapport à 2022) dont 7,7 M€ pour les doctorants contractuels et les ATER ;
- 11,1 M€ pour les **personnels BIATSS et autres personnels** (+ 6,8 %) dont 2,7 M€ pour des CDI.

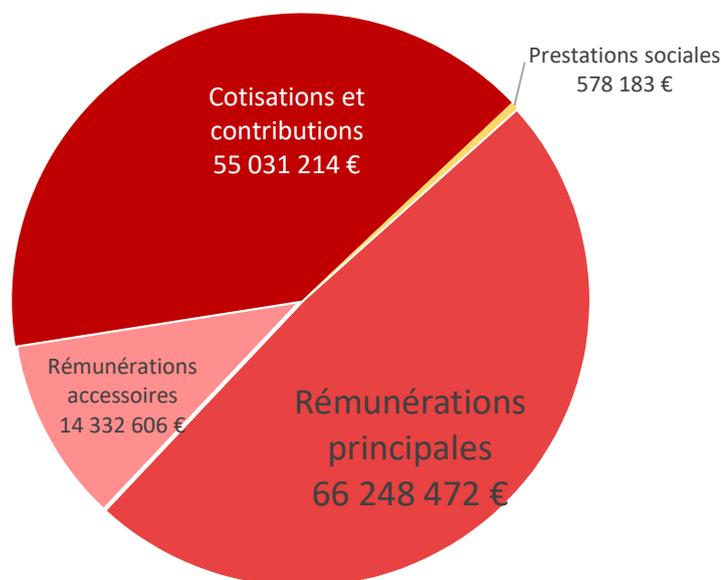
Ainsi, les **dépenses pour les emplois d'enseignants et enseignants chercheurs** s'élèvent à 84 M€ (dont 2,1 M€ d'emplois rattachés aux contrats de recherche), soit + 5,9 % par rapport au BI 2022 et + 9,2% par rapport au CF 2021. Les **dépenses pour les emplois de personnels BIATSS et autres personnels** à 45 M€ sont en augmentation de 3,8 % par rapport au BI 2022 et 10,8 % comparativement au CF 2021.

Les **dépenses de personnels permanents** (personnels titulaires et les CDI) représentent 107,8 M€ et demeurent stables à 79,2 % des dépenses de masse salariale (79,3% au BI 2022, 80% au CF 2021).

Ce ratio est en dessous du seuil de vigilance du ministère à 83 % (seuil d'alerte à 85 %). Après avoir connu une augmentation régulière ces dernières années (79,7 %

au CF 2016 ; 80,5 % au CF 2017 ; 81,1 % au CF 2018) il enregistre une baisse progressive mais régulière depuis les CF 2019 (80,4%), 2020 (80,1%) et 2021 (80%).

### Masse salariale par typologie de rémunération



La masse salariale globale de 136,2 M€ est composée des éléments suivants :

- 66,2 M€ de **rémunérations principales** (+ 6,2 % par rapport au BI 2022 et + 9,6 % par rapport au CF 2021) ;
- 14,3 M€ de **rémunérations accessoires** (cours complémentaires, vacances d'enseignement, primes et indemnités...) en augmentation de 12,3 % par rapport au réalisé 2021 ;
- 55 M€ de **contributions et cotisations sociales** (pensions, cotisations ASSEDIC et autres cotisations) qui sont supérieures de 5,4 % par rapport au BI 2022 et 8,8 % par rapport au CF 2021 ;
- 0,5 M€ de **prestations sociales** en augmentation de 18,7 % par rapport au réalisé 2021.

### Analyse par facteurs d'évolution

#### Quelques notions

- Le **GVT** est la part de l'évolution des salaires qui résulte des évolutions de carrière propres à chaque agent. Il se décline en trois composantes :
- **L'effet glissement** : c'est l'impact des flux entrants et sortants, c'est-à-dire du renouvellement du personnel sur l'évolution de la masse salariale. Les entrants sont en moyenne plus jeunes et moins « primés » et par, conséquent, rémunérés à un niveau moins

élevé que l'ensemble des personnels d'un établissement. L'effet des entrants est donc en général négatif sur l'évolution générale de la masse salariale. Le signe de l'effet des sortants est moins évident car les sortants ne sont pas forcément des personnes plus qualifiées et/ou plus âgées et donc mieux rémunérées ;

- **L'effet vieillesse** : c'est l'impact sur l'évolution générale de la masse salariale des changements de salaire, sans changement de fonction, dus au déroulement normal de carrière dans le métier suite à l'ancienneté : avancement sur grille indiciaire ;
- **L'effet technicité** : c'est l'impact sur l'évolution générale de la masse salariale des changements de grade ou de corps, et/ou de l'acquisition de compétences nouvelles. Ces changements sont en général validés suite à un concours ou un examen professionnel.

L'évolution de **9,19 M€** avec les 127 M€ de dépenses de personnel, correspondant à une mise à jour de la prévision votée en BR2 2022 s'explique :

- Pour + 2,3 M€ par les **mesures obligatoires réglementaires ou déjà engagées en 2022 qui s'imposent en 2023** ;
- Pour 936 k€ par le solde du **GVT prévisionnel**, composé d'un GVT positif de 2 292 k€ et d'un GVT négatif de 1 357 k€ ;
- Pour + 946 k€ par des **mesures discrétionnaires 2023 de l'établissement** ;
- Pour - 101 k€ de correctifs (notamment afin d'ajuster les montants de la trajectoire de la masse salariale finale 2022 et du budget 2023) correspondant à l'indemnité inflation versée en 2022 ;
- Sont enfin inscrits 5,1 M€ correspondant à la valorisation de l'augmentation de dépenses sur convention hors contrat de recherche ainsi que des crédits ouverts hors convention, sur convention de recherche et hors recherche, qui devraient faire l'objet d'une déprogrammation partielle en cours d'année 2023.

Pour les **mesures obligatoires** :

- Les **mesures générales** induisent une hausse de 2,4 M€ et proviennent principalement de l'extension en année pleine de la revalorisation de la valeur du point au 01/07/2022 et dans une moindre mesure de la revalorisation des nouveaux doctorants dans le cadre de la LPR (N.B. : l'harmonisation de la rémunération des doctorants, annoncée par la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, n'est pas valorisée au BI 2023) ;
- Les **mesures catégorielles** à 250 k€ correspondent aux crédits LPR notifiés sur le reclassement des enseignants chercheurs et, dans une moindre mesure, à l'estimation de l'impact des nouvelles grilles de catégorie B. ;
- Le **schéma d'emplois** à - 311 k€ rend compte de l'impact des dépenses liées à l'évolution des ETPT de l'établissement : politique volontariste sur la campagne d'ATER seconde vague, diminution des fonctionnaires enseignants, enseignants-chercheurs et BIATSS, augmentation du nombre de CDU et fin du dispositif des prolongations COVID ;
- Les **mesures indemnitaires obligatoires** enregistrent une légère baisse à -243 k€, suite au retour à un rythme normal de versement des primes RIPEC en 2023 ;
- La **revalorisation du SMIC** (+ 174 k€) est impactée par l'extension en année pleine 2023 de l'augmentation du 1<sup>er</sup> mai 2022. La nouvelle augmentation du

SMIC au 1er août 2022 n'a pas eu d'impact car la valeur du point avait augmenté entretemps ;

- Les **autres cotisations** (+ 52 k€) correspondent à l'extension en année pleine de la hausse du taux de cotisation versement transport annoncée par le SYTRAL le 1<sup>er</sup> juillet 2023 ;
- On notera l'absence d'évolution de la **structure des emplois** (changements de corps, repyramidage et dispositif Sauvadet).

Parmi les **mesures discrétionnaires de l'établissement** :

- 290 k€ de **variation des heures complémentaires**, correspondant à un retour à au niveau antérieur sur les charges d'enseignement (reprise d'activité du CIEF fortement impacté par la crise sanitaire) ;
- 456 k€ de **schéma d'emploi hors contrat de recherche**, intégrant la campagne d'emplois 2023 (augmentation des fonctionnaires enseignants et enseignants-chercheurs à la rentrée prochaine). Dans cette colonne est également anticipée une meilleure consommation des enveloppes de vacances administratives ;
- La **structure des emplois** enregistre une hausse de 200 k€ intégrant les crédits LPR notifiés sur le repyramidage des enseignants-chercheurs et le rééquilibrage des proportions respectives de fonctionnaires et contractuels pour les BIATSS.

## **Le taux de rigidité des dépenses**

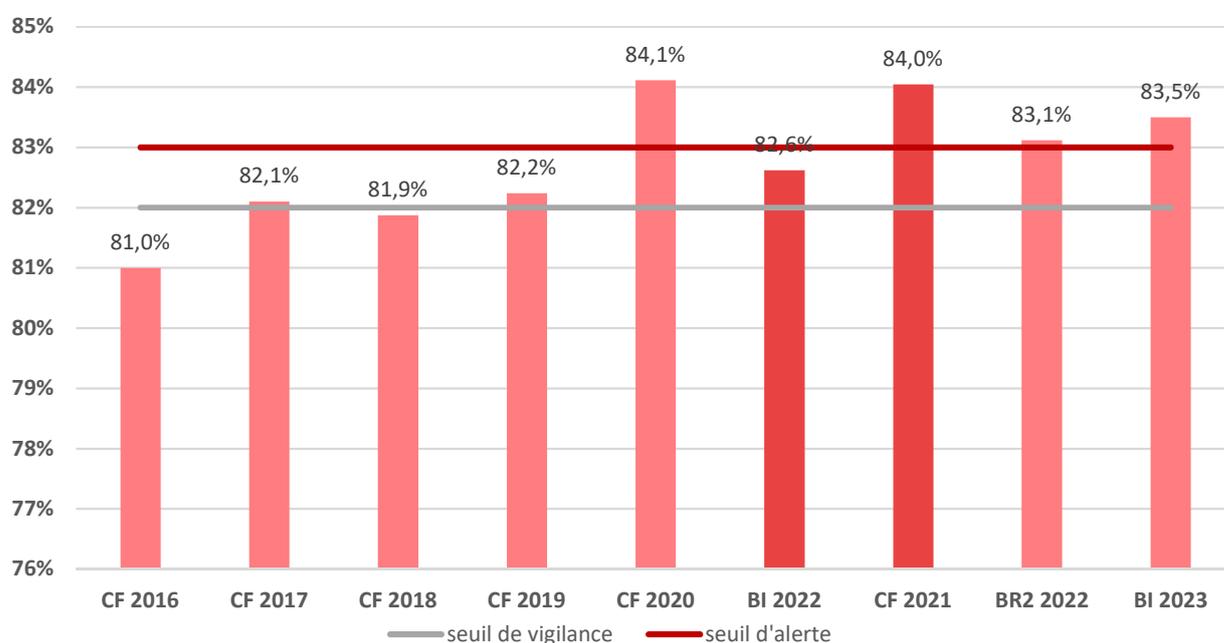
### **Quelques notions**

- *Ce **taux de saturation** mesure le poids des charges les plus rigides difficilement compressibles (dépenses de personnel inscrites au tableau 6) par rapport aux recettes encaissables. Dans le cadre des responsabilités et compétences élargies, ce ratio de rigidité a une dimension essentielle puisqu'il évalue les marges de manœuvre. Le poids relatif des dépenses de personnel dans les ressources encaissables, ainsi que son évolution, sont significatifs. Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marge de manœuvre.*

*Calcul : dépenses de personnel / produits encaissables*

## Dépenses de personnel / produits encaissables

(données 15-17 réajustées avec nouvelle méthode de comptabilisation sans compte 633)



Le ratio dépenses de personnel / produits encaissables s'élève à 83,5 % au BI 2023. Afin de permettre l'analyse pluriannuelle, en réintégrant les dépenses du compte 633 (transférées en fonctionnement depuis le BR2 2018), ce taux serait à 84,5 % pour 2023 (84,0 % pour le CF 2021, 85,1% avec la réintégration du compte 633 et 82,6 % au titre du BI 2022, 83,6% avec réintégration du compte 633). Il constitue ainsi un **élément de vigilance** du fait de la tendance à la hausse constatée.

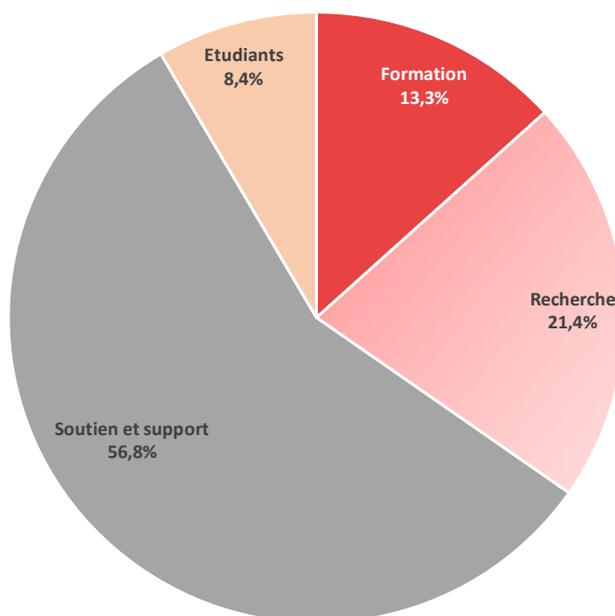
L'augmentation du *ratio* provient du dynamisme des dépenses de personnel suite à la revalorisation de la valeur de point fonction publique.

### 1.2.1.2 Crédits de fonctionnement

La part des crédits de fonctionnement représente 12,7% des dépenses du BI 2023 (12% du BI 2022, 13,2 % du BR2 2022 et 11,1% du CF 2021).

Pour le budget initial 2023, il importe de souligner quelques éléments d'analyse. En premier lieu, ces dépenses sont réparties entre les rubriques comptables suivantes (en M€) :

### Répartition des dépenses de fonctionnement par destination



La rubrique **achats** augmente : elle représente **20,5%** des dépenses de fonctionnement contre **16,5 %** au BI 2022. Par rapport au BR2 2022 où elle représentait 22,5%, elle est en légère diminution de 3,7%.

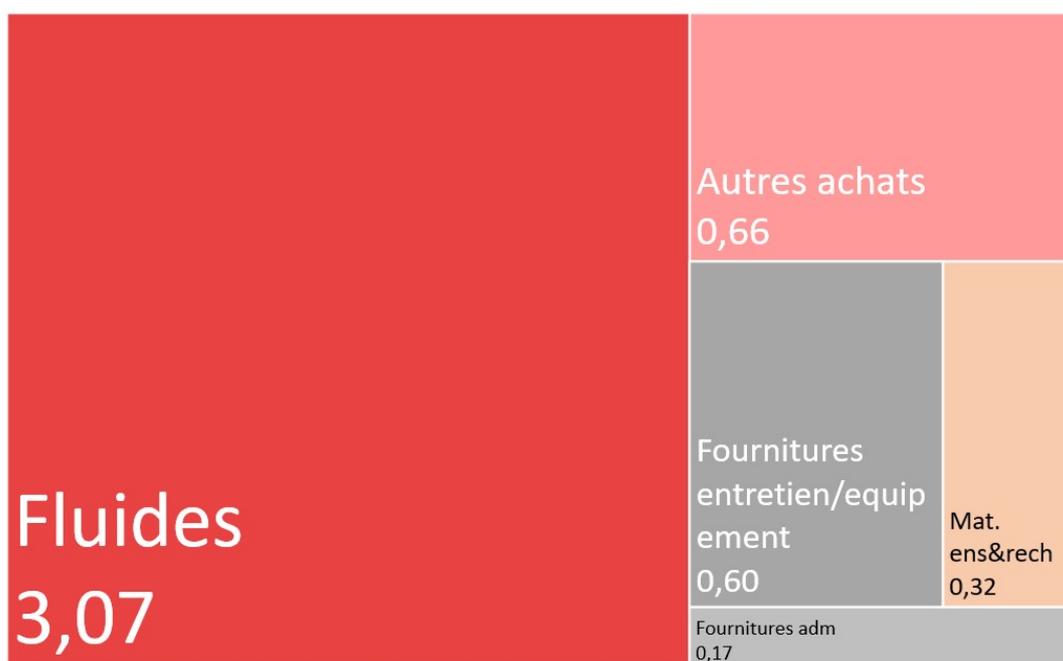
La rubrique **services extérieurs** augmente sensiblement et représente **30,9%** contre **21,9 %** au BI 2022 et 22,5% au BR2 2022.

La rubrique **autres services extérieurs** diminue et totalise **31,3 %**, contre **41,4 %** au BI 2022 et 38,9% au BR2 2022.

La rubrique **autres charges spécifiques** est en légère augmentation (+6,1%) et représente une part stable des crédits **17,3 %**, contre **20,2%** au BI 2022 et 17,2% au BR2 2022.

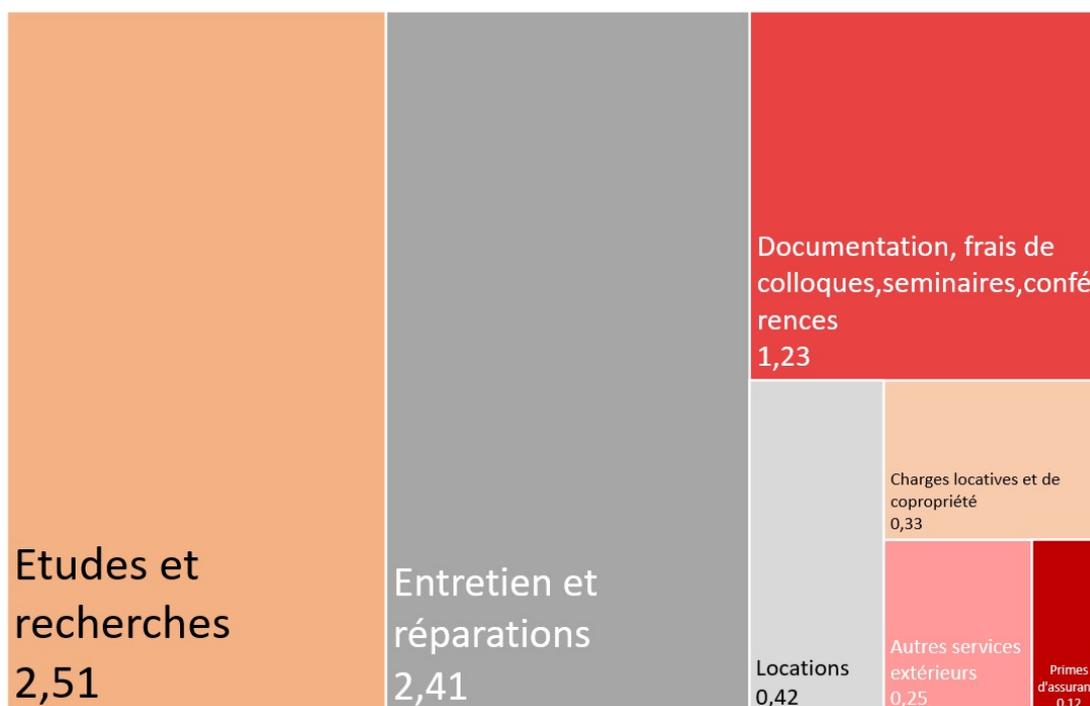
Les services centraux concentrent **64,9%** des crédits de fonctionnement (**65,7%** au BI 2022) avec 15,3 M€ dont 9,1 M€ positionnés au sein de la DIMMO et de la DSI au titre de la gestion immobilière et informatique de l'établissement (pour mémoire au BI 2022, 13,6 M€ au total pour les services centraux, dont 7,5 M€ pour DIMMO/DSI). Les composantes regroupent **15,5 %** des crédits de fonctionnement (**16,9%** au BI 2022). La recherche, enfin (Direction de la recherche et des études doctorales ainsi que l'ensemble des laboratoires), se voit attribuer **19,6%** des crédits de fonctionnement. Elle est dotée de 4,6 M€, un montant en hausse par rapport à l'an dernier (3,6 M€) en raison de reprogrammations plus importantes.

## Rubrique Achats (M€)



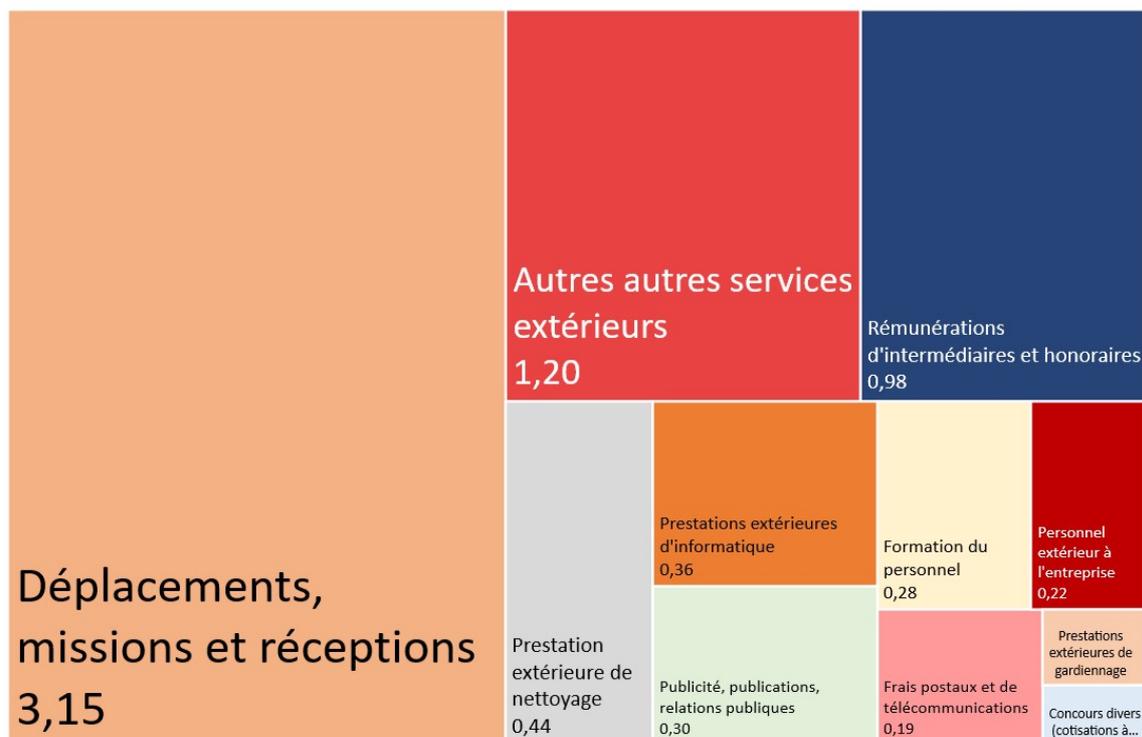
Par rapport au BR2 2022, la rubrique achat connaît une légère baisse de 3,7%, provenant essentiellement d'un ajustement en légère baisse en 2023 de la facture de fluides projetée par les services de la direction de l'immobilier et du patrimoine. Le surcoût envisagé par rapport aux années antérieures à 2022 demeure toutefois élevé (1 M€).

## Rubrique Services extérieurs (M€)



Les services extérieurs enregistrent une hausse importante, notamment au titre de la partie « Etudes et recherche », du fait de reprogrammations mais aussi d'une imputation à titre unique de la dotation prévisionnelle en fonctionnement des laboratoires, dans l'attente de sa répartition finale par rubrique comptable, non finalisée au moment de la rédaction de ce rapport.

### Rubrique Autres services extérieurs (M€)



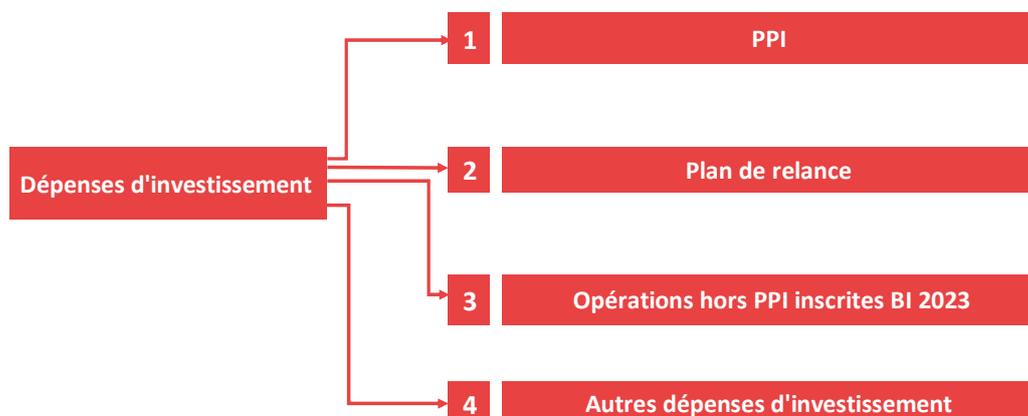
Les autres services extérieurs enregistrent un recul de 13% par rapport au BR2 2022. Au-delà d'un écart partiellement généré par des réimputations en attente de la dotation laboratoire mentionnée au point précédent (notamment sur la partie missions déplacements), on signalera la baisse de 320 k€ (-42 %) sur les prestations extérieures de nettoyage et la baisse de 100 k€ (-59%) sur les prestations de gardiennage. On notera par ailleurs une diminution sensible de l'enveloppe de transports de biens (-225 k€ soit -60,7%) liée à la fin des principaux déménagements réalisés à l'issue du Plan Campus en 2022.

#### 1.2.1.3 Crédits d'investissement

On distingue au sein des dépenses d'investissement deux catégories principales :

- Les dépenses correspondant à des **projets immobiliers pluriannuels**, parmi lesquelles :
  - o Celles relevant du PPI, bénéficiant d'un financement extérieur partiel ;
  - o Celles relevant du plan de relance, intégralement financées ;
- Les dépenses correspondant à des **projets immobiliers d'exécution annuelle**, intégralement autofinancées par l'établissement ;

- Les autres dépenses d'investissement (achats informatiques, immobilisations diverses).



### Le périmètre du PPI pour le BI 2023

D'après le guide d'analyse des fonds de roulement du ministère, notre établissement doit être en mesure de justifier l'engagement de l'opération ou un commencement d'exécution pour pouvoir l'inscrire formellement dans un PPI.

PPI		
Opération n°	Nature	Coût total opération
1	900070LC- Learning Center (1) LA RUCHE	47 828 217 €
2	900070BU -Bib Univ Provisoire	3 521 671 €
3	900070PA-aménagements paysagers PDA	235 000 €
<b>TOTAL PPI</b>		<b>51 584 888 €</b>

Les opérations figurant ci-dessus feront l'objet de dépenses en 2023. Elles correspondent aux projets pluriannuels en cours les plus structurants en matière immobilière. Le montant affiché ici est le coût total de l'opération ; les dépenses et recettes inscrites au budget 2023 et pour les années suivantes sont détaillées dans les tableaux 9bis des opérations pluriannuelles.

### Le plan de relance

Plan de relance		
Opération n°	Nature	Coût total opération
4	PRELANCEGTC - Automates de régulation	415 911 €
5	PRELANCEPHO - Panneaux photovoltaïques	654 756 €
<b>TOTAL Plan de relance</b>		<b>1 070 667 €</b>

Le plan de relance est traité depuis 2022, comme un financement fléché de l'investissement par l'Etat et fait l'objet d'un financement à 100%.

### Les autres opérations hors PPI inscrites au BI 2023

Opérations hors PPI inscrites BI 2023		
Opération n°	Nature	Coût total opération
6	900070LUM- Eclairage général	711 374 €
7	900070DT-DTA sols	170 000 €
8	900070PR-Parking Ruche	480 000 €
9	900070AB-Aménagement BUP (départ SSU)	400 000 €
10	900070BM-Bâtiment L (modulaires)	3 110 000 €
11	900070IU-RENOVATION ELECTRIQUE IUL	100 000 €
12	900070PE-Structures Pétroff	200 000 €
<b>TOTAL Projets</b>		<b>5 171 374 €</b>

Certaines opérations d'investissement correspondent à des besoins importants de l'établissement mais ne peuvent pour autant être formellement inscrites au PPI, soit qu'elles ne correspondent pas à des projets stratégiques pour l'ensemble de l'établissement (DTA sols, éclairage général...), soit qu'elles ne soient pas pluriannuelles.

Le montant affiché ici est le **coût total de l'opération** ; les dépenses et recettes inscrites au budget 2023 et pour les années suivantes sont détaillées dans les tableaux 9bis des opérations pluriannuelles.

### Autres dépenses d'investissement

Elles comprennent, en 2023, les achats informatiques et les petites immobilisations, ainsi qu'une partie des dépenses du schéma directeur du numérique, désormais totalement intégré dans une nouvelle structuration budgétaire de la DSI en programmes d'action. Le tableau ci-dessous en présente les axes principaux :

Autres dépenses d'investissement: focus DSI		
Programme	Nature	Enveloppe 2023
P01	Digitalisation de la formation	65 750 €
P04	Services numériques sur le campus	150 000 €
P05	Equiperment et aménagement numérique des espaces	908 000 €
P06	Simplification, pilotage et dématérialisation	106 000 €
P09	Infrastructures, réseaux et socle technique	1 050 000 €
P10	Evolutions de l'existant	85 000 €
P11	Autres dépenses contraintes	3 000 €
<b>TOTAL DSI</b>		<b>2 367 750 €</b>

## 1.2.2. Recettes

### Quelques notions

- Les recettes, qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée, sont **globalisées** par principe. A titre d'exception, les recettes **fléchées** permettent de suivre précisément les opérations.

RE	CF 2020	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	BI 2023	évolution BI 23- BI 22	évolution BI 23- BR2 22	évolution BI 23 - CF 2021
Recettes globalisées	140,333,173 €	146,006,267 €	154,677,145 €	155,008,062 €	156,292,019 €	157,180,995 €	2%	0.6%	7.7%
Recettes fléchées	1,000,254 €	2,966,981 €	17,104,501 €	9,115,942 €	4,850,067 €	13,686,201 €	-20%	182.2%	361.3%
Total	141,333,428 €	148,973,248 €	171,781,646 €	164,124,004 €	161,142,086 €	170,867,196 €	-1%	6.0%	14.7%

Le montant estimé des **recettes au titre de 2023 s'élève à 170,8 M€**, en baisse de 0,9 M€, soit - 1 % par rapport au BI 2022 mais en hausse de 6% par rapport au BR2 2022 (+ 14 % comparativement au compte financier 2021). Cette hausse par rapport au réalisé 2021 est imputable aussi bien aux recettes globalisées qu'aux recettes fléchées.

Le **fléchage de certaines recettes** relève du choix de l'établissement. Le principal intérêt est de mettre en évidence l'impact de certaines opérations significatives et soumises à des aléas susceptibles d'expliquer d'importantes variations de trésorerie.

A ce titre, il a été choisi de suivre en 2023 :

- Une opération d'investissement : la Ruche (13,4 M€) ;
- Les dépenses liées à la mise en œuvre du plan de relance pour 80 k€ ;
- Certaines conventions pluriannuelles présentant des montants globaux importants : reprogrammations des recettes attendues initialement en 2022 pour les conventions SHYFTE (95 k€), ERASMUS + Sunspace (87 k€).

Par différence, le reste des recettes est considéré comme globalisé.

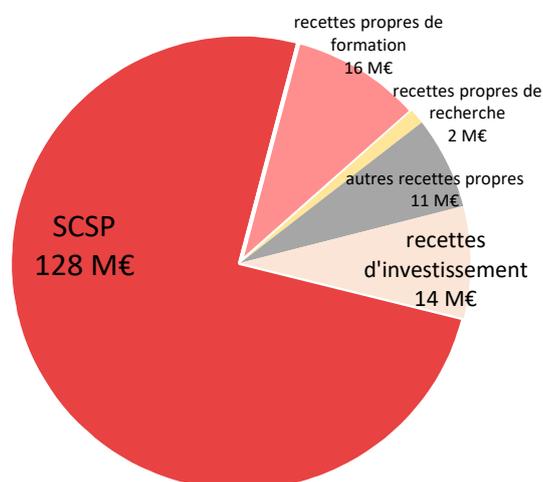
Les **recettes globalisées** représentent 92 % des recettes totales et augmentent de 0,9 M€ par rapport au BR2 2022 :

Les **recettes fléchées** représentent 8 % des recettes totales et augmentent de 8,8 M€ par rapport au BR2 2022 : 1,4 M€ de baisse au titre des autres financements de l'Etat (fin des principales opérations du Plan de relance, dont l'essentiel des recettes ont été recouvrées avant 2023) et +10,2 M€ au titre d'autres financements publics. Cette augmentation d'un BI à l'autre est liée aux aléas du calendrier prévisionnel d'appels de fonds des différents financeurs de La Ruche (anciennement Learning Centre). Les sommes en question correspondent pour partie à celles inscrites au BI 2022 mais n'ayant pas fait l'objet d'un versement.

Ainsi, sur les 42,3 M€ d'autres ressources de l'établissement en 2023, **13,6 M€ sont des recettes fléchées d'investissement** de l'Etat et des collectivités. **28,7 M€ sont**

**des ressources propres**, entendues comme l'ensemble des recettes encaissables hors SCSP. Telles que définies par le ministère, elles constituent l'ensemble des recettes générées par les activités de l'université.

### Répartition des recettes budgétaires



Selon la typologie du tableau n°2, l'évolution des recettes est la suivante :

- **Autres financements de l'Etat** : 695 k€ (dont 435 k€ de subventions de la DRAC pour le fonctionnement général du CFMI) contre 747 k€ au BR2 2022 ;
- **Financements de l'Etat fléchés** : 3,1 M€ dont 3M€ au titre du financement de la Ruche et 0,1 M€ au titre du financement des opérations couvertes par le plan de relance contre 4,5 M€ au BR2 (respectivement 2,1 M€ pour la Ruche, 2,4 M€ pour le plan de relance) ;
- **Autres financements publics** (ANR, Région, UE, ...) : 7,9 M€ contre 10,5 M€ au BR2 2022 ;
- **Autres financements publics fléchés** (Région, UE) : 10,5 M€ dont 10,3M€ pour le financement Région de la Ruche contre 0,3 M€ au BR2 2022 (La Ruche);
- **Autres recettes propres** (droits d'inscriptions et formation continue, valorisation, taxe d'apprentissage, ...) à 18,3 M€ correspondant à 11,6% des recettes encaissables, contre 12,1 % au BI 2022 et 11,5 % au BR2 2022. Cette légère diminution par rapport au BI 2022 provient d'une révision à la baisse des recettes tirées de la mise en œuvre contrainte et partielle de droits différenciés pour les étudiants étrangers ;
- **Fiscalité affectée** : droits d'inscription et contribution à la vie étudiante et de campus -CVEC- à hauteur de 1,75 M€ contre 1,7 M€ au BR2 2022.

On notera enfin que le BI 2023 comporte un montant moins élevé de recettes reprogrammées (182 k€ au titre des conventions de l'IUT).

### 1.2.2.1 Subvention pour charge de service public

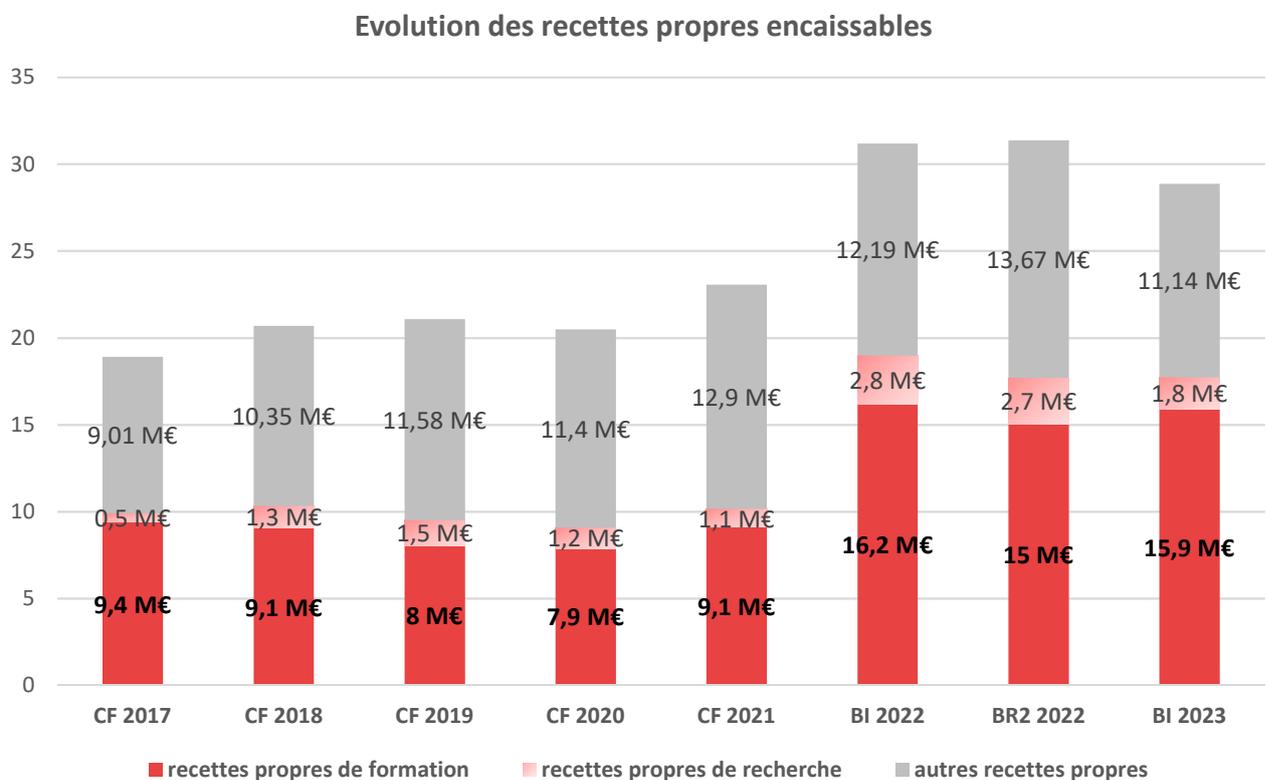
La Subvention pour Charges de Service Public (SCSP) à 128,5 M€ représente 75,2% des recettes soit une légère baisse par rapport au BR2 2022 (77,7%) s'expliquant par un poids plus important des recettes fléchées. La SCSP représentait par ailleurs 82,7 % des recettes au compte financier 2021 (pour mémoire, les recettes fléchées atteignaient 2,9 M€).

Le détail des montants formant la SCSP figure au point 1.3.2.1 *infra*.

### 1.2.2.2 Recettes propres d'activité

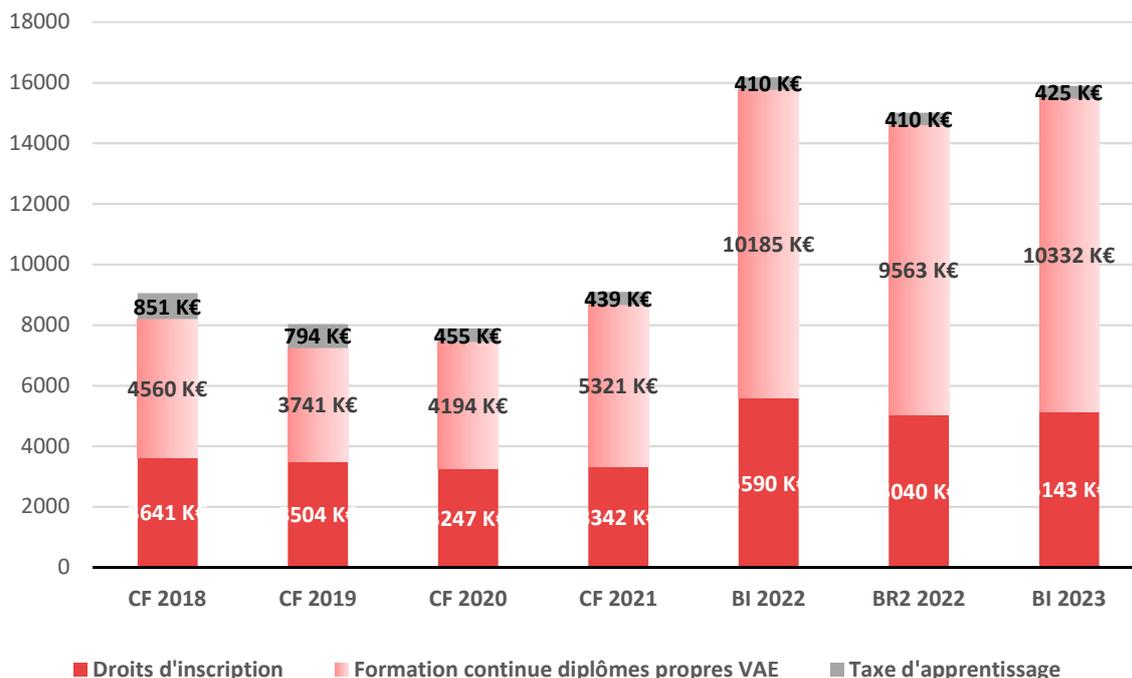
Suivant la méthodologie du ministère, les recettes propres de l'établissement se décomposent de la manière suivante :

- Recettes formation à 15,9 M€ (55,1 % du total des recettes propres ; - 0,3 M€ comparativement au BI 2022 et +0,9 M€ par rapport au BR2 2022) ;
- Recettes recherche à 1,8 M€ (6,3 % du total ; -1 M€ par rapport au BI 2022 et -0,9 M€ par rapport au BR2 2022) ;
- Autres recettes propres à 11,1 M€ (38,6 % du total ; -1,1 M€ par rapport au BI 2022 et -2,5 M€ par rapport au BR2 2022).

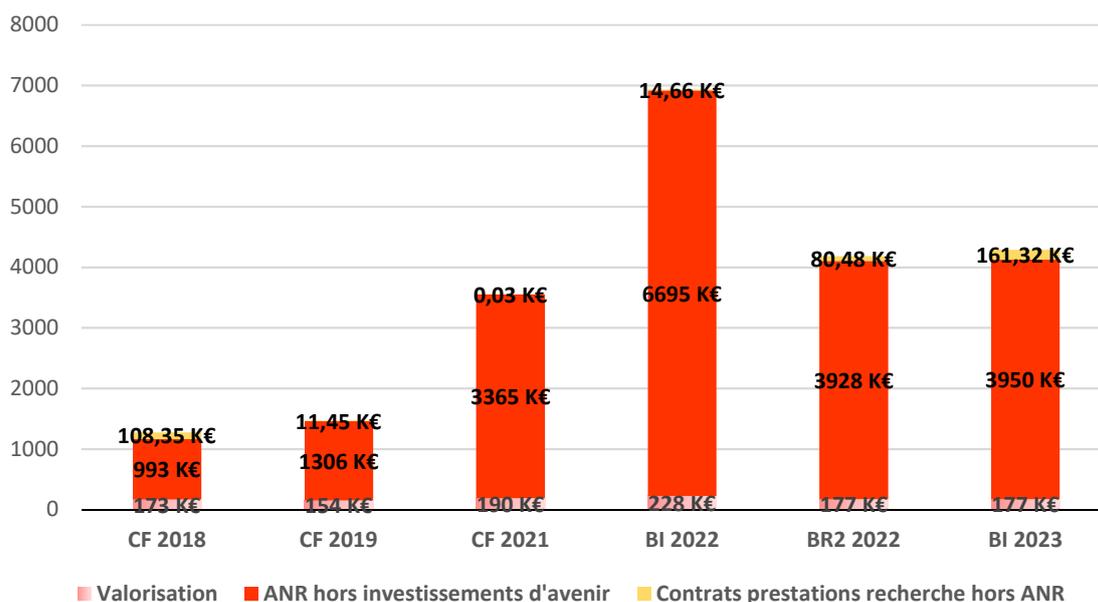


Pour le BI 2023, les recettes propres représentent 18,3 % des produits encaissables, soit au-dessus de seuil de vigilance fixé à 15 % (seuil d'alerte à 13 %). Ce taux est en augmentation par rapport au CF 2021 (15,8 %) mais en baisse par rapport au BI 2022 (20,3 %) et au BR2 2022(19,5%). La moindre reprogrammation de recettes de conventions, comparativement au BI 2022, explique en partie cette évolution. La révision à la baisse des recettes tirées de la mise en œuvre contrainte et partielle de droits différenciés pour les étudiants étrangers constitue un autre facteur.

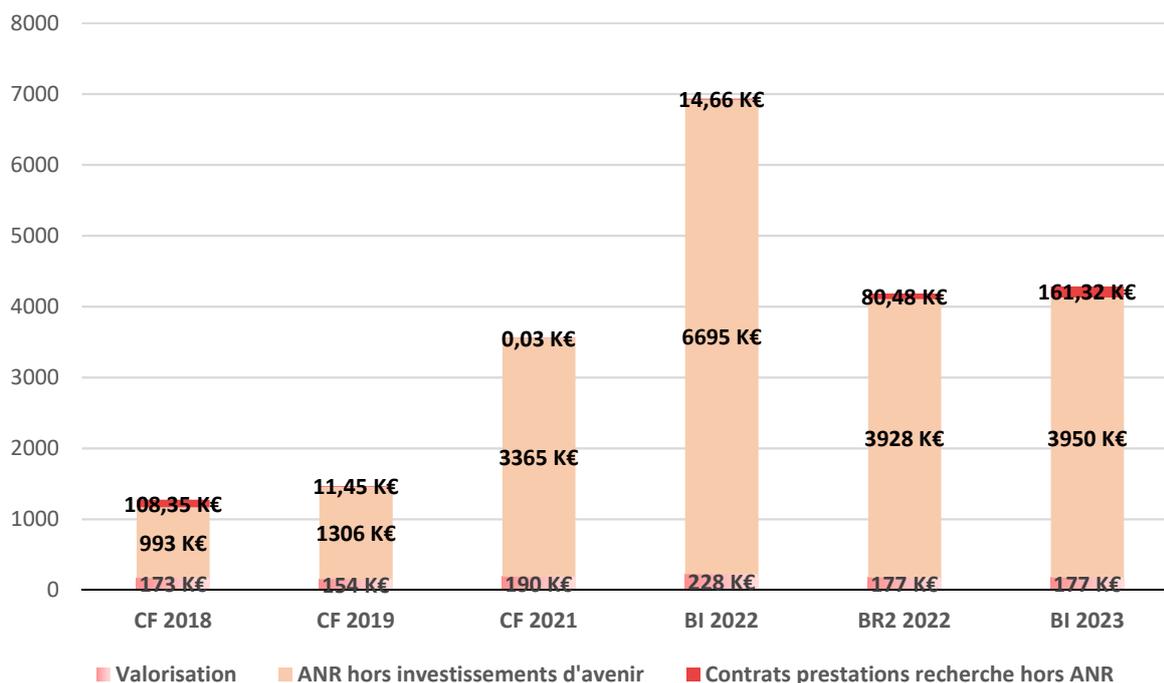
Recettes propres de formation (en k€)



Recettes propres de recherche (en k€)



## Recettes propres de recherche (en k€)



Ainsi, sur les 11,1 M€ d'autres recettes propres :

- 3,6 M€ concernent les « autres recettes propres », dont 1,75 M€ attendus au titre de la CVEC, 208 k€ de produits divers de gestion courante, 0,8 M€ de mises à disposition de personnels facturées auprès de structures extérieures et 0,8 M€ de prestations de services et d'activités annexes (recettes du service de santé universitaire, locations d'infrastructures de l'établissement à des partenaires extérieurs...);
- 4,9 M€ concernent les recettes des « autres collectivités » dont 0,4 M€ de subvention DRAC pour le fonctionnement général du CFMI, 0,6 M€ au titre de l'ENS;
- 2,1 M€ concernent les recettes en provenance de l'Union Européenne, parmi lesquelles 0,5 M€ au titre de la mobilité internationale de crédits (ERASMUS +), 1,1 M€ au titre de conventions internationales mises en œuvre par la DRI, 0,3 M€ au titre de conventions de recherche (dont 0,2 M€ au titre de conventions de l'IUT) et 116 k€ au titre du Fonds Asile Migration et Intégration (FAMI);
- 579 k€ au titre de recettes de subventions de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, dont 0,3 M€ au titre du COMESUP.

### 1.2.2.3 Financement de l'investissement

Le financement de l'investissement correspond au BI 2023 aux recettes attendues au titre du projet immobilier de Learning Centre, baptisé La Ruche et par le financement de quelques opérations financées par le plan de relance. On signalera :

- 3 148 k€ de financements fléchés de l'Etat (La Ruche, plan de relance);

- 10 335 k€ d'autres financement publics fléchés (région Auvergne-Rhône-Alpes pour la Ruche).

## 1.3. Dépenses par destination et recettes par origine



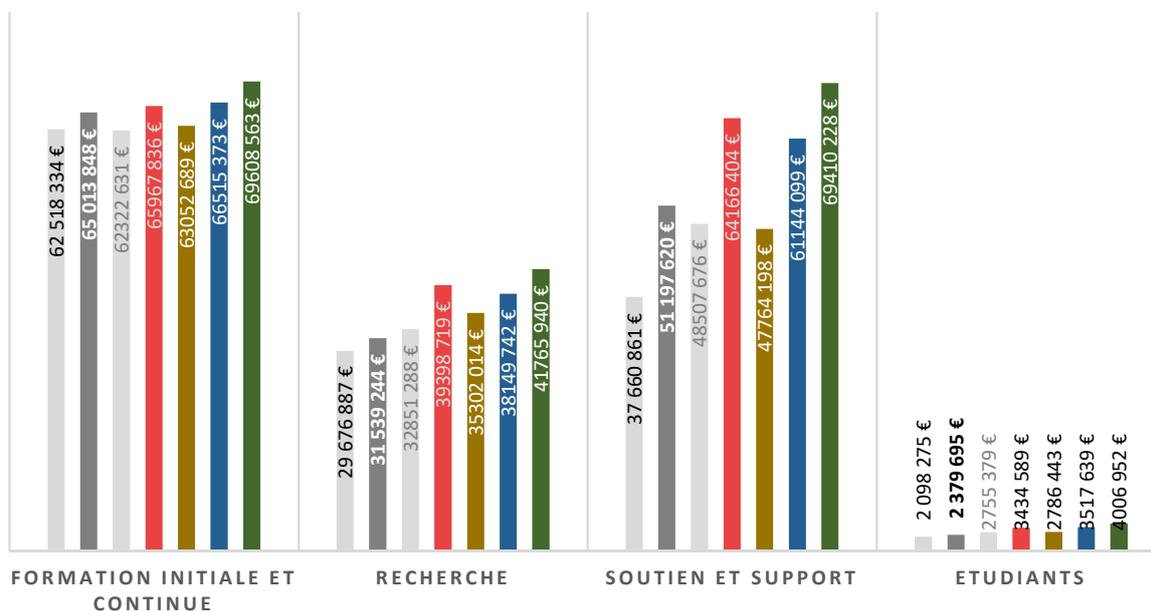
Le premier tableau (dépenses) ventile par destination les dépenses prévues au tableau des autorisations budgétaires. Il croise l'axe « nature » en enveloppes de dépenses avec l'axe « destination » propre à l'organisme et à son activité. En complément du tableau des autorisations budgétaires, il permet donc à l'ordonnateur de présenter la mise en œuvre budgétaire de la stratégie de l'organisme selon une nomenclature qui traduit son activité.

Le deuxième tableau (recettes) ventile par origine les recettes prévues au tableau des autorisations budgétaires. Il croise l'axe « Nature » avec l'axe « Origine » propre à l'organisme et à son activité. Il permet à l'ordonnateur de présenter la mise en œuvre budgétaire de la stratégie de l'organisme ou la structure de son financement selon une nomenclature qui traduit son activité.

### 1.3.1. Dépenses par destination

#### EVOLUTION DES CP PAR DESTINATION

■ CF 18 ■ CF 19 ■ CF 20 ■ BI 2022 ■ CF 2021 ■ BR2 2022 ■ BI 2023



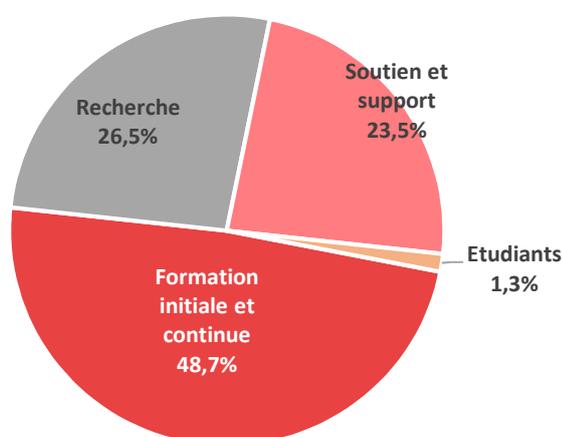
### 1.3.1.1 Crédits de personnel

- **Les dépenses de personnel** : il s'agit des rémunérations principales versées aux agents de l'établissement, des rémunérations accessoires, des prestations sociales obligatoires ainsi que des cotisations patronales qui leur sont liées.

**Masse salariale État** : il s'agit des crédits transférés à partir du titre 2 du budget de l'État lors du passage aux compétences et responsabilités élargies.

**Masse salariale sur ressources propres** : il s'agit de toutes les autres charges de personnels hors masse salariale Etat : contrats de recherche, vacations, jury de concours...

Répartition des dépenses de personnel par destination



Les dépenses de personnel s'élèvent à 136,2 M€ (+ 5 % par rapport au BI 2022 et + 9,6 % par rapport au compte financier 2021) et se décomposent comme suit : 129,1 M€ d'emplois sous plafond Etat et sur ressources propres (+ 5,1 % par rapport au BI 2022, + 5% par rapport au BR2 2022 et 6,9 M€ d'autres dépenses (dont paiements des vacataires et diverses prestations).

Les dépenses de personnel en formation initiale et continue à 66,3 M€ augmentent de 4% par rapport au BR2 2022 (9 % par rapport au CF 2021). Les évolutions concernent majoritairement le niveau Licence (+ 9 %).

Les dépenses de personnel pour la recherche à 34,2 M€ augmentent de 7% par rapport au BR2 2022 (+ 6 % par rapport au CF 2021).

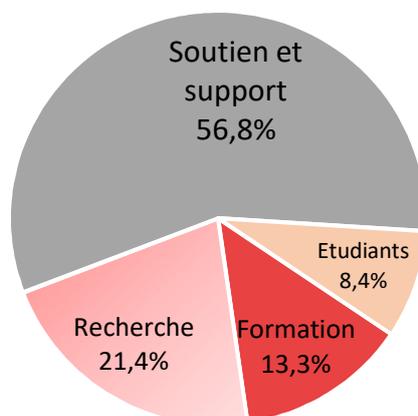
La destination LOLF soutien et support (32 M€) enregistre une légère baisse de 1% par rapport au BR2 2022 (+ 9% par rapport au CF 2021).

Les dépenses de personnel pour les activités en lien avec la vie étudiante à 1,8 M€ augmentent de 3% par rapport au BR2 2022 (+ 11 % par rapport au CF 2021). Elles correspondent notamment à la santé des étudiants et des activités sportives et culturelles. Il s'agit ici d'une traduction directe de la politique ministérielle dans

laquelle l'Université Lyon 2 s'inscrit pleinement puisque notre établissement développe, depuis de nombreuses années, la vie étudiante sur ses campus.

### 1.3.1.2 Crédits de fonctionnement

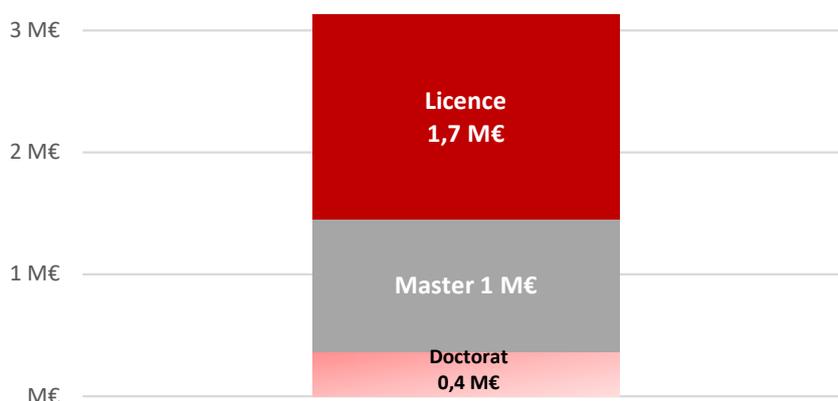
#### Répartition des dépenses de fonctionnement par destination



Les dépenses de fonctionnement (correspondant aux 23,6 M€ de CP) se décomposent, selon les destinations LOLF, de la manière suivante :

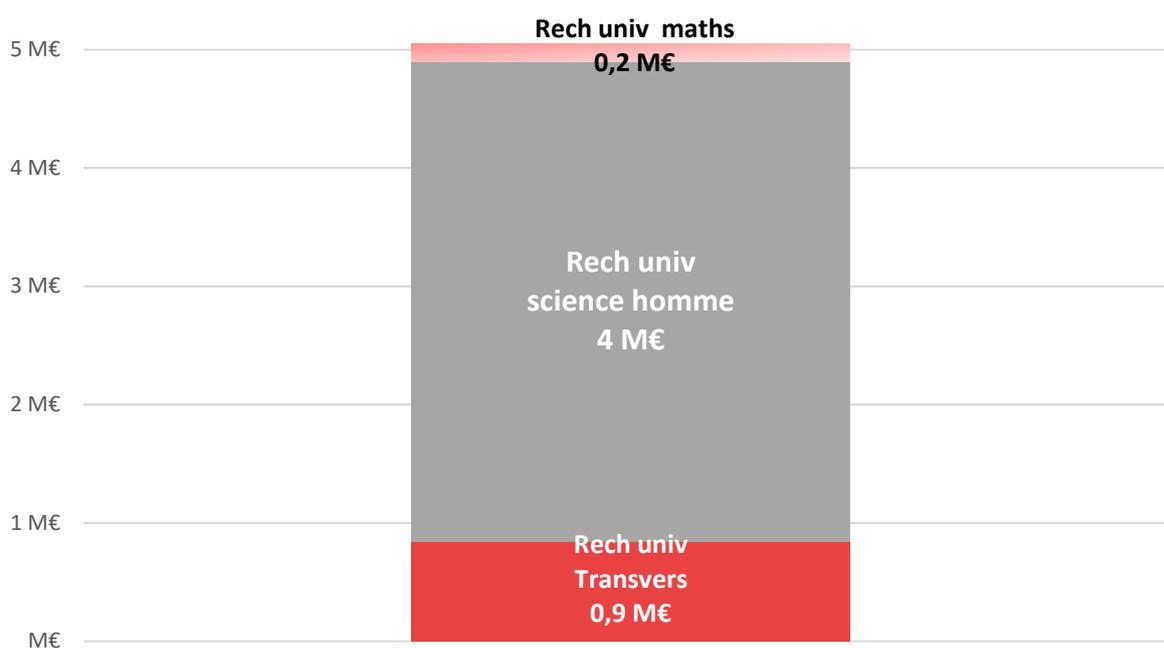
- 3,1 M€ de formation en augmentation de 18% par rapport au BR2 2022 (+ 87% par rapport au CF 2021), en raison notamment d'un effort global réalisé sur les déplacements, missions et réceptions des composantes (au même titre que les autres structures de l'établissement), en vue de compenser le dynamisme de la masse salariale ;
- 5 M€ consacrés à la recherche en hausse de 27% par rapport au BR2 2022, +75% par rapport au CF 2021 ;
- 13,4 M€ pour les fonctions soutien et support (- 4% comparativement au BR2 2022 mais +24% par rapport au CF 2021) ;
- 1,9 M€ au profit de la vie étudiante (+ 5% par rapport au BR2 2022, +43% par rapport au CF 2021).

### Dépenses de fonctionnement Formation initiale et continue



Les **dépenses de fonctionnement en formation** sont tournées majoritairement vers les niveaux Licence (53 %) et Master (35 %).

### Dépenses de fonctionnement Recherche



Les **dépenses de fonctionnement en matière de recherche** concernent très majoritairement le domaine fonctionnel « Recherche universitaire en science de l'homme ».



Les dépenses de fonctionnement pour les activités soutien et support se déclinent comme suit :

- **4,3 %** pour la **diffusion des savoirs et musées** (Direction science et société ainsi que musée des moulages -MUMO-, Université Tous Ages -UTA...), soit + 130 k€ par rapport au BR2 2022 et + 390 k€ par rapport au CF 2021 (mise en œuvre d'un important accord de consortium « LYSIERES » suite à l'obtention du Label « Science avec et pour la société » ;
- **8,3 %** pour les **bibliothèques et documentations** (acquisitions documentaires, conservation, outils documentaires, soit un montant identique au BR2 2022 et en légère baisse par rapport au CF 2021 (- 230 k€);
- **46,7 %** pour l'**immobilier** (fluides pour 3 M€, maintenances diverses pour 687 k€, 1 M€ d'entretien et de nettoyage. La diminution de cette activité (- 1,2 M€ par rapport au BR2 2022) provient à la fois de l'hypothèse d'un impact moindre qu'en 2022 des tarifs de l'énergie ainsi que de baisse sur les prestations extérieures de nettoyage et de gardiennage ainsi que des économies réalisées sur les frais postaux et de télécommunications. L'activité réalise tout de même une augmentation de 1,7 M€ par rapport au CF 2021 ;
- **40,7 %** pour les fonctions de **pilotage et support** (informatique et réseaux, communication), soit + 240 k€ par rapport au BR2 2022 et + 700 k€ par rapport au CF 2021.

### Dépenses de fonctionnement Etudiants

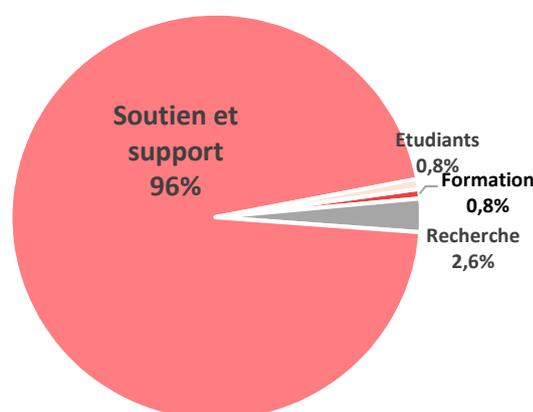


Les dépenses de fonctionnement au profit des étudiants concernent à :

- 21,2 % la santé, les activités associatives, sportives et culturelles, soit - 10 k€ par rapport au BR2 2022 ;
- 8,7 % les aides indirectes (logement, restauration, crèches, aides aux étudiants en situation de handicap, ...), soit + 44 k€ par rapport au BR2 2022 ;
- 70,1 % les aides directes (mobilité internationale, bourses et aides exceptionnelles d'urgence). Cette activité est en hausse de 240 k€ par rapport au BR2 2022 provenant surtout d'un nombre plus important de mobilités internationales.

#### 1.3.1.3 Crédits d'investissement

### Dépenses d'investissement par destination



Les **dépenses d'investissement** sont en augmentation de 62 % par rapport au BR2 2022 (+9,5 M€) et en augmentation de 207 % comparativement au CF 2021 (+ 13 M€). Elles se décomposent, selon les destinations LOLF, de la manière suivante :

- 0,19 M€ pour la **formation** (- 113 k€ par rapport au BR2 2022)
- 0,66 M€ consacrés à la **recherche** (+ 140 k€ par rapport au BR2 2022) ;
- 24 M€ pour les **fonctions soutien et support** (+9,3 M€ par rapport au BR2 2022) ;
- 200 k€ au profit de la **santé des étudiants et de la vie étudiante** (+ 150 k€ par rapport au BR2 2022).

Les **dépenses d'investissement** sont **concentrées logiquement sur les activités de soutien et support** (pour 96 %). Plusieurs observations :

- Les fonctions de **pilotage et support**, à 2,6 M€ (informatique et réseaux, communication, ...) **correspondent à 11,1 % des dépenses d'investissement** et concernent principalement **les dépenses informatiques** exécutées par la DSI, relatives aux dépenses habituelles (achats de nouveaux postes, rénovation des salles et amphis en matériel audiovisuel ,dépenses d'équipements réseaux et serveurs , ) ainsi qu'à la mise en œuvre du schéma directeur du numérique (cf. 1.2.1.3 *supra* pour le détail des programmes opérationnels mobilisant l'investissement en la matière). Enfin, 0,2 M€ sont par ailleurs positionnés sur une enveloppe de réserve pour d'éventuels nouveaux projets ;
- **L'immobilier** (maintenance, logistique mobilière et immobilière, fonctionnement courant et mise en sécurité et accessibilité) concentre 88,5 % des dépenses d'investissement. Les principaux **projets inscrits au PPI** sont précisés au point 1.2.1.3 du présent rapport.

## 1.3.2. Recettes par origine

### 1.3.2.1 Subvention pour charge de service public

	CF 2016	CF 2017	CF 2018	CF 2019	CF 2020	CF 2021	BR2 2022	BI 2023
	notification 09/12/2016	notification 12/12/2017	notification 12/12/2018	Notification finale 12/12/2019	Notification 2020 au 16/09/2020	Notification 2021 finale 15/12/2021	notification 2022 au 12/07/2022	prévision établissement
<b>Crédits de masse salariale</b>	103 562 126 €	106 422 388 €	108 154 871 €	108 796 993 €	109 690 312 €	112 916 418 €	114 970 339 €	118 232 691 €
masse salariale	100 126 847 €	106 287 409 €	107 869 108 €	108 692 732 €	109 111 837 €	111 660 473 €	114 136 610 €	114 136 610 €
couverture estimée mesure revalorisation du point FP								3 262 352 €
contrats doctoraux	3 294 882 €					40 941 €	152 010 €	152 010 €
actions spécifiques	140 397 €	134 979 €	285 763 €	104 261 €	578 475 €	1 215 004 €	681 719 €	681 719 €
<b>Crédits de fonctionnement</b>	10 662 462 €	11 008 886 €	11 004 134 €	10 910 590 €	10 152 124 €	10 351 850 €	10 258 875 €	10 258 875 €
Fonctionnement	8 712 687 €	8 712 687 €	8 712 687 €	8 714 261 €	7 904 509 €	8 079 138 €	8 063 022 €	8 063 022 €
Compensation des exonérations de droits d'inscriptions	1 639 981 €	1 840 049 €	1 771 137 €	1 614 460 €	1 694 763 €	1 694 763 €	1 724 299 €	1 724 299 €
actions spécifiques	309 794 €	356 150 €	420 310 €	481 869 €	502 852 €	477 949 €	321 554 €	321 554 €
Opérations immobilières		100 000 €	100 000 €	100 000 €	50 000 €	100 000 €	150 000 €	150 000 €
<b>Autres Mise en réserve</b>	- 810 673 €	- 810 673 €	- 810 673 €	- 810 673 €				
<b>TOTAL</b>	113 413 915 €	116 620 601 €	118 348 332 €	118 896 910 €	119 842 436 €	123 268 268 €	125 229 214 €	128 491 566 €

La prévision de subvention pour charge de service public (SCSP) pour 2023 est établie sur la base de la dernière notification connue pour 2022(125,3 M€) à laquelle sont ajoutés 3,2 M€ estimés de couverture partielle des effets de la revalorisation du point fonction publique (assiette de calcul : couverture des surcoûts pour les titulaires sous plafond Etat).

#### 1.3.2.2 Droits d'inscription

Les droits d'inscription augmentent de 2,1% par rapport au BR2 2002. La recette est composée des éléments suivants :

- 3 343 k€ de droits d'inscriptions contre 3 149 k€ au BR2 2022 ;
- 580 k€ perçus au titre de droits BU, contre 569 k€ au BR2 2022 ;
- 600 k€ perçus au titre de la mise en œuvre partielle et contrainte des droits différenciés pour les étudiants extracommunautaires (prévision identique à celle du BR2 2002) ;
- 332 k€ de droits perçus au titre de diplômes universitaires (notamment Droit et ICOM) contre 372 k€ au BR2 2022 ;
- 288 k€ de charges administratives facturées à l'UCLY contre 350 k€ au BR2 2022.

#### 1.3.2.3 Formation continue et droits des diplômes propres

Les recettes inscrites au fonds FD030 et qui regroupent les prestations de formation continue ainsi que les recettes d'apprentissage et d'alternance augmentent de 8 % par rapport au BR2 2002. La recette est composée des éléments suivants :

- 1,4 M€ de recettes du CFA Lyon 2, contre 798 k€ au BR2 2022 ;
- 3,3 M€ de recettes provenant des OPCO (Branches professionnelles) et du CFA FORMASUP, contre 3 M€ au BR2 2022 ;
- 218 k€ au titre du CPF, contre 120 k€ au BR2 2022 ;
- 488 k€ de recettes de validation des acquis de l'expérience, contre 424 k€ au BR2 2022 ;
- 5 M€ d'autres prestations de formation continue, contre 5,1 M€ au BR2 2022.

#### 1.3.2.4 Taxe d'apprentissage

Les recettes attendues au titre de la taxe d'apprentissage sont en augmentation de 3,7% par rapport au BR2 2022.

#### 1.3.2.5 Contrats et prestations de recherche

Les contrats et prestations de recherches totalisent au BI 2023 240 k€ soit une augmentation de 45,8 % par rapport au BR2 2022.

#### 1.3.2.6 Valorisation

Aucune recette n'a été imputée au titre de la valorisation au BI 2023 (BR2 2022 : 177 k€).

### 1.3.2.7 ANR hors investissements d'avenir

Les recettes au titre des ANR (hors investissement d'avenir) passent au BI 2023 à **1,6 M€** en nette diminution par rapport au BR2 2022 (**2,3 M€** soit une baisse de **32%**). Les variations s'expliquent notamment par les différences sur les items suivants :

- Les nouvelles conventions forment **751 k€** des recettes contre **1 309 k€** au BR2 2022 ;
- Aucune reprogrammation n'est prévue en recettes (contre **490 k€** au BR2 2022) ;
- Les BOPA (recettes de gestion « courante » des conventions pluriannuelles conclues au cours des années antérieures) totalisent **770 k€** de recettes, contre **478 k€** au BR2 2022.

### 1.3.2.8 Subventions Région

Les subventions de la région Auvergne-Rhône-Alpes connaissent une augmentation de **617%** par rapport au BR2 2022. On distinguera entre :

- Une hausse de **10,3 M€** au titre du financement prévu au titre de la Ruche pr rapport au BR2 2022, qui a fini par acter un report total de la recette initialement attendue en 2022 à l'année suivante ;
- Une baisse de **944 k€**, qui se répartit principalement :
  - o Sur les recettes des BOPA de la recherche et de l'international (recettes de gestion courante des conventions pluriannuelles conclues au cours des années antérieures), à hauteur de **215 k€** ;
  - o Sur les subventions COMESUP à hauteur de **154 k€**, au titre de la fin progressive des subventions COMESUP (**347 k€** attendus au BI 2023 contre **500 k€** au BR2 2022) ;
  - o Sur les recettes reprogrammées au titre de conventions à hauteur de **482 k€**.

### 1.3.2.9 Subventions Union Européenne

Les subventions de l'Union européenne enregistrent une diminution de **118 k€** (- **5,4%**) par rapport au BR2 2022, principalement du fait d'une baisse sur les recettes des BOPA au titre de 2023.

### 1.3.2.10 Autres subventions publiques

Les autres subventions publiques diminuent de **2,5 M€** (-**23,4 %** par rapport au BR2 2022) avec notamment les évolutions suivantes :

- Certaines recettes sont en baisse :
  - o - **1 M€** de recettes de reprogrammations, par rapport au BR2 2022 ;
  - o - **186 k€** de recettes au titre des BOPA ;
  - o - **1,7 M€** au titre des recettes d'investissement (La Ruche, Plan de relance) ;
- Inversement, les nouvelles conventions prévoient une hausse de **+ 0,5 M€** en 2023, avec **1,3 M€** de recettes, contre **0,8 M€** au BR2 2022.

### 1.3.2.11 Autres recettes

Les autres recettes diminuent de **380 k€ (- 9,6%)** par rapport au BR2 2022, principalement au titre des produits financiers (**-400 k€** de recettes tirées des certificats d'économie d'énergie ou CEE, versés en une seule fois à l'établissement courant 2022).

La plupart des autres recettes sont globalement stables, parmi lesquelles :

- Les **prestations de service et produits d'activités annexes** (locations, redevances et refacturations...) s'établissent à **735 k€** contre **787 k€** au BR2 2022 ;
- Les **misés à disposition de personnel facturées** s'élèvent à **787 k€** contre **722 k€** au BR2 2022 ;
- Les **produits divers de gestion courante** (CVEC) enregistrent **1,75 M€** contre **1,7 M€** au BR 2022 ;
- Les **autres produits divers de gestion courante** (PLV, subrogations, consultations médicales...) sont évalués à **208 k€** contre **213 k€** au BR2 2022 ;
- Comme exposé précédemment, aucun **produit financier** n'est inscrit au BI 2023, contre **446 k€** au BR2 2022 (dont 400 k€ de CEE).

## 2. Equilibre financier

---

### 2.1. Tableau d'équilibre financier

Le tableau d'équilibre financier est l'outil d'appréciation de l'équilibre du budget soumis au vote de l'organe délibérant. Ce tableau de financement met en évidence les besoins et les moyens de couverture mobilisables pour toutes les opérations ayant un impact sur la trésorerie, qu'il s'agisse d'opérations budgétaires (solde budgétaire) ou non budgétaires (emprunts, prêts, dépôts et cautionnements, opérations au nom et pour le compte de tiers, autres encaissements et décaissements sur comptes de tiers).



Ce tableau présente une décomposition du flux de trésorerie qui permet de matérialiser la contribution des opérations budgétaires fléchées et non fléchées ainsi que les opérations non budgétaires. Il est possible ainsi de déterminer un sous ensemble du solde budgétaire non récurrent.

La variation de trésorerie de l'exercice, présentée ici est donc éclairée à la fois par le solde budgétaire, l'équilibre financier qui en résulte après prise en compte de l'impact en trésorerie des opérations non budgétaires et enfin par le solde de trésorerie liée aux opérations fléchées.

L'équilibre financier prévu au Budget Initial (BI) 2023 se réalise par un prélèvement sur la trésorerie de **- 13.9 M€**.

Ce prélèvement, provenant de la nécessité d'équilibrer un déficit budgétaire prévisionnel (- 13.9 M€), est une contraction de deux flux négatifs.

Un premier **flux de trésorerie fléchée négatif : un appauvrissement prévisionnel (-2,7 M€)** de la trésorerie par un déficit annuel sur opérations fléchées (majoritairement des investissements fléchés : plus de décaissements que d'encaissements prévus en 2023).

NB. : les flux de trésorerie fléchée, analysé de façon pluriannuelle jusqu'à résolution, sont sans impact sur les marges de manœuvres financières propres de l'établissement (fonds de roulement), toute dépense fléchée ayant une recette fléchée.

Un deuxième flux de **trésorerie globalisée négatif** : un appauvrissement prévisionnel de la trésorerie (- 11.2 M€) suite à un **déficit sur opérations non fléchées**. Autrement dit, la **trésorerie globalisée**, « libre » pour l'établissement pour fonctionner et investir sans conventions, serait largement mobilisée en 2023.

Point important selon la circulaire budgétaire pour l'année 2023 : « *un tableau d'équilibre financier présentant un prélèvement sur la trésorerie non fléchée n'est pas nécessairement constitutif d'une absence de soutenabilité budgétaire mais doit attirer l'attention et faire l'objet d'un commentaire particulier* ».

Ce prélèvement a en effet un impact sur le fonds de roulement : il s'agit de dépenses sans recettes, qu'elles soient annuelles ou pluriannuelles.

Le présent rapport de l'ordonnateur explique les raisons de cette exceptionnelle mobilisation de la trésorerie globalisée : hausse de la masse salariale (revalorisation du point d'indice), hausse du coût des fluides, hausse du coût des matières premières, et investissements autofinancés hors PPI importants (bâtiments modulaires consécutifs à la fermeture du bâtiment L cet été, en raison de sa vétusté abritant 1200 étudiants et plusieurs services dont le SSU). Il a été décidé avec prudence de ne budgéter aucune compensation, par exemple *via* la SCSP. Dans l'hypothèse d'une couverture - même partielle - de ces dépenses nouvelles et contraintes, le budget 2023 verrait sa mobilisation de trésorerie globalisée s'améliorer de manière très substantielle.

L'analyse pluriannuelle des équilibres sera réalisée en point 3.

## 2.2. Tableau des opérations pour compte de tiers



Ce tableau retrace les opérations traitées, en comptabilité générale en encaissements/décaissements, uniquement en comptes de tiers, s'agissant d'opérations gérées par l'organisme pour le compte de tiers. En cas de déséquilibre sur un exercice entre les encaissements et décaissements liés à ces opérations, celles-ci contribuent à la variation de trésorerie de l'organisme et doivent donc figurer sur une ligne dédiée du tableau d'équilibre financier.

Compte tenu de la stabilité des opérations gérées en compte de tiers et de leur impact prévisionnel nul sur la trésorerie, ce tableau n'appelle aucune analyse en BI 2023.

## 3. Analyse de la soutenabilité

### 3.1. Tableaux de situation patrimoniale



L'analyse de la soutenabilité du budget consiste en premier lieu à vérifier que les autorisations budgétaires / prévisions budgétaires sont fondées sur une programmation des activités correspondant aux orientations stratégiques de l'organisme, telles que notamment déclinées dans le contrat d'objectifs et de performance, que cette programmation est juste et exhaustive au regard des règles de budgétisation ainsi que sincère dans ses évaluations et prévisions de consommation. L'université doit être en capacité de faire face aux conséquences budgétaires découlant de sa proposition de budget en cours d'année et les années ultérieures, en tenant compte des dépenses incontournables.

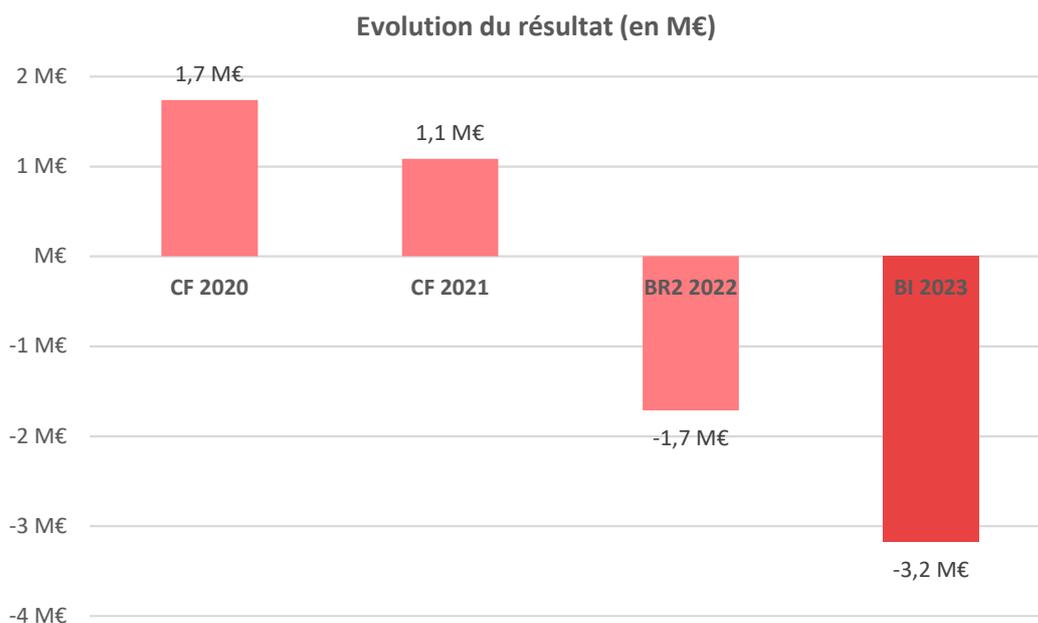
L'objectif de la comptabilité générale consiste en premier lieu à organiser des données financières en enregistrant les opérations ayant un impact sur le patrimoine et la caisse d'une entité, et ce afin de disposer d'une connaissance exhaustive dudit patrimoine et de permettre la justification des actes effectués auprès de tiers. Par définition, la comptabilité générale constate des informations patrimoniales et n'est pas destinée à porter des informations d'ordre budgétaire.

#### 3.1.1. Compte de résultat prévisionnel

##### Quelques notions

- **Le résultat net comptable** correspond au bénéfice ou au déficit de la période, mesuré par la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.  
**Calcul** : Montant des recettes de fonctionnement (classe 7) - Montant des dépenses de fonctionnement (classe 6)
- Les **dépenses décaissables** sont celles qui entraînent des sorties de caisse directes, tandis que les charges non décaissables sont celles qui n'entraînent pas de mouvements financiers directs (par exemple les dotations aux amortissements).

tableau 6	CF 2020	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	BI 2023	évolution B123-B122	évolution B123-BR2 22	évolution B123-CF21
Dépenses	155 818 161€	159 331 177 €	181 714 441€	181 800 178 €	179 129 298 €	195 116 321 €	7,4%	8,9%	22,5%
Recettes	148 292 702 €	155 179 431€	177 983 482 €	170 069 104 €	169 487 279 €	184 434 494 €	3,6%	8,8%	18,9%
Résultat	17 373 18 €	10 84 106 €	1 176 148 €	-10 26 029 €	-17 13 360 €	-3 177 221 €	-370,1%	85,4%	-393,1%
CAF	5 499 794 €	4 960 931€	5 410 075 €	3 207 899 €	2 520 567 €	1 332 165 €	-75,4%	-47,1%	-73,1%
FDR	37 329 572 €	37 054 651€	35 064 681€	29 557 504 €	29 125 911€	21 621 305 €	-38,3%	-25,8%	-41,7%
FDR (jou	99	94	84	70	68	49	-42,2%	-28,5%	-48,3%



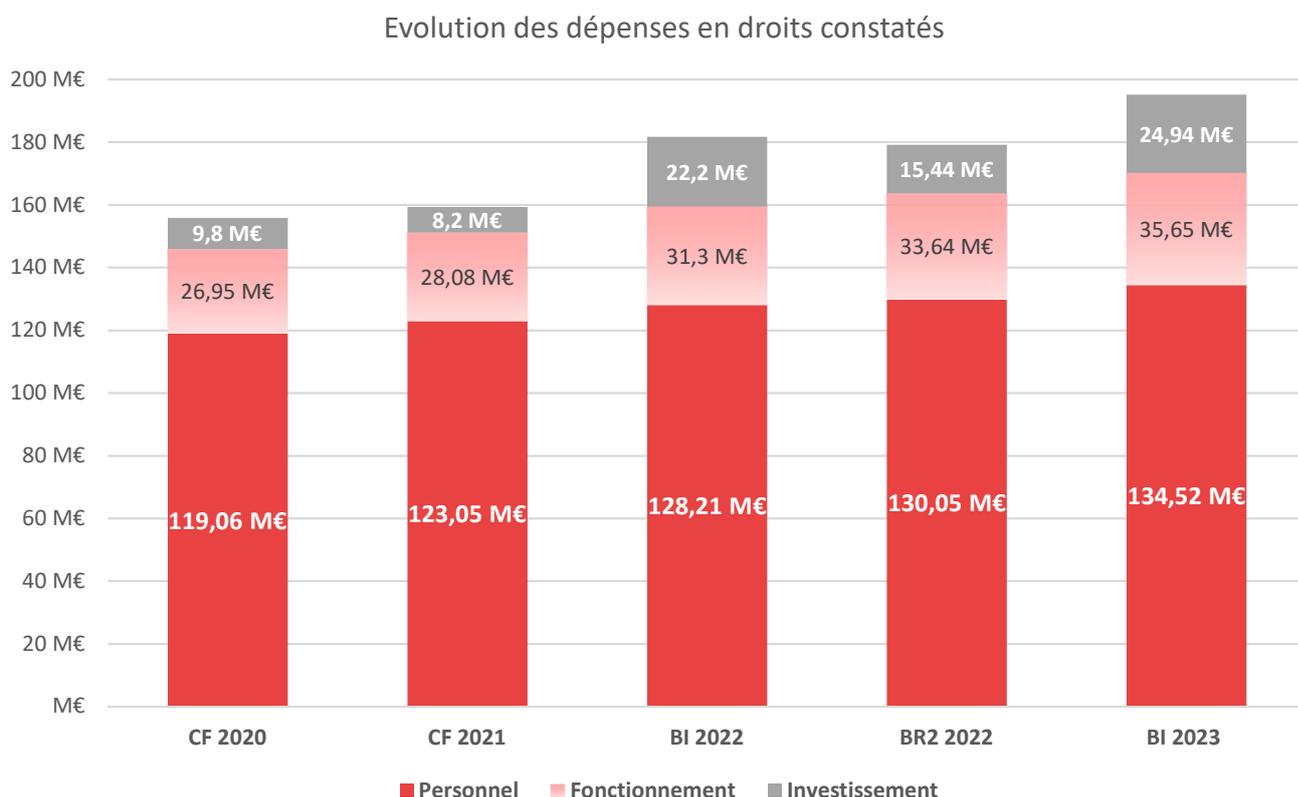
Le déficit prévisionnel pour 2023 s'élève à 3,2 M€. Cette projection accentue celle réalisée pour l'atterrissage 2022 en BR2 (-1,7 M€) après l'enregistrement d'excédents modestes en 2020 (1,7 M€) et 2021 (1,1 M€).

Le déficit prévisionnel de l'exercice provient de l'écart entre les charges (dont le détail est présenté au 3.1.1.1 *infra*) à 170,18 M€ et les produits (dont le détail est présenté au 3.1.1.2 *infra*) et résulte des effets suivants :

- Effet « inflation » à hauteur de 0,97 M€ au titre de la revalorisation du point fonction publique : le surcoût total pour l'établissement est estimé à 4,2 M€ en 2023, pour un accompagnement financier estimé à 3,2 M€ (correspondant aux titulaires du plafond Etat) ;
- Effet inflation encore à hauteur de 1,1 M€ au titre de la hausse des fluides. Le coût total estimé pour 2023 atteint 3,1 M€, contre 2 M€ constatés en 2019 (les années 2020 et 2021, marquées par la fermeture partielle des campus, ne sont pas représentatives d'un niveau de dépense normal) ;
- Augmentation de la dotation aux amortissements de 0,28 M€ (impact de la signalétique et, en partie, de l'achat des bâtiments modulaires sur le campus Porte des Alpes) ;
- Augmentation de certaines dépenses réalisées par les services centraux (prestations extérieures d'accompagnement informatique, coût de la location des copieurs...) pour un montant de 0,06 M€ ;
- Diminution des recettes attendues au titre des droits différenciés (-0,6 M€ par rapport à la prévision initiale) ;
- Diminution progressive des recettes encaissées au titre du COMESUP (-0,15 M€).

Cet indicateur se situe ainsi en dessous du seuil d’alerte minimum que le ministère fixe à 0.

### 3.1.1.1 Evolution des dépenses en droits constatés



Les principales différences entre le format budgétaire (comptabilité de « caisse ») et les droits constatés sont les **dépenses non budgétaires** : les dotations aux amortissements, dépréciations et provisions en fonctionnement (11,1 M€).

Par ailleurs, les dépenses liées au **compte 633** (impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations à divers organismes au titre du versement de transport et d’allocations logement), inscrites en masse de personnel (CP) en comptabilité budgétaire, sont depuis le BR2 2018 inscrites en charges de fonctionnement (droits constatés) en comptabilité générale (1,5 M€).

La composition des charges de fonctionnement peut être détaillée de la sorte :

Charges de masse salariale		
1	Crédits de paiement tableau 2	136 190 475 €
2	cotisations au compte 633	1 667 304 €
<b>1-2 = 3</b>	<b>Charges de masse salariale tab6</b>	<b>134 523 171 €</b>

Charges de fonctionnement		
4	Crédits de paiement tableau2	23 585 110 €
2	cotisations au compte 633	1 667 304 €
5	dotations aux amortissements	10 402 012 €
<b>4 + 2 + 5 = 6</b>	<b>Charges de fonctionnement tab6</b>	<b>35 654 426 €</b>

**TOTAL CHARGES FONCT. 170 177 597 €**

La répartition des charges par masse est la suivante :

tableau 6	CF 2020	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	BI 2023	évolution BI23-BI22	évolution BI23-BR2 22	évolution BI23-CF21
Personnel	119 059 461€	123 050 172 €	128 209 017 €	128 609 223 €	130 051 931€	134 523 171 €	4,9%	3,4%	9,3%
Fonctionnement	26 954 743 €	28 078 168 €	31 302 870 €	33 293 410 €	33 637 581€	35 654 426 €	13,9%	6,0%	27,0%
Investissement	9 803 957 €	8 202 838 €	22 202 554 €	19 897 545 €	15 439 786 €	24 938 724 €	12,3%	61,5%	204,0%
<b>TOTAL</b>	<b>155 818 161€</b>	<b>159 331 177 €</b>	<b>181 714 441€</b>	<b>181 800 178 €</b>	<b>179 129 298 €</b>	<b>195 116 321 €</b>	<b>7,4%</b>	<b>8,9%</b>	<b>22,5%</b>

Au sein des charges, les **dépenses décaissables** (hors dotations aux amortissements) augmentent de **5,8 M€ (+ 3,8 %)** en comparaison du BR2 2022.

Le budget en droits constatés est présenté dans l'annexe n°6 de situation patrimoniale. Les **dépenses prévisionnelles s'élèvent à 195,1 M€** soit une augmentation de 16 M€ par rapport au BR2 2022. Cela s'explique par le nouvel échéancier des dépenses d'investissement, dont le montant prévisionnel 2023 s'établit au-dessus de celui projeté pour 2022 (décalage à 2023 du lancement de la phase3 de La Ruhe).

Les charges de fonctionnement augmentent de **2 M€**. Cette variation s'explique par :

- Une augmentation de **1,2 M€** en comptabilité budgétaire, principalement sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie (+ 1,1 M€) ;
- Une hausse de **0,2 M€** du total des cotisations inscrites au compte 633 ;
- Une augmentation de **0,6 M€** des dotations aux amortissements, dépréciations et provisions par rapport au niveau inscrit au BR2 2022. Le maintien d'un niveau important d'acquisitions en 2023 ainsi que la livraison totale ou partielle de certains biens (signalétique, bâtiments modulaires du Campus Porte des Alpes) expliquent cette hausse de la comptabilisation de la perte de valeur de nos biens. L'impact des amortissements du volet hors Plan Pluriannuel d'Investissement a notamment fait l'objet d'une évaluation fine : il s'agit de matériels immobilisables sur de courtes durée d'amortissement (5 à 10 ans en moyenne - matériels audiovisuels, mobiliers, et matériels

informatiques), immédiatement livrables en 2023 et générant donc instantanément des amortissements, ce qui augmente la prévision de la dotation.

Les **dépenses de personnel augmentent de 4,7 M€**. Le niveau des dépenses de personnel en droits constatés s'élève à 134,5 M€ alors qu'il est à 136,2 M€ en comptabilité budgétaire. Cette différence s'explique par l'imputation en charge de fonctionnement des dépenses du compte 633 impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (1,7 M€ ; 1,22 %), conformément à la nomenclature comptable M9, depuis le BR2 2018.

La variation des **dépenses d'investissement** est de + 61,5 % (+9,5 M€).

### 3.1.1.2 Evolution des produits et ressources

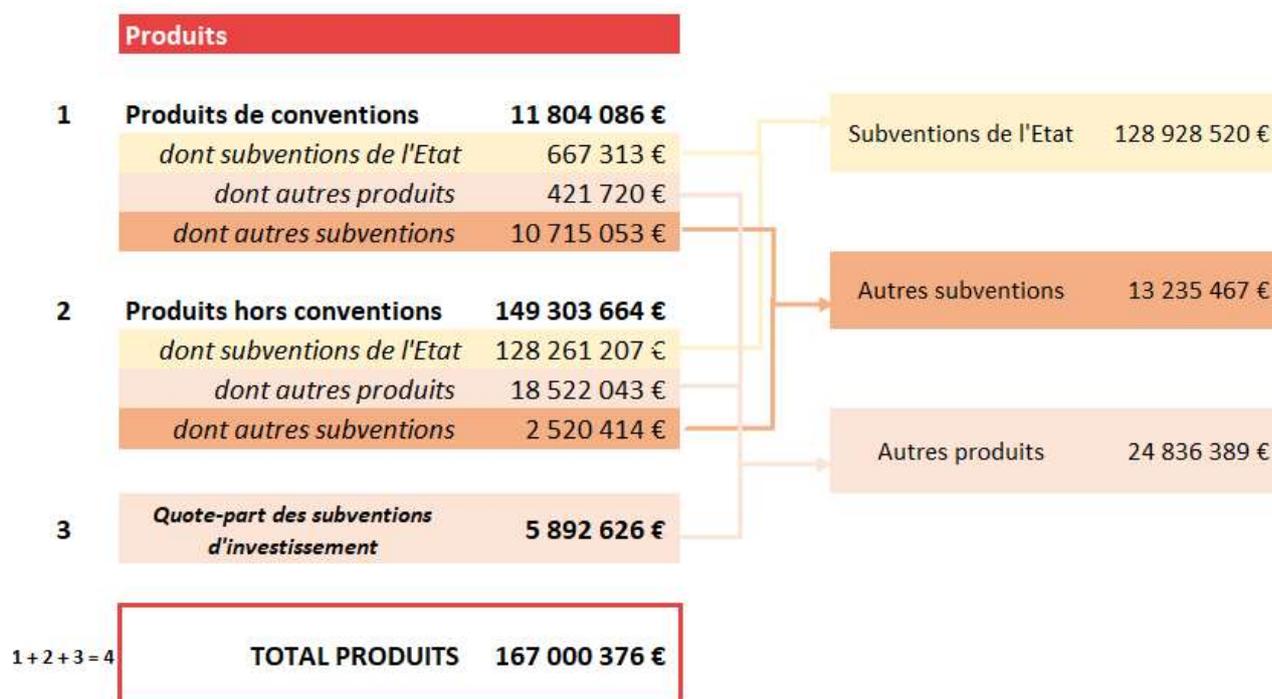
#### Quelques notions

- Les **produits encaissables** génèrent des rentrées directes de trésorerie et les produits non encaissables n'en génèrent pas (par exemple la reprise au compte de résultat de la quote-part de subventions d'équipement).
- Le **ratio ressources propres / produits encaissables** exprime le degré de dépendance de l'établissement à la subvention pour charges de service public versée par l'Etat. Les ressources propres de l'établissement correspondent à l'ensemble des produits encaissables hors subvention pour charge de service public et sont composées des recettes propres de formation, de recherche et d'autres ressources propres.

*Calcul : Ressources Propres / Produits encaissables*

En guise d'introduction, il est important de souligner que le BI 2023 marque la mise en œuvre de la méthodologie de comptabilisation des droits constatés recommandée par la tutelle pour les produits des conventions pluriannuelles. Ainsi, ces dernières sont constatées par hypothèse au niveau des crédits de paiement votés en dépense pour ces mêmes conventions pluriannuelles.

Il en résulte la construction suivante, rappelée en tableau 6 dans le compte prévisionnel de résultat :



Les **produits de conventions**, mentionnés au 1 du graphique ci-dessus, correspondent à la **prévision de dépense** pour 2023 en fonctionnement et masse salariale du tableau 2 des autorisations budgétaires, au titre des conventions de l'établissement. Il s'agit, selon la méthode appliquée dorénavant, de projeter en BI un impact neutre sur le résultat au titre des opérations pluriannuelles.

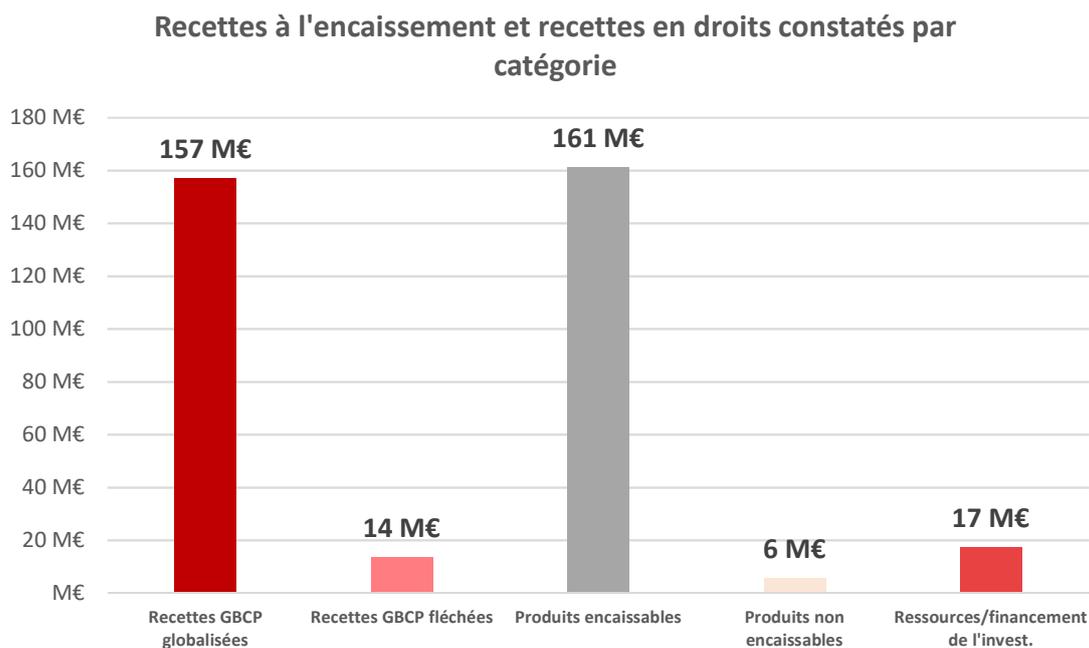
Les **produits hors conventions**, mentionnés au 2 du graphique ci-dessus, reprennent les **prévisions d'encaissement de recettes** inscrites par ailleurs au tableau 2 des autorisations budgétaires.

Tableau 6	CF 2020	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	BI 2023	évolution BI23-BI22	évolution BI23-BR2 22	évolution BI23-CF21
<b>Recettes de fonctionnement</b>	147 751 522 €	152 212 446 €	160 688 035 €	160 876 605 €	161 976 151 €	<b>167 000 376 €</b>	3,9%	3,1%	9,7%
<b>Recettes d'investissement</b>	541 180 €	2 939 873 €	17 295 447 €	9 192 499 €	7 511 128 €	<b>17 434 118 €</b>	0,8%	132,1%	493,0%
<b>Autres ressources dont correctifs</b>		27 12 €		- €	- €				
<b>TOTAL</b>	<b>148 292 702 €</b>	<b>155 179 431 €</b>	<b>177 983 482 €</b>	<b>170 069 104 €</b>	<b>169 487 279 €</b>	<b>184 434 494 €</b>	<b>3,6%</b>	<b>8,8%</b>	<b>18,9%</b>

Les **recettes 2023 en droits constatés s'élèvent à 184,4 M€** et sont en augmentation de 3,6 % à celles inscrites au BI 2022 et en augmentation de 8,8% par rapport au BR2 2022 (+ 18,9 % comparativement au CF 2021). Cette augmentation de 14,9 M€ par rapport au BR2 2022 se décompose comme suit : + 5 M€ de recettes de fonctionnement et + 9,9 M€ de recettes d'investissement.

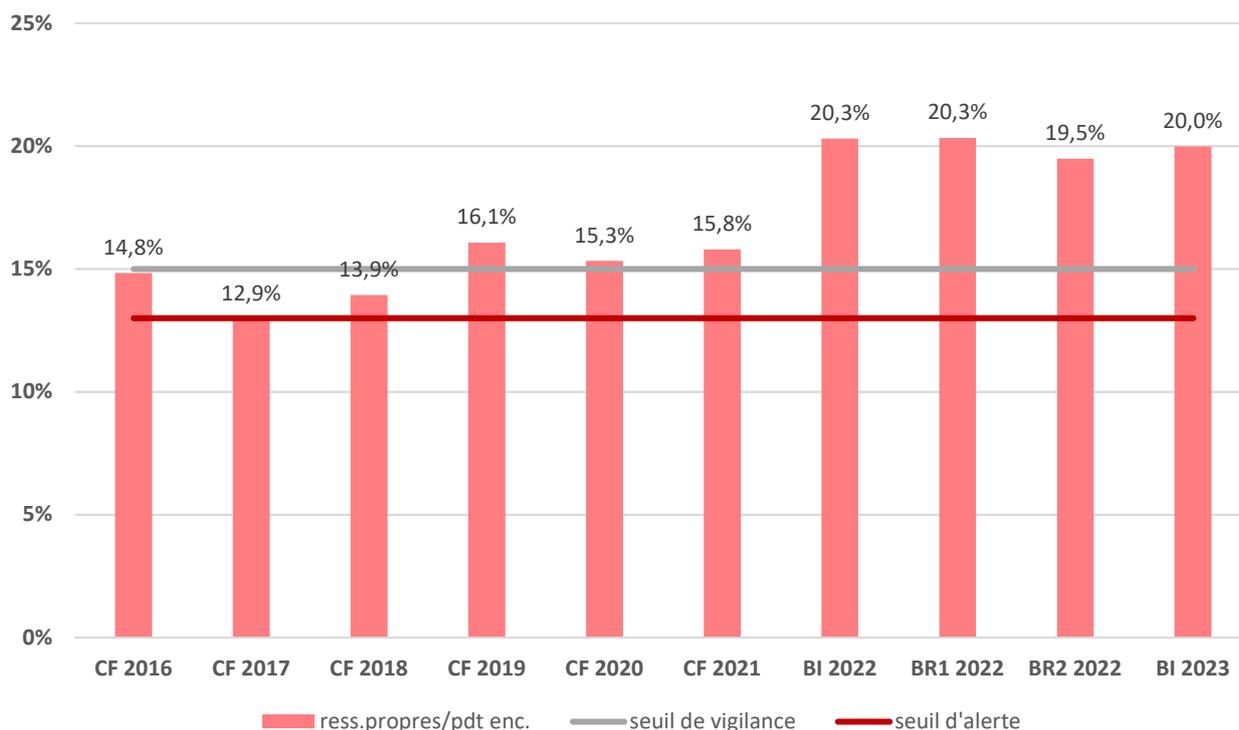
Les **recettes de fonctionnement** (les « produits ») augmentent de 3,1 % par rapport au BR2 2022. La hausse sensible de ces produits par rapport au BR2 provient du changement de méthode de comptabilisation en droits constatés expliqué plus haut.

Les **recettes d'investissement de 17,4 M€** (correspondant à la notion comptable de « ressources » ; + 9,9 M€ comparativement au BR2 2022) sont consacrées au financement du bâtiment La Ruche et de façon marginales par les dernières opérations relevant du plan de relance. On signalera l'application pour le budget initial 2023 d'une méthode similaire que pour les recettes de fonctionnement : la prévision de financement de l'investissement est inscrite en droits constatés au niveau de la prévision de dépenses, dans le respect des montants restant à encaisser auprès des différents financeurs.



La **différence entre les recettes en droits constatés et les encaissements** s'élève à 13,6 M€. Cela correspond d'une part à la quote-part des subventions d'investissement (recette non encaissable, qui n'est pas retracée en comptabilité budgétaire) et aux modalités de comptabilisation des recettes en droits constatés pour les conventions pluriannuelles.

## Ressources propres / produits encaissables



### 3.1.2. La capacité/l'insuffisance d'autofinancement

#### Quelques notions

- *La capacité d'autofinancement (CAF) ou l'insuffisance d'autofinancement (IAF) correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses autres besoins (CAF) ou qui lui manquent pour couvrir ses autres besoins (IAF). Elle mesure donc la capacité de ce dernier à financer, sur ses propres ressources, les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes.*

#### *Calcul (méthode additive) :*

Résultat Net Comptable

+ Charges calculées (amortissements et provisions)

- Reprise sur charges calculées (reprises sur amortissements - dotation sur amortissements)

+ Valeur Nette Comptable d'éléments d'Actif Cédés

- Produits de Cession d'éléments d'Actif

- Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice

Le BI 2023 prévoit une capacité d'autofinancement de 1,3 M€, en baisse par rapport au BI 2022 (CAF de 5,4 M€) et au BR2 2022 (CAF de 2,5 M€). Le solde des opérations non décaissables (amortissements et provision) se dégrade à 4,5 M€ (2,5 M€ au BR2 2022).

Cet indicateur, positif, se situe au-dessus du seuil d’alerte minimum que le ministère fixe à 0 €.

Le ratio CAF / produits encaissables à 0,8%, inférieur au seuil de vigilance du ministère fixé à 1 %, traduit une dégradation de la capacité d’autofinancement jusque-là constante (3,5 % au BI 2022, 1,6% au BR2 2022 et 3,4 % au CF 2021).

### Corollaire de la CAF/IAF : l’autofinancement de l’investissement

#### Quelques notions

- Ratio indiquant le pourcentage de dépenses d’investissement couverte par la capacité d’autofinancement  
*Calcul* : CAF / dépenses d’investissement

Avec un taux prévisionnel d’autofinancement de l’investissement à 5,3 %, l’Université Lumière Lyon 2 se situe en dessous du seuil d’alerte que le ministère fixe à 20 % (seuil de vigilance à 30 %).

Ce taux a connu une diminution constante au cours des dernières années (111,4 % au CF 2017, 245,1 % au CF 2018, 41,7 % au CF 2019, 56,1 % au CF 2020, 60,5 % au CF 2021), témoigne d’une part grandissante d’investissement reposant sur l’autofinancement par l’établissement La dégradation de ce taux au BI 2023 contraint significativement l’élaboration de toute nouvelle stratégie d’investissement.

L’autofinancement et les recettes d’investissement ne suffisent pas à couvrir l’intégralité des dépenses d’investissement. En conséquence, le BI 2023 propose un prélèvement sur fonds de roulement à hauteur de 7,5 M€.

### 3.1.3. Situation patrimoniale en droits constatés

#### 3.1.3.1 Evolution des emplois

Les emplois (dépenses d’investissement en droits constatés) s’établissent au BI 2023 à 24,9 M€, en hausse de 61,5 % par rapport au BR2 2022.

#### 3.1.3.2 Evolution des ressources

Les ressources (recettes finançant les emplois, entendus comme dépenses d’investissement en droits constatés) atteignent 17,4 M€ au BI 2023, en hausse de 132 % par rapport au BR2 2022. Elles sont constituées :

- A hauteur de **3,4 M€** par le financement de l'actif de l'établissement par l'Etat (**4,7 M€** au BR2 2022) ;
- A hauteur de **12,7 M€** par le financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat (région Auvergne-Rhône-Alpes, **0,3 M€** au BR2 2022) ;
- A hauteur de **1,3 M€** par la CAF générée par l'établissement.

### 3.1.4. Variation des niveaux de fonds de roulement, de besoin en fonds de roulement et de trésorerie

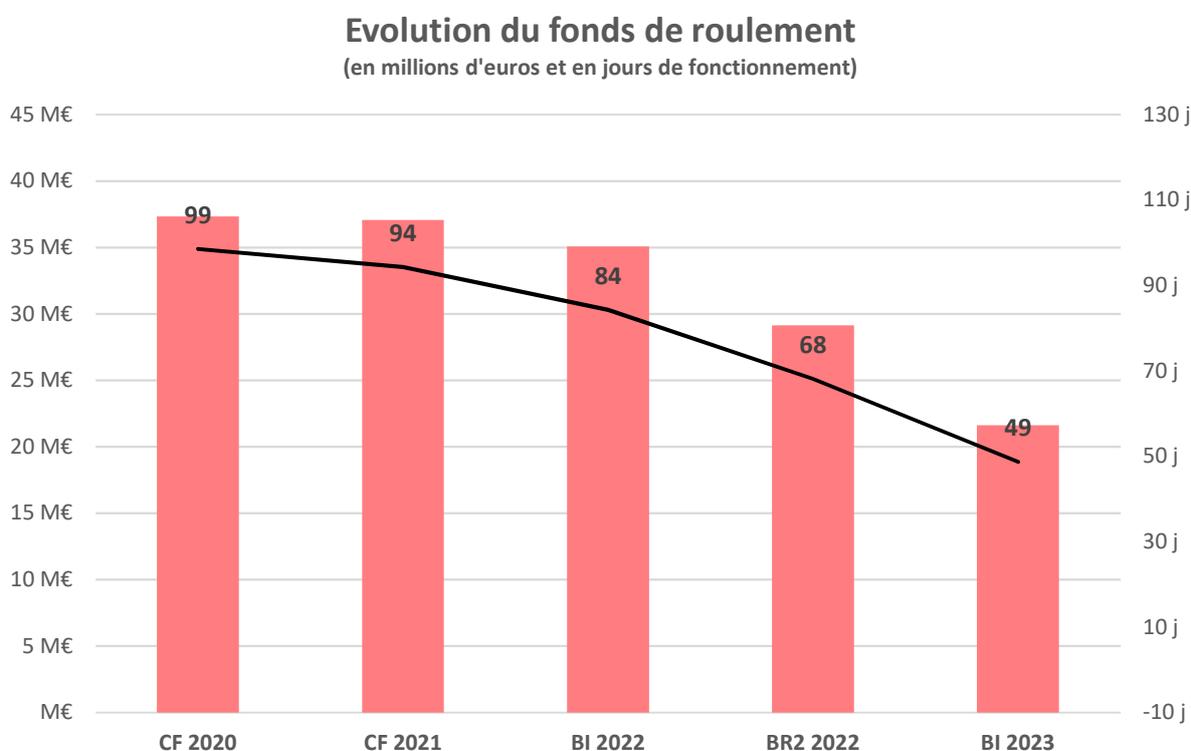
#### Quelques notions

- *Le fonds de roulement constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'établissement autrement appelés besoins en fonds de roulement. En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagés au cours du temps. Si le fonds de roulement est positif, l'équilibre financier est donc respecté et l'établissement dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.*

*Calcul = Ressources stables (capitaux propres et provisions) - Actifs stables (actif immobilisé)*

*Calcul (exprimé en jours de fonctionnement) = (FdR / Charges décaissables) X 360*

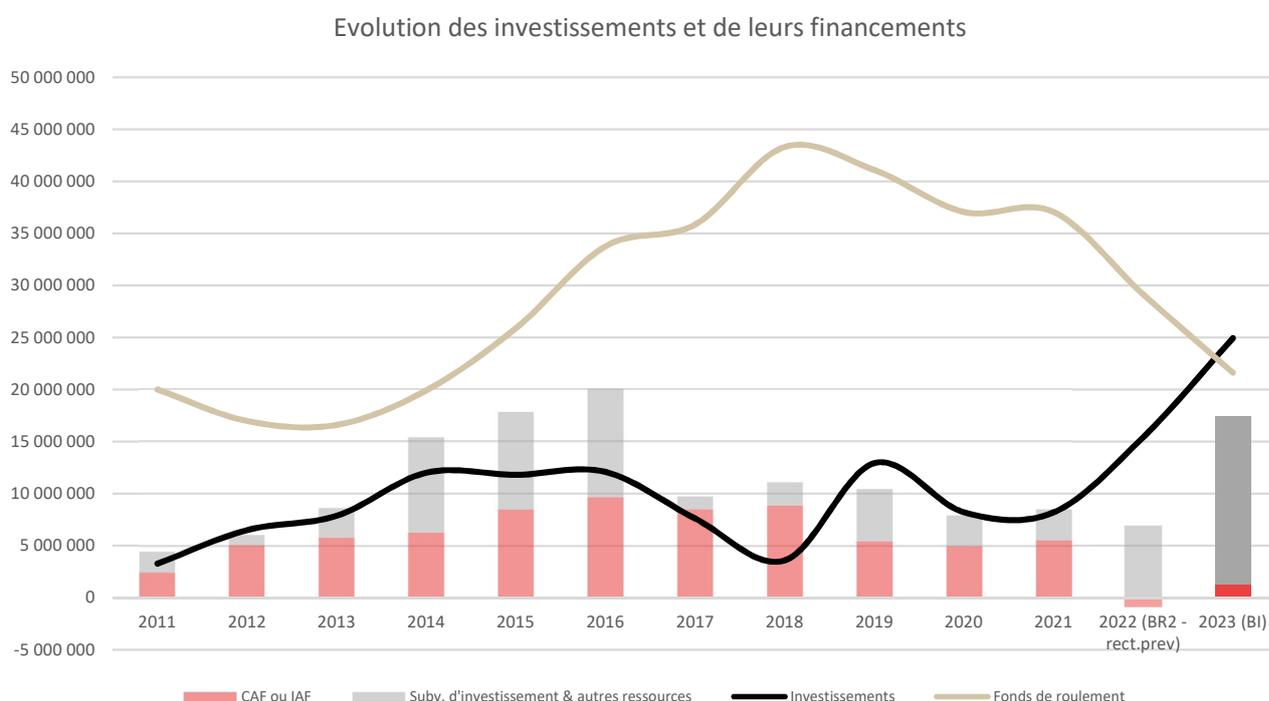
#### Le fonds de roulement



Avec un prélèvement de 7,5 M€ prévu au BI 2023, le niveau de fonds de roulement à fin 2023 s'élève à 21,6 M€, soit 49 jours de charges de fonctionnement décaissables. Ce calcul est réalisé sur la base du niveau de fonds de roulement prévisionnel à fin 2022 (réactualisé lors du BR2 2022). Ce niveau devra être réévalué en compte financier 2022.

Les ressources attendues en 2023 au titre du financement fléché de l'investissement sont inférieures au montant prévisionnel des emplois (dépenses d'investissement). **La trésorerie sera donc mobilisée en 2023** au titre des projets inscrits au Programme Pluriannuel d'investissement PPI.

Le tableau 6 matérialise donc la poursuite de la réduction du fonds de roulement en 2023, faisant partie intégrante de la stratégie de l'établissement depuis 2016 et maîtrisée jusqu'alors. Des éléments de tension viennent toutefois dégrader plus que prévu les prévisions : bâtiments modulaires, coût des fluides et matières d'œuvre, masse salariale. Il n'y a pas de réelle visibilité sur des montants de compensation, qui ne sont pas intégrés dans les prévisions budgétaires, à juste titre (principe de prudence, rectifiable par budget rectificatif si nécessaire). Le niveau d'investissement prévu en 2023 est d'un niveau jamais atteint en réalisé (25 M€). La CAF prévisionnelle de 1,3 M€ et les financements externes de l'actif ne permettraient pas de couvrir la totalité des investissements prévus. Il en résulterait un prélèvement sur fonds de roulement à hauteur de - 7,5 M€ :



En statique à horizon du 31.12.2023, le niveau de fonds de roulement serait donc drastiquement lissé. De 111 jours au CF21, il pourrait atteindre fin 2023 le niveau de 49 jours, ce qui en statique pourrait paraître tout juste satisfaisant. Il convient de poursuivre cette analyse au regard de la pluri annualité et du modèle économique.

## La trésorerie

### Quelques notions

- La trésorerie correspond aux liquidités dont l'établissement dispose quoiqu'il arrive et quasi immédiatement.  
En terme comptable, c'est la différence entre le fonds de roulement de la structure et son besoin en fonds de roulement.

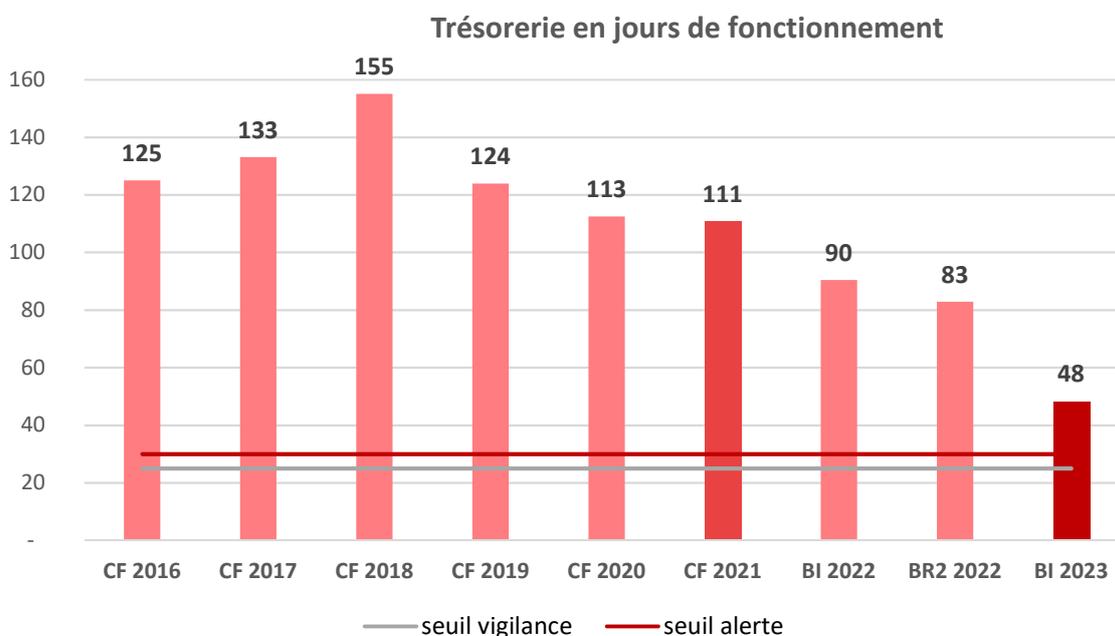
Le BI 2023 affiche un prélèvement sur la trésorerie de 13,9 M€, ce qui porte le niveau de la trésorerie à fin 2023 à 21,5 M€. Ce montant est calculé sur la base du niveau prévisionnel de trésorerie à fin 2021, actualisé lors du BR2 2022. Ce montant devra être ajusté en corrélation avec les éléments du compte financier 2022.

Au regard du tableau n°4 d'équilibre financier, ce prélèvement s'explique principalement par le solde budgétaire (-13,9 M€). Il n'est pas projeté au BI 2023 de décalage entre les encaissements et les décaissements liés aux opérations pour comptes de tiers (voir tableau n°5 des opérations pour comptes de tiers).

### L'expression de la trésorerie en nombre de jours de dépenses décaissables

#### Quelques notions

- La *trésorerie* est évaluée à sa capacité à répondre à un besoin de financement mesuré en jours de dépenses décaissables de fonctionnement. Une dégradation de cet indicateur pourrait conduire l'établissement à ne plus être en mesure de répondre à ses obligations.  
*Calcul* :  $(\text{Trésorerie} / \text{Charges décaissables}) \times 360$



Au BI 2023, le niveau de la trésorerie à **21,5 M€** correspond à **48 jours** de fonctionnement. Cet indicateur demeure positif tout en s'approchant du seuil de vigilance (**30 jours**) fixé par le ministère.

Cet indicateur connaît une diminution sensible, s'expliquant par un autofinancement net des opérations pluriannuelles d'investissement en 2023 (notamment La Ruche).

En perspective des niveaux prévisionnels de la trésorerie et du fonds de roulement, **le niveau du besoin en fonds de roulement (BFR)** (différence entre le niveau de la trésorerie et le niveau de fonds de roulement) **s'élève à - 13 k€.**

### Au-delà du BI : Projection de la trésorerie disponible

Les tableaux 9 et 10 permettent de déterminer, de 2023 à post 2025, un besoin en financement de 11 M€. Il vient s'ajouter aux **9 M€** de besoin établi en 2023. La **trésorerie disponible 2023** intégrant ces éléments pluriannuels « gagés » s'établirait donc en prévisionnel à **10,2 M€**, soit **23 jours** (le seuil d'alerte ministériel est atteint). Notons que tout mécanisme compensatoire du point d'indice ou des fluides viendra mécaniquement améliorer cet indicateur de projection.

Le niveau d'atterrissage prévisionnel de trésorerie 2023 s'affaiblit du fait de la conjoncture économique et de la prudente non-budgétisation d'éventuels mécanismes compensatoires ministériels. De ce fait, la trésorerie disponible diminue, car fruit de la soustraction trésorerie - trésorerie gagée. Les éléments de calcul ci-dessous permettent de comprendre la logique de calcul, et la constante dégradation de cet indicateur clé pluriannuel « instantané » :

Analyse de la Trésorerie : Synthèse	Montants BR2_23	Montants BR2_22	Montants BR1_22	Montants CF_21
Solde de trésorerie prévisionnelle fin 2023	21,491,744	35,416,230	35,721,208	43,559,477
Total trésorerie non disponible au 31.12.2022	11,277,324	20,371,101	14,897,365	20,805,713
	<b>BI 2023 (projection au 31/12/2023)</b>	<b>BR2 2022 (prévisionnel n°2 au 31.12.22)</b>	<b>BR1 2022 (prévisionnel n°1 au 31.12.22)</b>	<b>Compte financier 2021</b>
Solde de trésorerie disponible	↓ 10,214,420	15,045,129	20,823,842	22,753,764
<i>Dont restes à encaisser</i>	4,298,484	1,846,399	2,217,254	1,118,353
<i>Charges courantes décaissables simplifiées</i>	159,918,497	153,948,771	152,161,894	141,452,261
<i>Trésorerie disponible en nombre de jours</i>	♦ 23	35	49	58
<i>Seuil d'alerte de thésaurisation (90 jours de charges courantes décaissables)</i>	39,979,624	38,487,193	38,040,473	35,258,520
<i>Montant préconisé (60 jours de charges courantes décaissables)</i>	26,653,083	25,658,129	25,360,316	23,505,680
<i>Seuil d'alerte d'insuffisance (30 jours de charges courantes décaissables)</i>	13,326,541	12,829,064	12,680,158	11,752,840
<i>Marque de manœuvre financière / seuil d'alerte des 30 jours (valeur critique)</i>	-3,112,121	2,216,065	8,143,684	11,000,924
<i>Marque de manœuvre financière / seuil d'alerte des 60 jours (valeur cible)</i>	-16,438,662	-10,612,999	-4,536,473	-751,916

Pour les années à venir, si des recettes peuvent être attendues de mécanismes compensatoires ou de par le développement des recettes propres d'activité, les

dépenses courantes de fonctionnement et la masse salariale devront faire l'objet d'un cadrage. On rappellera aussi le poids des investissements actuellement autofinancés hors PPI, dont le niveau moyen de 4 M€ doit aussi faire l'objet d'une réflexion au vu des éléments de soutenabilité exposés ci-dessus.

## 3.2. Plan de trésorerie



La bonne appréhension de la trésorerie permet d'ajuster les financements aux besoins de décaissement, d'éviter la constitution de disponibilités superflues ou à l'inverse des tensions sur la trésorerie.

Comme vu en partie 2, l'équilibre financier sur l'année se réalise par prélèvement sur trésorerie, pour absorber un déficit prévisionnel intégralement budgétaire, à hauteur de -13.9 M€, dont -2,7 M€ de trésorerie fléchée, et - 11.2 M€ de trésorerie globalisée.

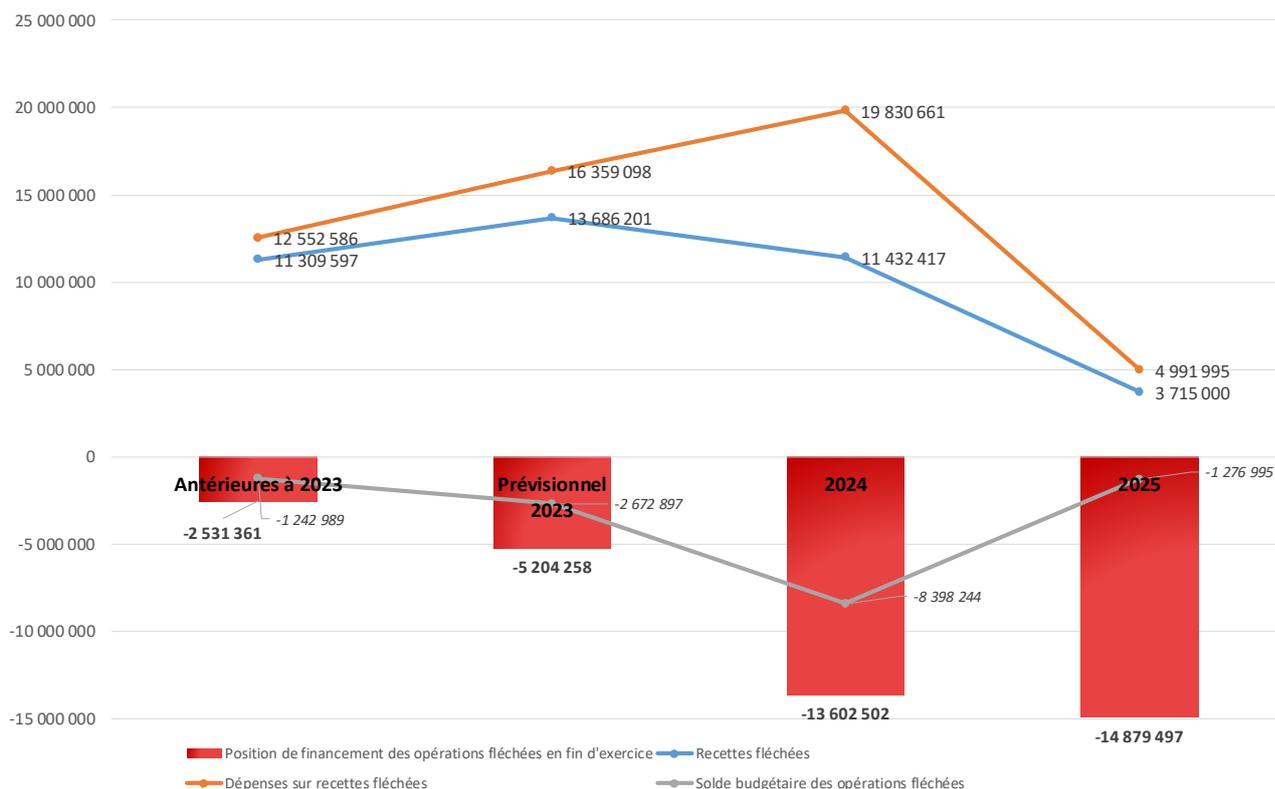
La trésorerie de Lyon 2 est à un niveau nécessitant une certaine vigilance en projection sur 2023. Un effort concerté ordonnateur / comptable a été réalisé pour présenter un plan de trésorerie 2023 intégrant les grands temps forts des décaissements / encaissements par mois, en évitant au maximum la simple proratisation pour les projets. Il apparaît ainsi que deux **chocs successifs de trésorerie sont à anticiper en novembre et en décembre 2023**, amenant le niveau de trésorerie à **21.5 M€**. Soit **48 jours** de trésorerie (préconisation à **60 jours**, seuil de vigilance à **30 jours**, alerte à **25 jours**, selon le référentiel de DATA ESR).

## 3.3. Tableau des opérations liées aux recettes fléchées



Ce tableau permet le suivi des opérations pluriannuelles liées aux recettes fléchées en retraçant l'exécution passée et prévisionnelle s'agissant de l'encaissement des recettes fléchées ainsi que de la réalisation et de la prévision - en engagement et décaissement - des dépenses afférentes. Son objectif principal est la mise en exergue des déséquilibres prévisionnels, sur l'exercice concerné (et les suivants), du solde budgétaire - et de la trésorerie en résultant - générés par ces opérations.

Tableau 8 - dépenses et recettes sur opérations fléchées (en €)



Au BI 2023, les **recettes sur opérations fléchées** s'établissent à **13,7 M€** alors que les **dépenses sur opérations fléchées** totalisent **16,4 M€**. Ce montant supérieur de dépense est lié à la fois au calendrier d'exécution des recettes et dépenses des opérations (au premier plan, la construction de la Ruche) ainsi qu'à l'autofinancement apporté par l'établissement sur la quasi-totalité des projets (à l'exception du Plan de relance qui n'est concerné que par les décalages des échéanciers recette-dépense mais demeure intégralement financé par l'Etat).

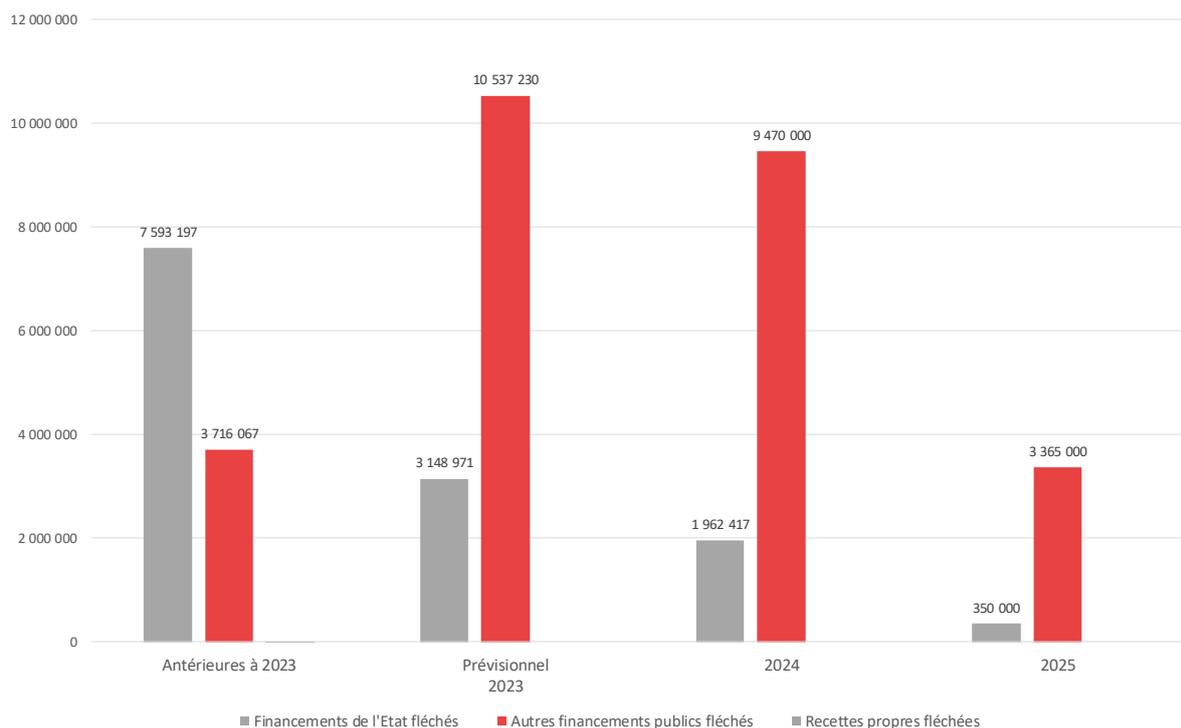
Ce montant supérieur génère un **solde budgétaire des opérations fléchées** déficitaire de **2,6 M€** pour l'année 2023.

Au global, la **position de financement des opérations en fin d'exercice 2023** s'établit à **-5,4 M€** dès lors qu'on additionne le solde 2023 à la position antérieure à 2023 qui était de -2,5 M€.

A horizon 2025, date au-delà de laquelle prennent fin les dernières opérations actuellement fléchées, la position de financement des opérations fléchées sera de **-14,9 M€**, ce qui correspond à l'autofinancement total supporté par l'établissement sur les projets considérés.

L'investissement forme **97,3%** des dépenses inscrites au BI 2023 et **100%** pour les années 2024 et 2025.

Tableau 8 : origine des recettes fléchées (en €)



Les recettes proviennent de **financements de l'Etat fléchés** (La Ruche, Plan de relance) d'une part et d'**autres financements publics fléchés** (Région et Métropole pour La Ruche, Union Européenne pour les conventions IUT) d'autre part.

Elles représentent **8%** du total des recettes de l'exercice 2023.

### 3.4. Tableau des opérations pluriannuelles



Le tableau des opérations pluriannuelles n'a pas vocation à recenser l'ensemble des engagements juridiques prévus dans le tableau des autorisations budgétaires ; il cible les opérations significatives d'un point de vue financier (en dépenses et/ou recettes) et permet, en conséquence, d'apprécier la soutenabilité de ces opérations sur leur durée.

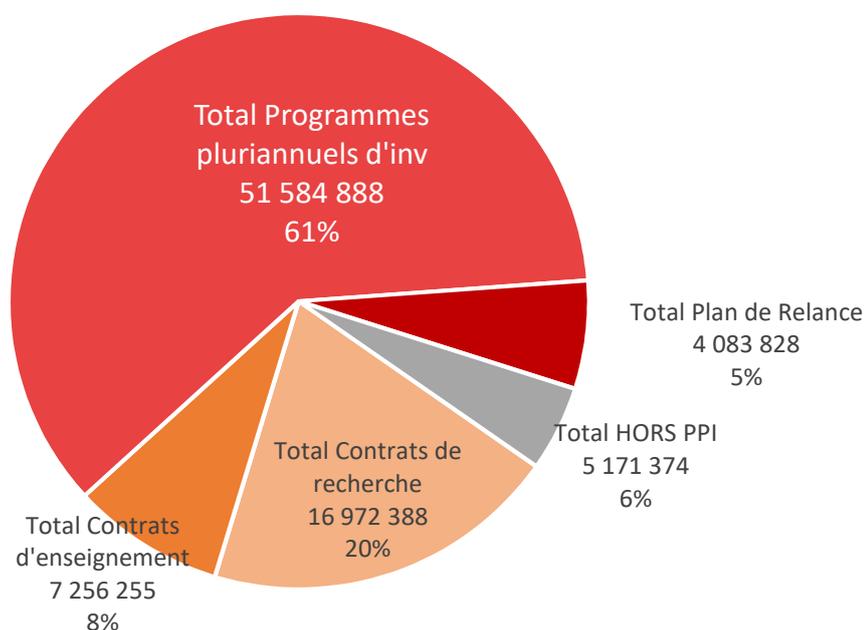
#### 3.4.1. Tableau agrégé des opérations pluriannuelles

##### 3.4.1.1 Dépenses agrégées

###### Quelques notions

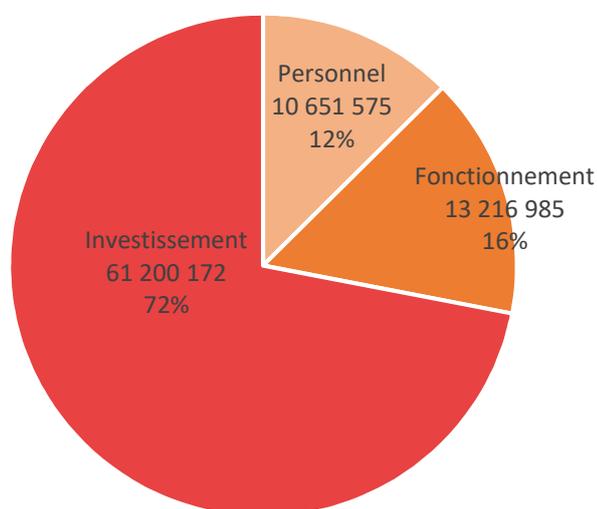
- Le **montant total des opérations (dépenses)** figurant sur la partie gauche des tableaux correspond, pour la dépense, à la programmation pluriannuelle, traduite dans l'outil SIFAC par la somme des autorisations d'engagement (AE) inscrites depuis la création de l'opération jusqu'à son achèvement prévisible.

### Opérations pluriannuelles par type (en €)



Les opérations immobilières (projets PPI et hors PPI) représentent en valeur les deux tiers du montant total des opérations pluriannuelles recensées au tableau n°9.

### Répartition des dépenses liées aux OPA par masse (en €)



Conformément au poids prédominant des projets immobiliers dans les opérations pluriannuelles, les dépenses relèvent avant tout de l'investissement (72 % du total sur la période courant du début à la fin des opérations recensées au tableau n°9).

Le BI 2023 prévoit un montant de **crédits de paiement (CP) nouveaux** de 25,6 M€ pour les opérations pluriannuelles, soit 30% du montant total des opérations. Il marque

une accélération de la dépense pour les **opérations immobilières** : ainsi, ce sont **15,7 M€** qui sont prévus pour la seule année 2023, quand la totalité des CP consommés antérieurement à 2023 pour ces mêmes opérations atteint **11,3 M€**.

Au-delà de 2023, la somme des engagements pris par l'établissement restant à couvrir par des CP représente **22,2 M€**, dont **21,9 M€** en investissement. Elle sera couverte à hauteur de **18,2 M€** par des recettes d'investissement et devra donc **mobiliser l'autofinancement** de l'établissement à hauteur de **4 M€** à horizon 2025.

#### 3.4.1.2 Recettes agrégées

##### Quelques notions

- *Le **montant total des opérations (recettes)** figurant sur la partie gauche des tableaux correspond, pour la recette, à la programmation pluriannuelle, traduite dans l'outil SIFAC par la somme des recettes encaissées (RE) inscrites depuis la création de l'opération jusqu'à son achèvement prévisible.*

Le total des recettes attendues au titre des opérations pluriannuelles s'établit à **62,5 M€**, ce qui correspond à un taux de financement global de **73,5%**.

Ce taux est différent en fonction des activités considérées. Ainsi :

- Les **conventions pluriannuelles de recherche** se traduisent par un montant quasiment identique de recettes et de dépenses (**16,9 M€**) dans la mesure où l'essentiel des opérations inscrites dans SIFAC ont été saisies avec des montants identiques en recettes et dépenses. La mise en œuvre progressive des **frais de gestion**, en application de la délibération de novembre 2021, générera à terme un **prélèvement négatif sur la trésorerie** (c'est-à-dire à un **abondement de la trésorerie**) équivalent à la moitié des frais de gestion prélevés en vue de garantir la soutenabilité de ses activités ;
- Les **conventions pluriannuelles d'enseignement** se traduisent par un prélèvement de 11 k€ sur la trésorerie, ce qui au vu du montant total (7,2 M€) correspond à un financement intégral ;
- Les **opérations immobilières inscrites au PPI** génèrent un prélèvement sur la trésorerie de **17,3 M€** (taux de financement global de **66,4 %**) qui se décompose comme suit :
  - L'opération **La Ruche** bénéficie d'un financement de **71,6%** ;
  - Les autres projets (**bibliothèque provisoire PDA, aménagements paysagers PDA**) sont **intégralement autofinancés** ;
- Les **opérations immobilières non inscrites au PPI, intégralement autofinancées**, génèrent un prélèvement sur la trésorerie de 5,1 M€.

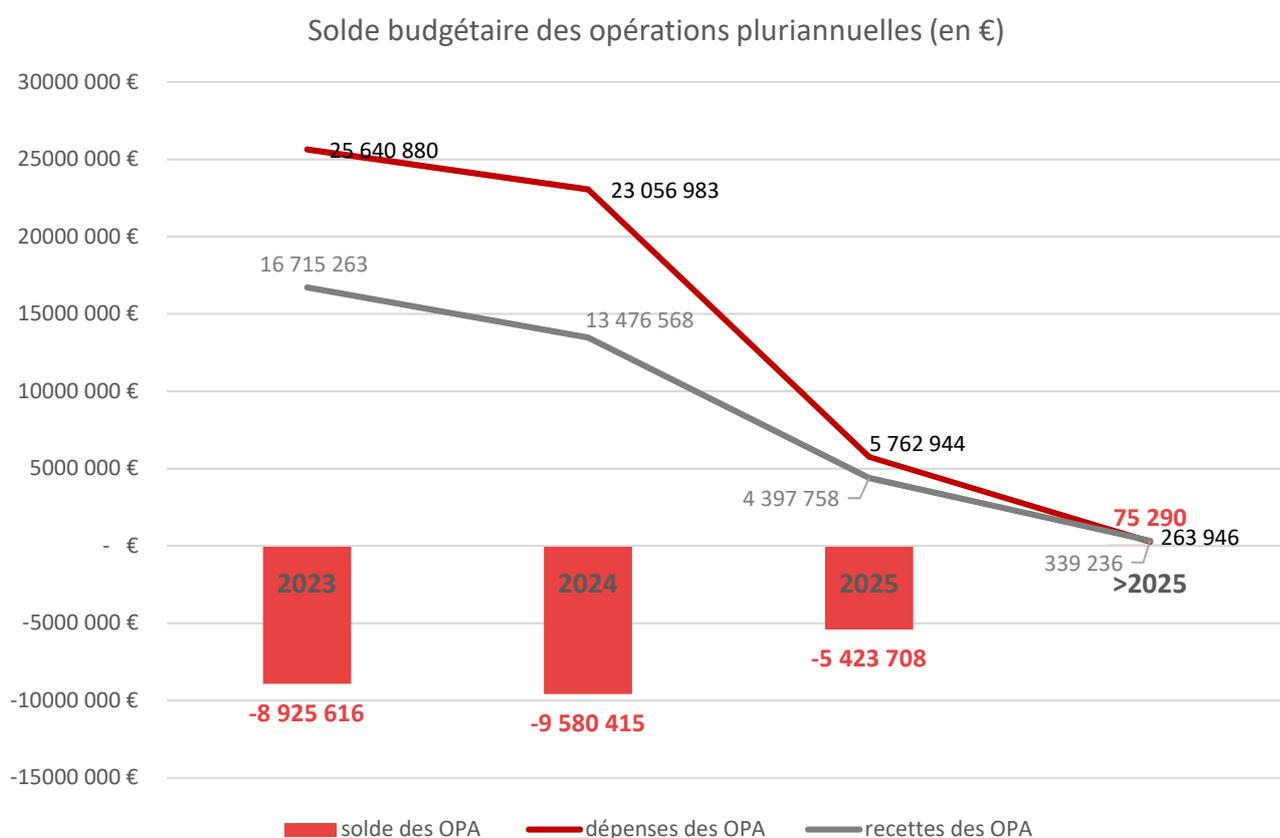
Il convient de rappeler qu'en **comptabilité budgétaire**, un taux de financement proche de 100% affiché en tableau n°9 **ne correspond pas à la couverture de l'intégralité des dépenses** liées à l'exécution des opérations pluriannuelles. Ces dernières génèrent en effet des **charges indirectes** (par exemple, gestion administrative par les services centraux, des systèmes d'information et de

l'immobilier... ) qui ne sont pas tracées dans ce tableau et qui relèvent de la comptabilité analytique.

### 3.4.2. Tableau détaillé des opérations pluriannuelles

Le tableau détaillé des opérations pluriannuelles présente quant à lui une approche croisée par nature et par masse pour la dépense et par type de financeurs et par activité.

Il permet également de détailler l'impact des opération pluriannuelles en termes de solde budgétaire :



Ainsi, le BI 2023 présente un solde budgétaire négatif de **8,9 M€** au titre des opérations pluriannuelles, à rapprocher du solde budgétaire global de l'établissement présenté en tableau 2 de **13,9 M€**. L'achèvement des grandes opérations inscrites au PPI au-delà de 2025 induit l'amélioration de ce solde prévisionnel.

### 3.5. Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Ce tableau a pour objet de rassembler tous les agrégats significatifs de comptabilité budgétaire et de comptabilité générale issus des différents autres tableaux à produire devant l'organe délibérant. Il constitue un des vecteurs essentiels de l'analyse de la soutenabilité budgétaire par l'ordonnateur et doit permettre aux tutelles et à l'autorité chargée du contrôle de disposer d'une information complète sur la santé financière de l'organisme. En outre, il permet de dépasser la stricte annualité budgétaire puisqu'il s'intéresse à l'antériorité financière de l'organisme.



Il matérialise et explique les écarts entre la variation du fonds de roulement (haut de bilan, création de richesse potentielle) et le solde budgétaire (bas de bilan, création de trésorerie effective hors non opérations budgétaires). Ces éléments permettent d'analyser la formation du besoin en fonds de roulement (BFR) liée aux opérations non budgétaires. Il évalue par ailleurs les restes à payer (RAP), qui permettent d'appréhender la soutenabilité sur le moyen et le long terme puisqu'ils représentent un montant de décaissements à venir incontournable, correspondant à la somme des CP restant à mobiliser. Les RAP peuvent ainsi s'apparenter à de la « quasi-dette » et doivent faire l'objet d'une attention toute particulière.

Ce tableau de synthèse budgétaire et comptable n'appelle une réelle analyse qu'au stade du compte financier (réalisé).

### 3.6. Synthèse des principaux indicateurs financiers



Le tableau ci-dessous récapitule les principaux indicateurs financiers retenus dans le cadre de la GBCP. Les valeurs prévisionnelles pour 2023 sont affectées d'un code couleur selon qu'elles relèvent d'une alerte (en rouge), qu'elles appellent à la vigilance (en orange) selon les critères réglementaires en vigueur.

INDICATEURS GBCP	MESURE	SEUIL DE VIGILANCE SEUIL D'ALERTE	CF 2019	CF 2020	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	BI 2023	Moyenne étab. SHS CF 2019
<b>Equilibre financier</b>										
Résultat net comptable (en M€)	comptes classe 7 - comptes classe 6	alerte < 0	1,8	1,7	1,1	1,2	-1,0	<b>-1,7</b>	<b>-3,2</b>	0,2
Résultat / Produits encaissables (en %)	Résultat / Produits donnant lieu à un encaissement et à une variation de trésorerie	alerte < 0 < vigilance < 2	<b>1,3</b>	<b>1,2</b>	<b>0,7</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,7</b>	<b>-1,1</b>	<b>-2,0</b>	0,2
Capacité d'autofinancement (CAF) (en M€)	produits encaissables - charges décaissables	alerte < 0	5,4	5,5	5,0	5,4	3,2	<b>2,5</b>	<b>1,3</b>	2,1
CAF / Produits encaissables (en %)	CAF / Produits donnant lieu à un encaissement et à une variation de trésorerie	alerte < 0,5 < vigilance < 1	3,8	3,9	3,4	3,5	2,1	<b>1,6</b>	<b>0,8</b>	1,6
<b>Cycle d'exploitation</b>										
Fonds de roulement net global (en M€)	ressources stables - emplois stables	alerte < 0	41,1	37,3	37,1	35,1	29,6	<b>29,1</b>	<b>21,6</b>	14,8
Fonds de roulement en jours de charges décaissables	(FdR / charges décaissables) X 360	alerte < 25 < vigilance < 30	108,6	98,5	94,3	84,3	69,9	<b>68,1</b>	<b>48,7</b>	42,9
Besoin en fonds de roulement (en M€)	Actif circulant - Dettes circulantes		-5,8	-5,3	-6,5	-2,5	-6,2	<b>-6,3</b>	<b>0,13</b>	-6,8
Trésorerie (en M€)		alerte < 0	46,9	42,6	43,6	37,6	35,7	<b>35,4</b>	<b>21,5</b>	21,6
Trésorerie en jours de charges décaissables	(Trésorerie / Charges décaissables) X 360	alerte < 25 < vigilance < 30	123,9	112,5	110,9	90,4	84,5	<b>82,8</b>	<b>48</b>	62,4
<b>Financement de l'activité</b>										
Charges décaissables / Produits encaissables (en %)	(Charges - Charges non décaissables) / Produits encaissables	98 < vigilance < 100 < alerte	96,2	96,1	96,6	96,5	97,9	<b>98,4</b>	<b>99,2</b>	98,4
Taux de rémunération des permanents (en %)	Masse salariale permanents (titulaires + CDI) / Total Masse salariale	83 < vigilance < 85 < alerte	80,4	80,1	80,0	79,3	79,3	<b>79,3</b>	<b>79,3</b>	80,4
Dépenses de personnel / Produits encaissables (en %)	Total masse salariale / Produits encaissables *comptes 633 exclus	82 < vigilance < 83 < alerte	<b>82,2</b>	<b>84,1</b>	<b>84,0</b>	<b>82,6</b>	<b>82,8</b>	<b>83,1</b>	<b>83,5</b>	82,4
Ressources propres / Produits encaissables (en %)	Ressources propres (produits encaissables hors SCSP) / Produits encaissables	alerte < 13 < vigilance < 15	16,1	15,3	15,8	20,3	20,3	<b>19,5</b>	<b>20,0</b>	15,5
<b>Autofinancement des investissements</b>										
CAF / Acquisitions d'immobilisations (en %)	CAF / Dépenses d'investissement	alerte < 20 < vigilance < 30	41,7	56,1	60,5	<b>24,4</b>	<b>16,1</b>	<b>16,3</b>	<b>5,3</b>	26,4
<b>Indicateurs GBCP</b>										
Solde budgétaire (M€)	encaissements - crédits de paiement		-7,6	-5,1	0,1	-1,2	-7,9	<b>-8,2</b>	<b>-13,9</b>	2,1

Le rapport du compte financier comprendra une analyse comparative des indicateurs sur la base de ces données mises à jour.

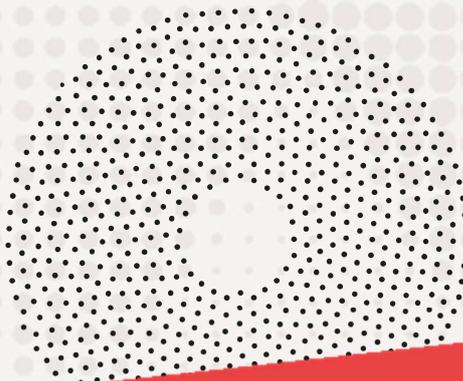
## 4. Annexes

---

- 1.1 **Tableau 1 des autorisations d'emploi (pour vote)**
- 1.2 **Tableau 2 des autorisations budgétaires (pour vote)**
- 1.3 Tableau 3 des dépenses par destination et des recettes par origine
- 1.4 **Tableau 4 d'équilibre financier (pour vote)**
- 1.5 Tableau 5 des opérations pour le compte de tiers
- 1.6 **Tableau 6 de situation patrimoniale (pour vote)**
- 1.7 Tableau 7 de plan de trésorerie
- 1.8 Tableau 8 des opérations sur recettes fléchées
- 1.9 **Tableau 9 agrégé des opérations pluriannuelles (pour vote)**
- 1.10 Tableau 9bis relatif au programme pluriannuel d'investissement
- 1.11 Tableau 10 détaillé des opérations pluriannuelles
- 1.12 Tableau 11 de synthèse budgétaire et comptable
- 1.13 DPGECP 1,2 & 3
- 1.14 Moyens des unités de recherche
- 1.15 Annexes - Présentation budget CVEC 2023

The logo of the University of Lyon 2, featuring three horizontal lines of varying lengths to the left of the text.

**UNIVERSITÉ  
LUMIÈRE  
LYON 2**

A stylized sun or light symbol composed of a grid of dots, with the density of dots increasing towards the center, creating a bright spot.

# Budget initial 2023

Conseil d'administration du 9 décembre 2022





# Liasse budgétaire



Catégories d'emplois	Nature des emplois		S/total EC	(A) BI 2023 Emplois sous plafond Etat * En ETPT	(B) BI 2023 Emplois financés hors SCSP En ETPT	(C) = (A) + (B) BI 2023 Global
	Permanents	Titulaires CDI CDD				
Enseignants-chercheurs, chercheurs	Non permanents			654		654
				4		4
				232	62	294
S/total EC				886	65	952
Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales						
						-
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires		556		556
		CDI		77		77
	Non permanents	CDD		2	227	228
S/total BIATSS				635	227	861
Totaux				1 521	293	1 814
<b>Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat</b>						<b>Plafond global des emplois voté par le CA **</b>
						<b>1 561 (3)</b>

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps pleins travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

\* : cf. article R119-34 du code de l'éducation ; \*plafond d'emplois fixe par l'Etat relatif aux emplois financés par l'Etat

\*\* : cf. article R719-54 du code de l'éducation ; "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"



Tableau 3 - Tableau des dépenses par destination

Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Personnel/AE (AE = CP)	Fonct. AE	Fonct. CP	Invest. AE	Invest. CP	Total AE	Total CP
Réglementaire										
	Dépenses Programmes 150 et 231									
	<b>FORMATION INITIALE ET CONTINUE</b>			<b>66 287 458</b>	<b>3 115 968</b>	<b>3 133 304</b>	<b>187 801</b>	<b>187 801</b>	<b>69 591 226</b>	<b>69 608 563</b>
	Formation initiale et continue Licence			40 700 141	1 670 721	1 670 721	170 320	170 320	42 541 181	42 541 182
	Formation initiale et continue Master			19 595 826	1 097 519	1 097 519	14 480	14 480	20 707 825	20 707 825
	Formation initiale et continue Doctorat			5 991 491	3 367 728	3 367 728	3 001	3 001	6 342 220	6 359 556
	<b>RECHERCHE</b>			<b>36 049 816</b>	<b>5 031 563</b>	<b>5 056 128</b>	<b>660 209</b>	<b>659 996</b>	<b>41 741 588</b>	<b>41 765 940</b>
	Recherche universitaire			0	0	0	0	0	0	0
	Recherche universitaire maths			1 984 251	156 974	155 400	195 500	195 500	2 336 724	2 335 150
	Recherche universitaire chimie			0	0	0	0	0	0	0
	Recherche universitaire physique nucléaire			0	0	0	0	0	0	0
	Recherche universitaire terre			0	0	0	0	0	0	0
	Recherche universitaire science humaine			33 866 496	4 000 060	4 024 435	460 902	460 689	38 327 457	38 351 619
	Recherche universitaire Transvers			199 070	874 529	876 293	3 807	3 807	1 077 407	1 079 170
	<b>SOUTIEN ET SUPPORT</b>			<b>32 037 513</b>	<b>13 365 867</b>	<b>13 404 413</b>	<b>41 416 823</b>	<b>23 968 301</b>	<b>86 820 204</b>	<b>69 410 228</b>
	Bibliothèques et documentation			3 309 612	1 109 100	1 109 100	44 000	44 000	4 462 712	4 462 712
	Diffusion savoirs musées			1 229 539	573 876	573 876	50 000	50 000	1 853 415	1 853 415
	Immobilier			5 222 981	6 245 242	6 259 906	38 691 480	21 212 958	50 159 703	32 695 845
	Pilotage et support			22 275 381	5 437 649	5 461 531	2 631 343	2 661 343	30 344 374	30 398 256
	<b>ETUDIANTS</b>			<b>1 815 687</b>	<b>2 021 265</b>	<b>1 991 265</b>	<b>200 000</b>	<b>200 000</b>	<b>4 036 952</b>	<b>4 006 952</b>
	Aides directes aux étudiants			128 389	1 395 259	1 395 259	0	0	1 523 648	1 523 648
	Aides indirectes			153 431	183 800	173 800	0	0	337 231	327 231
	Santé des étudiants activité associative			1 533 867	442 206	422 206	200 000	200 000	2 176 073	2 156 073
	<b>TOTAL</b>			<b>136 190 475</b>	<b>23 534 662</b>	<b>23 585 110</b>	<b>42 464 833</b>	<b>25 016 098</b>	<b>202 189 970</b>	<b>184 791 682</b>

Tableau 3 - Tableau des recettes par origine (Prévisionnel)

Réglementaire	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	Total
	Subvention pour charges de service public								
	Droits d'inscription								
	Formation continue diplômés propres VAE				5 143 390				128 491 566
	Taxe d'apprentissage				10 332 055				5 143 390
	Contrats prestations recherche hors ANR				425 250				10 332 055
	Valorisation				235 201				425 250
	ANR investissements d'avenir								235 201
	ANR hors investissements d'avenir								
	Subvention exploit & financ actif Région			1 596 396					1 596 396
	Subvention exploit & financ actif UE			579 400			10 355 000		10 934 400,0
	Subvention exploit & financ actif Autres	695 039		1 868 591			182 230		2 050 821
	Fondations fonds propres réserves dons			3 859 319					8 088 694
	Autres recettes								
	<b>TOTAL</b>	<b>695 039</b>	<b>1 750 000</b>	<b>7 903 707</b>	<b>18 340 684</b>	<b>3 148 971</b>	<b>10 537 230</b>	<b>-</b>	<b>3 569 423</b>
									<b>170 867 196</b>

BESOINS				FINANCEMENTS			
	Montants budget rectificatif 2021 n°2, voté le 28/10/2022	Montants prévisions d'exécution 2022	Montants budget initial 2023	Montants budget rectificatif 2021 n°2, voté le 28/10/2022	Montants prévisions d'exécution 2022	Montants budget initial 2023	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	8 184 847	8 184 847	13 924 486	0	0	0	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
dont Budget Principal	8 184 847	8 184 847	1 185 903	0	0	0	dont Budget Principal
dont Budget Annexe							dont Budget Annexe
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	0	0	0	0	0	0	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	477 400		559 000	519 000		559 000	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)	0	0		0	0		Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	8 662 247	8 662 247	14 483 486	519 000	519 000	559 000	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (l)= (2) - (1)	0	0	0	8 143 247	8 143 247	13 924 486	PRLELEVEMENT de la trésorerie (ll)=(1) - (2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	0	0	0	1 860 268	2 672 897	2 672 897	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	0	0	0	6 282 979	6 282 979	11 251 589	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
<b>TOTAL DES BESOINS (1) + (l)</b>	<b>8 662 247</b>	<b>8 662 247</b>	<b>14 483 486</b>	<b>8 662 247</b>	<b>8 662 247</b>	<b>14 483 486</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (ll)</b>

(\*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(\*\*) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(\*\*\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements	Encaissements
BOURSES AMI	4671		410 000,00	410 000,00
TVA	44500000		149 000,00	149 000,00
Autres opérations gérées en compte de tiers	47x		0,00	0,00
<b>TOTAL</b>			<b>559 000,00</b>	<b>559 000,00</b>

**Simulation au :**

**Compte de résultat**

CHARGES	Montants budget rect. n°2 (28/10/2022)	Prévisions d'exécution 2022	Budget initial 2023	Réalisé 2021 (pour information)
Personnel	130 051 931	130 051 931	134 523 171	123 050 172
dont charges de pensions civiles				34 702 839
Interventions				
Fonctionnement	33 637 581	33 637 581	35 654 426	28 078 168
autre que les charges de personnel				
<b>TOTAL des charges</b>	<b>163 689 511</b>	<b>163 689 511</b>	<b>170 177 597</b>	<b>151 128 340</b>
<b>Résultat (BENEFICE)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 084 106</b>
Total équilibre du compte de résultat prévisionnel	163 689 511	163 689 511	170 177 597	152 212 446

**Etat de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	Montants budget rect. n°2 (28/10/2022)	Prévisions d'exécution 2022	Budget initial 2023	Réalisé 2021 (pour information)
Insuffisance d'autofinancement	0	855 015	0	0
Investissements	15 439 786	15 439 786	24 938 724	8 202 838
Remboursement des dettes financières	0	0	0	0
<b>TOTAL des emplois</b>	<b>15 439 786</b>	<b>16 294 801</b>	<b>24 938 724</b>	<b>8 202 838</b>
<b>Apport au fonds de roulement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			195 116 321	

**Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)**

	Montants budget rect. n°2 (28/10/2022)	Prévisions d'exécution 2022	Budget initial 2023	Réalisé 2021 (pour information)
Résultat de l'exercice	-1 713 360	-4 912 229	-3 177 221	1 084 106
+ dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	9 740 740	9 740 365	10 402 012	9 676 079
- reprises sur amortissements, dépréciations et prov				91 601
+ valeur nette comptable des éléments d'actif cédés				24 502
- produits de cession d'éléments d'actifs	5 506 813	5 683 151	5 892 626	5 683 151
- quote part des subventions d'investissement virées au résultat				
<b>= Capacité ou Insuffisance d'autofinancement (CAF ou IAF)</b>	<b>2 520 567</b>	<b>-855 015</b>	<b>1 332 165</b>	<b>4 960 931</b>

**Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie**

	Montants budget rect. n°2 (28/10/2022)	Prévisions d'exécution 2022	Budget initial 2023	Réalisé 2021 (pour information)
Variation du fonds de roulement (apport ou prélèvement)	-7 928 740	-9 403 953	-7 504 806	-274 921
Variation du besoin en fonds de roulement (fonds de roulement)	214 507	-1 260 706	6 419 880	-1 216 779
Variation de la trésorerie (abandonnement ou prélèvement)	-8 143 247	-8 143 247	-13 924 486	941 858
Niveau du fonds de roulement	29 125 911	27 650 698	21 621 305	37 054 651
Niveau du besoin en fonds de roulement	-6 290 319	-7 765 532	129 861	-6 504 826
Niveau de la trésorerie	35 416 230,19	35 416 230,19	21 491 744	43 559 477,17

NB :

PRODUITS	Montants budget rect. n°2 (28/10/2022)	Prévisions d'exécution 2022	Budget initial 2023	Réalisé 2021 (pour information)
Subventions de l'Etat	125 976 830	125 411 499	128 928 520	125 038 597
Fiscalité affectée	1 702 386	1 702 386	1 750 000	2 068 516
Autres subventions	8 714 786	9 059 310	13 235 467	5 926 719
Autres produits	25 882 149	22 604 087	23 086 389	19 178 620
<b>TOTAL des produits</b>	<b>161 976 151</b>	<b>158 777 282</b>	<b>167 000 376</b>	<b>152 212 446</b>
<b>Résultat (PERTE)</b>	<b>1 713 360</b>	<b>4 912 229</b>	<b>3 177 221</b>	<b>0</b>
Total équilibre du compte de résultat prévisionnel	163 689 511	163 689 511	170 177 597	152 212 446

RESSOURCES	Montants budget rect. n°2 (28/10/2022)	Prévisions d'exécution 2022	Budget initial 2023	Réalisé 2021 (pour information)
Capacité d'autofinancement	2 520 567	0	1 332 165	4 960 931
Financement de l'actif par l'Etat	4 669 123	6 564 592	3 381 247	2 083 237
Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	321 356	326 257	12 720 706	856 637
Autres ressources				27 112
Augmentation des dettes financières				0
<b>TOTAL des ressources</b>	<b>7 511 046</b>	<b>6 890 849</b>	<b>17 434 118</b>	<b>7 927 917</b>
<b>Prélèvement sur fonds de roulement</b>	<b>7 928 740</b>	<b>9 403 953</b>	<b>7 504 606</b>	<b>274 921</b>

184 434 494

132,1%



	Antérieures à 2023	Prévisionnel 2023	2024	2025	2026
<b>Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice</b>	-1 288 372	-2 531 361	-5 204 258	-13 602 502	-14 879 497
<b>Recettes fléchées</b>	11 309 597	13 686 201	11 432 417	3 715 000	0
Financements de l'Etat fléchés	7 593 197	3 148 971	1 962 417	350 000	0
Autres financements publics fléchés	3 716 067	10 537 230	9 470 000	3 365 000	0
Recettes propres fléchées	333	0	0	0	0
<b>Dépenses sur recettes fléchées</b>	12 552 586	16 359 098	19 830 661	4 991 995	0
Personnel (AE=CP)	132 806	0	0	0	0
AE	132 806	0	0	0	0
CP	132 806	0	0	0	0
Fonctionnement et intervention	1 533 820	446 887	0	0	0
AE	1 533 225	447 481	0	0	0
CP	1 533 820	446 887	0	0	0
Investissement	10 885 960	15 912 211	19 830 661	4 991 995	0
AE	15 490 737	33 465 424	2 369 384	295 282	0
CP	10 885 960	15 912 211	19 830 661	4 991 995	0
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées</b>	-1 242 989	-2 672 897	-8 398 244	-1 276 995	0
<b>Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice</b>	-2 531 361	-5 204 258	-13 602 502	-14 879 497	-14 879 497

**DÉPENSES**

Opérations		Montant opération	Autorisations d'engagement				Credits de paiement				Restes		
			AE ouvertes < 2023	Conso AE < 2023	Reports ou Reprogramm. 2023	AE nouvelles ouvertes 2023	Total AE 2023	CP ouvertes < 2023	Conso CP < 2023	Reports ou Reprogramm. 2023	CP nouveaux ouverts 2023	Total CP 2023	Restes à engager > 2023 (AE)
RECHERCHE	Autres financements	7 027 278	4 286 235	4 286 235	0	1 608 495	1 608 495	4 213 463	0	1 623 891	1 623 891	1 132 547	57 377
AGENCE	ANR	6 737 683,44	3 318 102	3 318 102	0	1 876 183	1 876 183	3 321 286	0	1 885 453	1 885 453	1 543 279	-12 454
UDL	UDL	1 462 129,04	1 410 164	1 410 164	0	21 400	21 400	1 394 022	0	21 400	21 400	30 565	16 143
REGION	REGION	1 289 157,61	1 013 987	1 013 987	0	232 365	232 365	1 014 026	0	247 382	247 382	42 805	-15 056
EUROPE	UNION EUROPEENNE	456 260,00	217 536	217 536	0	100 139	100 139	217 536	0	100 139	100 139	138 585	0
<b>Total Contrats de recherche</b>		<b>16 972 388</b>	<b>10 246 024</b>	<b>10 246 024</b>	<b>0</b>	<b>3 838 582</b>	<b>3 838 582</b>	<b>10 160 332</b>	<b>0</b>	<b>3 878 266</b>	<b>3 878 266</b>	<b>2 887 781</b>	<b>46 009</b>
INTERNATIO	Conventions internationales	3 747 135	2 476 148	2 476 148	0	1 044 938	1 044 938	2 471 437	0	1 049 820	1 049 820	226 049	-171
AUTRES	Conventions d'enseignement	1 686 827	1 085 706	1 085 706	0	601 121	601 121	1 065 127	0	603 479	603 479	450 694	0
FLECHES	Conventions internationales (échecs)	1 822 293	1 371 005	1 371 005	0	451 288	451 288	1 371 599	0	450 694	450 694	226 049	0
900070BU	BIBLIOTHEQUE PROVISOIRE PDA	7 256 255	4 932 859	4 932 859	0	2 097 347	2 097 347	4 908 163	0	2 103 992	2 103 992	226 049	18 050
900070LC	LEARNING CENTER	47 828 217	12 029 126	12 029 126	0	33 149 341	33 149 341	7 751 993	0	15 596 048	15 596 048	2 649 750	21 830 426
900070PA	aménagements paysagers PDA	235 000	140 137	140 137	0	44 863	44 863	65 446	0	119 554	119 554	50 000	0
<b>Total Programmes pluriannuels d'inv</b>		<b>51 584 888</b>	<b>15 690 934</b>	<b>15 690 934</b>	<b>0</b>	<b>33 194 204</b>	<b>33 194 204</b>	<b>11 295 118</b>	<b>0</b>	<b>15 730 266</b>	<b>15 730 266</b>	<b>2 699 750</b>	<b>21 859 754</b>
900070AB	Aménagement BUP	400 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	400 000	0
900070BM	Bâtiment L (modulaires)	3 110 000	0	0	0	3 110 000	3 110 000	0	0	3 110 000	3 110 000	0	0
900070DT	DTA S01S	170 000	40 000	40 000	0	130 000	130 000	40 000	0	130 000	130 000	0	0
900070IU	RENOVATION ELECTRIQUE IUL	100 000	0	0	0	100 000	100 000	0	0	100 000	100 000	0	0
900070LU	ECLAIRAGE GENERAL	711 374	511 374	511 374	0	100 000	100 000	511 374	0	100 000	100 000	100 000	0
900070PE	Structures Petrov PDA	200 000	0	0	0	30 000	30 000	0	0	30 000	30 000	170 000	0
900070PR	Parking La Ruche	480 000	0	0	0	146 000	146 000	0	0	146 000	146 000	334 000	0
<b>Total HORS PPI</b>		<b>5 171 374</b>	<b>551 374</b>	<b>551 374</b>	<b>0</b>	<b>3 616 000</b>	<b>3 616 000</b>	<b>551 374</b>	<b>0</b>	<b>3 616 000</b>	<b>3 616 000</b>	<b>1 004 000</b>	<b>0</b>
PLANRELA	900070-RCU (chauffage urbain)	2 636 976	2 636 976	2 636 976	0	0	0	2 636 976	0	2 636 976	2 636 976	0	0
PLANRELA	900072-GTC (Automates de régulation)	415 911	415 911	415 911	0	0	0	415 831	0	415 831	415 831	80	0
PLANRELA	900072-LED (Mise en place de LED)	207 200	207 200	207 200	0	0	0	207 200	0	207 200	207 200	0	0
PLANRELA	900070-PHO (panneaux photovoltaïques)	654 756	327 564	327 564	0	312 276	312 276	0	0	312 276	312 276	14 916	327 564
PLANRELA	900072-Rob (robots thermostatiques)	88 000	88 000	88 000	0	88 000	88 000	0	0	88 000	88 000	0	0
PLANRELA	900072-CIC (Circulateurs chauffage)	80 985	80 985	80 985	0	80 985	80 985	0	0	80 985	80 985	0	0
<b>Total Plan de Relance</b>		<b>4 083 828</b>	<b>3 756 636</b>	<b>3 756 636</b>	<b>0</b>	<b>3 12 276</b>	<b>3 12 276</b>	<b>3 428 993</b>	<b>0</b>	<b>3 12 356</b>	<b>3 12 356</b>	<b>14 916</b>	<b>327 564</b>
<b>Total</b>		<b>85 068 733</b>	<b>35 177 828</b>	<b>35 177 828</b>	<b>0</b>	<b>43 058 409</b>	<b>43 058 409</b>	<b>30 343 980</b>	<b>0</b>	<b>25 640 880</b>	<b>25 640 880</b>	<b>6 832 496</b>	<b>22 251 377</b>
Ss total personnel		10 651 575	6 468 165	6 468 165	0	2 386 877	2 386 877	6 468 164	0	2 386 877	2 386 877	1 796 534	0
Ss total fonctionnement		13 216 985	8 585 842	8 585 842	0	3 397 579	3 397 579	8 445 882	0	3 458 785	3 458 785	1 233 564	78 754
Ss total investissement		61 200 173	20 123 821	20 123 821	0	37 273 953	37 273 953	15 429 934	0	19 795 218	19 795 218	3 802 398	22 172 623

**Recettes**

Opérations		Montant opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs		Restes à encaisser > 2023	
				Montant	Encaissem. prévus < 2023		
RECHERCHE	Autres financements	7 027 278	158 265	6 869 013	4 725 766	1 182 031	961 216
AGENCE	ANR	6 737 563	-94 724	6 832 288	4 494 128	896 389	1 441 771
UDL	UDL	1 462 129	-54 459	1 516 588	1 404 828	105 880	5 880
REGION	REGION	1 289 158	-11 922	1 301 080	1 057 883	122 300	120 897
EUROPE	UNION EUROPEENNE	456 260	0	456 260	281 336	87 461	87 463
<b>Total Contrats de recherche</b>		<b>16 972 388</b>	<b>-2 841</b>	<b>16 975 529</b>	<b>11 963 941</b>	<b>2 394 061</b>	<b>2 617 227</b>
INTERNATIO	Conventions internationales	3 747 135	-56 624	3 803 759	2 918 622	635 001	250 136
AUTRES	Conventions d'enseignement	1 686 827	68 313	1 618 514	1 419 732	0	198 782
FLECHES	Conventions internationales (échecs)	1 822 293	-335	1 822 628	1 640 398	182 230	0
900070BU	BIBLIOTHEQUE PROVISOIRE PDA	7 256 255	11 354	7 244 901	5 978 751	817 231	448 918
900070LC	LEARNING CENTER	47 828 217	13 591 457	34 236 760	5 905 594	13 423 971	14 907 195
900070PA	aménagements paysagers PDA	235 000	235 000	0	0	0	0
900070AB	Aménagement BUP	400 000	400 000	0	0	0	0
900070BM	Bâtiment L (modulaires)	3 110 000	3 110 000	0	0	0	0
900070DT	DTA S01S	170 000	170 000	0	0	0	0
900070IU	RENOVATION ELECTRIQUE IUL	100 000	100 000	0	0	0	0
900070LU	ECLAIRAGE GENERAL	711 374	711 374	0	0	0	0
900070PE	Structures Petrov PDA	200 000	200 000	0	0	0	0
900070PR	Parking La Ruche	480 000	480 000	0	0	0	0
<b>Total HORS PPI</b>		<b>5 171 374</b>	<b>5 171 374</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
PLANRELA	900070-RCU (chauffage urbain)	2 636 976	0	2 636 976	2 636 976	0	0
PLANRELA	900072-GTC (Automates de régulation)	415 911	0	415 911	415 911	0	0
PLANRELA	900072-LED (Mise en place de LED)	207 200	0	207 200	207 200	0	0
PLANRELA	900070-PHO (panneaux photovoltaïques)	654 756	0	654 756	334 534	80 000	240 222
PLANRELA	900072-Rob (robots thermostatiques)	88 000	0	88 000	88 000	0	0
PLANRELA	900072-CIC (Circulateurs chauffage)	80 985	0	80 985	80 985	0	0
<b>Total Plan de Relance</b>		<b>4 083 828</b>	<b>0</b>	<b>4 083 828</b>	<b>3 763 606</b>	<b>80 000</b>	<b>240 222</b>
<b>Total</b>		<b>85 068 733</b>	<b>22 528 015</b>	<b>62 540 717</b>	<b>27 611 893</b>	<b>16 715 263</b>	<b>18 213 562</b>

Tableau 9bis relatif au programme pluriannuel d'investissement (Dépenses)

A - Autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP)

N°	Opération	Nature	Coût total de l'opération	2023										Prévision 2024 et suivantes						
				AE ouvertes années antérieures à 2023	AE consommées années antérieures à 2023	AE reportées en 2023	AE votées au BI 2023	TOTAL des AE ouvertes en 2023	CP consommées années antérieures à 2023	CP reportées en 2023	CP votées au BI 2023	TOTAL des CP ouverts en 2023	Restes à engager fin 2023 (AE)	Restes à payer fin 2023 (CP)	AE prévues en 2024	CP prévus en 2024	AE prévues en 2025	CP prévus en 2025	AE prévues > 2024	CP prévus > 2024
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	
		<b>Direction de l'immobilier</b>																		
1		900070LC- Learning Center LA RUCHE	47 828 217,00	12 029 126,19	7 751 993,30	33 149 341,00	33 149 341,00	7 751 993,30	15 596 048,00	2 649 749,81	24 480 176,70	19 488 181,00	295 281,81	4 991 994,70	2 354 468,00	19 488 181,00	295 281,81	4 991 994,70		
2		900070BU- Rib Univ Provisoire	3 521 671,09	3 521 671,09	0,00	0,00	0,00	3 477 679,09	14 664,00	0,00	29 320,00	14 664,00	0,00	14 664,00	50 000,00	14 664,00	0,00	14 664,00		
3		900070PA- aménagements paysagers PDA	235 000,00	140 137,00	140 137,00	44 863,00	44 863,00	65 446,06	119 553,94	65 446,06	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	2 404 468,00	19 552 845,00	295 281,81	5 006 658,70		
		<b>TOTAL PPI</b>	<b>51 584 888,09</b>	<b>15 690 934,28</b>	<b>15 690 934,28</b>	<b>33 194 204,00</b>	<b>33 194 204,00</b>	<b>11 295 118,45</b>	<b>15 730 265,94</b>	<b>11 295 118,45</b>	<b>24 559 503,70</b>	<b>15 730 265,94</b>	<b>0,00</b>	<b>15 730 265,94</b>	<b>2 404 468,00</b>	<b>19 552 845,00</b>	<b>295 281,81</b>	<b>5 006 658,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
		<b>Direction de l'immobilier</b>																		
4		900070FCU- Chauffage laboratoires	2 636 976,12	2 636 976,12	0,00	0,00	0,00	2 636 976,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
5		900072CTC- Automates de régulation	415 911,01	415 911,01	0,00	0,00	0,00	415 911,31	79,70	0,00	0,00	79,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
6		900073LED- Mise en place de LED	207 200,13	207 200,13	0,00	0,00	0,00	207 200,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
7	Plan de relance	900076PHG- (panneaux photovoltaïques)	654 756,00	327 378,00	327 378,00	312 276,00	312 276,00	0,00	312 276,00	0,00	342 480,00	14 916,00	0,00	342 480,00	14 916,00	342 480,00	0,00	0,00		
8		900072RUC- (Robinetts thermostatiques)	88 000,10	88 000,10	0,00	0,00	0,00	88 000,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
9		900072CIC- Circulateurs chauffage)	80 384,56	80 384,56	0,00	0,00	0,00	80 384,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
		<b>TOTAL Plan de relance</b>	<b>4 083 828,32</b>	<b>3 756 636,32</b>	<b>3 756 636,32</b>	<b>312 276,00</b>	<b>312 276,00</b>	<b>3 428 992,62</b>	<b>312 355,70</b>	<b>3 428 992,62</b>	<b>342 480,00</b>	<b>14 916,00</b>	<b>0,00</b>	<b>342 480,00</b>	<b>14 916,00</b>	<b>342 480,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
		<b>Direction de l'immobilier</b>																		
10		900070LUM- Eclairage général	711 374,00	511 374,00	0,00	100 000,00	100 000,00	511 374,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00		
11		900070DT- DTA sols	170 000,00	40 000,00	40 000,00	130 000,00	130 000,00	40 000,00	130 000,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
12		900070PR- Parking Ruche	480 000,00	0,00	0,00	146 000,00	146 000,00	0,00	146 000,00	0,00	334 000,00	334 000,00	0,00	334 000,00	334 000,00	334 000,00	0,00	0,00		
13		900070PE- Structures Petroff	200 000,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	170 000,00	170 000,00	0,00	170 000,00	170 000,00	170 000,00	0,00	0,00		
14		900070BM- Bâtiment L (modulaires)	3 110 000,00	0,00	0,00	3 110 000,00	3 110 000,00	0,00	3 110 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00	0,00	0,00		
15		900070AB- Aménagement BUP (départ S5U)	400 000,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00	0,00	0,00		
16		900070LU- RENOVATION ELECTRIQUE LUL	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00	1 004 000,00	1 004 000,00	0,00	1 004 000,00	1 004 000,00	1 004 000,00	0,00	0,00		
		<b>TOTAL</b>	<b>5 171 374,00</b>	<b>551 374,00</b>	<b>551 374,00</b>	<b>3 616 000,00</b>	<b>3 616 000,00</b>	<b>551 374,00</b>	<b>3 616 000,00</b>	<b>551 374,00</b>	<b>1 004 000,00</b>	<b>1 004 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 004 000,00</b>	<b>1 004 000,00</b>	<b>1 004 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**Tableau 9bis relatif au programme pluriannuel d'investissement (financement)**

Opération	Nature	Montants de l'opération envisagée				Montants notifiés				Financements extérieurs				Prévisions 2024 et suivantes			
		(18)	(19a)	(19b)	(19c)	(18)	(19a)	(19b)	(19c)	(20)	Encaissements de 2023		(23)	(24)	(25)	(25)	
											Encaissements prévus	Encaissements réalisés					Encaissements des années antérieures à 2023
900070LC- Learning Center-Bron (1)	Financement de l'Etat CPER	8 970 757	3 829 591	3 068 971	2 072 195	8 970 757	3 829 591	3 068 971	2 072 195	3 829 591	3 068 971	2 072 195	1 722 195	350 000			
	Financement REGION	23 439 409	839 409	10 355 000	12 245 000	23 439 409	839 409	10 355 000	12 245 000	839 409	10 355 000	12 245 000	9 470 000	2 775 000			
	Métropole	1 514 285	924 285		590 000	1 514 285	924 285		590 000	924 285		590 000		590 000			
	Autres financements	312 309	312 309		0	312 309	312 309		0	312 309		0					
	Autofinancement par l'établissement	13 591 457	1 846 399	2 172 077	9 572 981	13 591 457	1 846 399	2 172 077	9 572 981	1 846 399			8 295 986	1 276 995			
	<b>Total Opération 1</b>	<b>47 828 217</b>	<b>7 751 993</b>	<b>15 596 048</b>	<b>24 480 176</b>	<b>47 828 217</b>	<b>7 751 993</b>	<b>15 596 048</b>	<b>24 480 176</b>	<b>7 751 993</b>	<b>0</b>	<b>24 480 176</b>	<b>19 488 181</b>	<b>4 991 995</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
900070BU-Bib Univ Provisoire	Financement de l'Etat				0	0			0	3 829 591							
	Financements des CT				0	0			0								
	Autres financements				0	0			0								
	Autofinancement par l'établissement	3 521 671	3 477 679	14 664	29 328	3 521 671	3 477 679	14 664	29 328	3 477 679			14 664	14 664	0		
	<b>Total Opération 2</b>	<b>3 521 671</b>	<b>3 477 679</b>	<b>14 664</b>	<b>29 328</b>	<b>3 521 671</b>	<b>3 477 679</b>	<b>14 664</b>	<b>29 328</b>	<b>3 477 679</b>	<b>0</b>	<b>29 328</b>	<b>14 664</b>	<b>14 664</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
900070PA - aménagement paysagers PDA	Financement de l'Etat				0	0			0								
	Financements des CT				0	0			0								
	Autres financements				0	0			0								
	Autofinancement par l'établissement	235 000	65 446	119 554	50 000	235 000	65 446	119 554	50 000	65 446			50 000	0			
	<b>Total Opération 3</b>	<b>235 000</b>	<b>65 446</b>	<b>119 554</b>	<b>50 000</b>	<b>235 000</b>	<b>65 446</b>	<b>119 554</b>	<b>50 000</b>	<b>65 446</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
Total IPI	So total financement de l'Etat	8 970 757	3 829 591	3 068 971	2 072 195	8 970 757	3 829 591	3 068 971	2 072 195	3 829 591	0	2 072 195	1 722 195	350 000	0	0	
	So total financements CT	24 953 694	1 763 694	10 355 000	12 835 000	24 953 694	1 763 694	10 355 000	12 835 000	1 763 694	0	12 835 000	9 470 000	3 365 000	0	0	
	So total autres financements	312 309	312 309	0	0	312 309	312 309	0	0	312 309	0	0	0	0	0	0	
	So total autofinanc.par l'établissement	17 348 128	5 389 525	2 306 295	9 652 309	17 348 128	5 389 525	2 306 295	9 652 309	5 389 525	0	9 652 309	8 360 650	1 291 659	0	0	
	<b>TOTAL</b>	<b>51 584 888</b>	<b>11 295 118</b>	<b>15 730 266</b>	<b>24 559 504</b>	<b>51 584 888</b>	<b>11 295 118</b>	<b>15 730 266</b>	<b>24 559 504</b>	<b>11 295 118</b>	<b>0</b>	<b>24 559 504</b>	<b>19 552 845</b>	<b>5 006 659</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	

Plan de Reliance	Nature	Montant de l'opération envisagée (18)	Montant notifié < 2023 (19a)	Montant notifié 2023 (19b)	Reste à notifier (19c)	Financements extérieurs			Prévisions 2024 et suivantes					
						Montant des financements extérieurs (18)	Encassements des années antérieures à 2023 (20)	Encassements prévus (21a)	Encassements réalisés (21b)	Restes à encaisser 22=(18)-(20)-(21a)	Encassements prévus en 2024 (23)	Encassements prévus en 2025 (24)	Encassements prévus en 2026 (25)	Encassements prévus en 2027 (25)
900070-RCU (chauffage urbain)	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	2 636 976 0 0 0	2 636 976 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	2 636 976 0 0 0	2 636 976 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0
<b>Total Opération 4</b>		<b>2 636 976</b>	<b>2 636 976</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 636 976</b>	<b>2 636 976</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
900072-GTC (Automates de régulation)	Financement de l'Etat CPER Financement REGION Métropole CROUS Autofinancement par l'établissement	415 911 0 0 0 0	415 911 0 0 0 0	0 0 0 0 0	0 0 0 0 0	415 911 0 0 0 0	415 911 0 0 0 0	0 0 0 0 0	0 0 0 0 0	0 0 0 0 0	0 0 0 0 0	0 0 0 0 0	0 0 0 0 0	0 0 0 0 0
<b>Total Opération 5</b>		<b>415 911</b>	<b>415 911</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>415 911</b>	<b>415 911</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
900072-LED (Mise en place de LED)	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	207 200 0 0 0	207 200 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	207 200 0 0 0	207 200 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0
<b>Total Opération 6</b>		<b>207 200</b>	<b>207 200</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>207 200</b>	<b>207 200</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
900070-PHO (panneaux photovoltaïques)	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	654 756 0 0 0	334 534 0 0 0	80 000 0 0 0	240 222 0 0 0	654 756 0 0 0	334 534 0 0 0	80 000 0 0 0	0 0 0 0	240 222 0 0 0	240 222 0 0 0	240 222 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0
<b>Total Opération 7</b>		<b>654 756</b>	<b>334 534</b>	<b>80 000</b>	<b>240 222</b>	<b>654 756</b>	<b>334 534</b>	<b>80 000</b>	<b>0</b>	<b>240 222</b>	<b>240 222</b>	<b>240 222</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
900072-Rob (robinets thermostatiques)	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	88 000 0 0 0	88 000 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	88 000 0 0 0	88 000 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0
<b>Total Opération 8</b>		<b>88 000</b>	<b>88 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>88 000</b>	<b>88 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
900072-CIC (Circulateurs chauffage)	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	80 985 0 0 0	80 985 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	80 985 0 0 0	80 985 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0
<b>Total Opération 9</b>		<b>80 985</b>	<b>80 985</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>80 985</b>	<b>80 985</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Ss total financement de l'Etat</b>		<b>4 083 828</b>	<b>3 763 606</b>	<b>80 000</b>	<b>240 222</b>	<b>4 083 828</b>	<b>3 763 606</b>	<b>80 000</b>	<b>0</b>	<b>240 222</b>	<b>240 222</b>	<b>240 222</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Ss total financements CT</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Ss total autres financements</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Ss total autofinanc.par l'établissement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>		<b>4 083 828</b>	<b>3 763 606</b>	<b>80 000</b>	<b>240 222</b>	<b>4 083 828</b>	<b>3 763 606</b>	<b>80 000</b>	<b>0</b>	<b>240 222</b>	<b>240 222</b>	<b>240 222</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Opération hors PPI	Nature	Montant de l'opération envisagée (18)	Montant notifié < 2023 (19a)	Montant notifié 2023 (19b)	Reste à notifier (19c)	Financements extérieurs				Prévisions 2024 et suivantes					
						Montant des financements extérieurs (18)	Encaissements des années antérieures à 2023 (20)	Encaissements prévus (21a)	Encaissements réalisés (21b)	Restes à encaisser (22)=(18)-(20)-(21a)	Encaissements prévus en 2024 (23)	Encaissements prévus en 2025 (24)	Encaissements prévus en 2026 (25)	Encaissements prévus en 2027 (25)	
900070LUM- Eclairage général	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0
	<b>Total Opération 10</b>	<b>711 374</b>	<b>511 374</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>711 374</b>	<b>511 374</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
900070DT-DTA sols	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0
	<b>Total Opération 11</b>	<b>170 000</b>	<b>40 000</b>	<b>130 000</b>	<b>130 000</b>	<b>170 000</b>	<b>40 000</b>	<b>130 000</b>	<b>130 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
900070PR-Parking Ruche	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0
	<b>Total Opération 12</b>	<b>480 000</b>	<b>0</b>	<b>146 000</b>	<b>334 000</b>	<b>480 000</b>	<b>0</b>	<b>146 000</b>	<b>334 000</b>	<b>334 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
900070PE-Structures Pétroff	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0
	<b>Total Opération 13</b>	<b>200 000</b>	<b>0</b>	<b>30 000</b>	<b>170 000</b>	<b>200 000</b>	<b>0</b>	<b>30 000</b>	<b>170 000</b>	<b>170 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
900070BM-Bâtiment L (modulaires)	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0
	<b>Total Opération 14</b>	<b>3 110 000</b>	<b>0</b>	<b>3 110 000</b>	<b>3 110 000</b>	<b>3 110 000</b>	<b>0</b>	<b>3 110 000</b>	<b>0</b>						
900070AB- Aménagement BUP (départ SSU)	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0
	<b>Total Opération 15</b>	<b>400 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
900070U- RENOVATION ELECTRIQUE IUL	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0
	<b>Total Opération 16</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>						
<b>Total Hors PPI</b>	<b>Ss total financement de l'Etat</b> <b>Ss total financements CT</b> <b>Ss total autres financements</b> <b>Ss total autofinanc-par l'établissement</b>	<b>0</b> <b>0</b> <b>0</b> <b>5 171 374</b>	<b>0</b> <b>0</b> <b>0</b> <b>551 374</b>	<b>0</b> <b>0</b> <b>0</b> <b>3 616 000</b>	<b>0</b> <b>0</b> <b>0</b> <b>1 004 000</b>	<b>0</b> <b>0</b> <b>0</b> <b>5 171 374</b>	<b>0</b> <b>0</b> <b>0</b> <b>551 374</b>	<b>0</b> <b>0</b> <b>0</b> <b>3 616 000</b>	<b>0</b> <b>0</b> <b>0</b> <b>1 004 000</b>						
	<b>TOTAL</b>	<b>5 171 374</b>	<b>551 374</b>	<b>3 616 000</b>	<b>1 004 000</b>	<b>5 171 374</b>	<b>551 374</b>	<b>3 616 000</b>	<b>0</b>	<b>1 004 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévisions 2022										Prévisions 2023 et suivantes					
			AE ouvertes < 2023	Comso AE < 2023	Reports ou Reprogrammations 2023	AE nouvelles ouvertes 2023	Total AE 2023	CP ouverts < 2023	Comso CP < 2023	Reports ou Reprogrammations 2023	CP nouveaux ouverts 2023	Total CP 2023	AE prévues en 2024	CP prévues en 2024	AE prévues en 2025	CP prévues > 2025		
Contrats de recherche	Personnel	9 687 790,78	5 926 111,49	5 926 111,49	0,00	2 001 723,52	2 001 723,52	0,00	2 001 723,52	2 001 723,52	0,00	1 183 679,71	1 183 679,71	460 421,00	460 421,00	115 855,00	115 855,00	100 804
	Fonctionnement	6 478 144,03	3 744 858,19	3 744 858,19	0,00	1 689 192,42	1 689 192,42	0,00	1 689 192,42	1 689 192,42	0,00	713 967,02	713 967,02	214 906,40	214 906,40	115 220,00	115 220,00	158 169
	Investissement	806 452,87	575 054,53	575 054,53	0,00	147 666,34	147 666,34	0,00	147 666,34	147 666,34	0,00	60 410,00	60 410,00	22 822,00	22 822,00	500,00	500,00	4 973
<b>Total Contrats de recherche</b>		<b>16 972 388</b>	<b>10 246 024</b>	<b>10 246 024</b>	<b>0</b>	<b>3 838 982</b>	<b>3 838 982</b>	<b>0</b>	<b>3 838 982</b>	<b>3 838 982</b>	<b>0</b>	<b>1 958 057</b>	<b>1 971 695</b>	<b>698 149</b>	<b>698 149</b>	<b>231 575</b>	<b>231 575</b>	<b>263 946</b>
Contrats d'enseignement	Personnel	963 784	542 053	542 053	0	385 153	385 153	0	385 153	385 153	0	36 578	36 578	0	0	0	0	0
	Fonctionnement	4 379 483	4 379 483	4 379 483	0	1 708 386	1 708 386	0	1 708 386	1 708 386	0	149 385	149 385	40 086	40 086	0	0	0
	Investissement	15 130	11 323	11 323	0	3 807	3 807	0	3 807	3 807	0	0	0	10 130	10 130	0	0	0
<b>Total Contrats d'enseignement</b>		<b>7 256 255</b>	<b>4 932 859</b>	<b>4 932 859</b>	<b>0</b>	<b>2 097 347</b>	<b>2 097 347</b>	<b>0</b>	<b>2 097 347</b>	<b>2 097 347</b>	<b>0</b>	<b>185 963</b>	<b>185 963</b>	<b>40 086</b>	<b>40 086</b>	<b>58 136</b>	<b>58 136</b>	<b>0</b>
Programmes pluriannuels d'inv	Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	461 500,82	461 500,82	461 500,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Investissement	51 123 387,27	15 229 433,46	15 229 433,46	0,00	33 194 204,00	33 194 204,00	0,00	10 877 579,40	10 877 579,40	0,00	2 404 468,00	19 538 181,00	295 281,81	4 992 024,93	0,00	0,00	0,00
<b>Total Programmes pluriannuels d'inv</b>		<b>51 584 888</b>	<b>15 690 934</b>	<b>15 690 934</b>	<b>0</b>	<b>33 194 204</b>	<b>33 194 204</b>	<b>0</b>	<b>11 295 118</b>	<b>11 295 118</b>	<b>0</b>	<b>2 404 468</b>	<b>19 552 845</b>	<b>295 282</b>	<b>5 006 659</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
HORS PPI	Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Fonctionnement	5 171 374	551 374	551 374	0	3 616 000	3 616 000	0	551 374	551 374	0	1 004 000	1 004 000	0	0	0	0	0
	Investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total HORS PPI</b>		<b>5 171 374</b>	<b>551 374</b>	<b>551 374</b>	<b>0</b>	<b>3 616 000</b>	<b>3 616 000</b>	<b>0</b>	<b>551 374</b>	<b>551 374</b>	<b>0</b>	<b>1 004 000</b>	<b>1 004 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Plan de Relance	Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Fonctionnement	4 083 828	3 756 636	3 756 636	0	312 276	312 276	0	3 428 993	3 428 993	0	14 916	342 480	0	0	0	0	0
	Investissement	4 083 828	3 756 636	3 756 636	0	312 276	312 276	0	3 428 993	3 428 993	0	14 916	342 480	0	0	0	0	0
<b>Total Plan de Relance</b>		<b>8 167 656</b>	<b>7 513 272</b>	<b>7 513 272</b>	<b>0</b>	<b>624 552</b>	<b>624 552</b>	<b>0</b>	<b>6 857 986</b>	<b>6 857 986</b>	<b>0</b>	<b>29 832</b>	<b>704 960</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Ss total Personnel</b>		<b>10 651 576,26</b>	<b>6 468 164,70</b>	<b>6 468 164,70</b>	<b>0,00</b>	<b>2 386 976,79</b>	<b>2 386 976,79</b>	<b>0,00</b>	<b>2 386 976,79</b>	<b>2 386 976,79</b>	<b>0,00</b>	<b>1 220 257,77</b>	<b>1 235 309,27</b>	<b>460 421,00</b>	<b>460 421,00</b>	<b>115 855,00</b>	<b>115 855,00</b>	<b>100 803,91</b>
<b>Ss total Fonctionnement</b>		<b>13 216 986,32</b>	<b>8 585 842,16</b>	<b>8 585 842,16</b>	<b>0,00</b>	<b>3 397 578,74</b>	<b>3 397 578,74</b>	<b>0,00</b>	<b>8 448 882,23</b>	<b>8 448 882,23</b>	<b>0,00</b>	<b>863 352,02</b>	<b>876 602,44</b>	<b>254 992,40</b>	<b>277 546,64</b>	<b>115 220,00</b>	<b>115 220,00</b>	<b>188 168,17</b>
<b>Ss total Investissement</b>		<b>61 200 172,09</b>	<b>20 123 820,94</b>	<b>20 123 820,94</b>	<b>0,00</b>	<b>37 273 953,34</b>	<b>37 273 953,34</b>	<b>0,00</b>	<b>15 429 933,68</b>	<b>15 429 933,68</b>	<b>0,00</b>	<b>3 483 794,00</b>	<b>20 945 071,00</b>	<b>318 103,81</b>	<b>5 024 976,66</b>	<b>500,00</b>	<b>500,00</b>	<b>4 973,06</b>
<b>TOTAL</b>		<b>85 068 733</b>	<b>35 177 828</b>	<b>35 177 828</b>	<b>0</b>	<b>43 058 409</b>	<b>43 058 409</b>	<b>0</b>	<b>30 343 980</b>	<b>30 343 980</b>	<b>0</b>	<b>5 567 404</b>	<b>23 056 983</b>	<b>1 033 517</b>	<b>5 762 944</b>	<b>231 575</b>	<b>231 575</b>	<b>263 946</b>

Opération	Nature	Financement de l'opération	Prévisions 2022		Prévisions en 2023 et suivantes	
			Encaissements 2022	Encaissements prévus 2023	Encaissements prévus en 2024	Encaissements prévus > 2025
Contrats de recherche	Financement de l'Etat	205 498	177 461	1 450	0	
	Autres financements publics	15 416 583	10 805 630	1 613 319	624 622	
	Autres financements	1 351 148	990 850	20 600	18 000	
<b>Total Contrats de recherche</b>		<b>16 972 229</b>	<b>11 963 941</b>	<b>1 635 369</b>	<b>642 622</b>	
Contrats d'enseignement	Financement de l'Etat	0	0	408 782,00	0	
	Autres financements publics	7 192 740,42	5 926 501,02	408 782,00	40 136	
	Autres financements	15 146 821	5 928 975	408 782,00	40 136	
<b>Total Contrats d'enseignement</b>		<b>7 244 861</b>	<b>5 928 975</b>	<b>817 564</b>	<b>80 272</b>	
Programmes pluriannuels d'inv	Financement de l'Etat	8 970 757	3 828 591	1 273 195	350 000	
	Autres financements publics	25 246 033	2 076 003	9 470 000	3 365 000	
	Autres financements	34 236 760	5 905 594	11 192 195	3 715 000	
<b>Total Programmes pluriannuels d'inv</b>		<b>68 453 547</b>	<b>11 810 188</b>	<b>20 935 390</b>	<b>7 425 000</b>	
HORS PPI	Financement de l'Etat	0	0	0	0	
	Autres financements publics	0	0	0	0	
	Autres financements	0	0	0	0	
<b>Total HORS PPI</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
Plan de Relance	Financement de l'Etat	2 736 643	2 416 421	240 222	0	
	Autres financements publics	1 347 185	1 347 185	0	0	
	Autres financements	0	0	0	0	
<b>Total Plan de Relance</b>		<b>4 083 828</b>	<b>3 763 606</b>	<b>240 222</b>	<b>0</b>	
<b>Ss total Financement de l'Etat</b>		<b>11 912 898</b>	<b>6 423 473</b>	<b>1 963 867</b>	<b>350 000</b>	
<b>Ss total Autres financements publics</b>		<b>49 222 511</b>	<b>20 155 409</b>	<b>11 492 101</b>	<b>4 029 758</b>	
<b>Ss total Autres financements</b>		<b>1 405 308</b>	<b>1 033 010</b>	<b>20 600</b>	<b>18 000</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>62 540 717</b>	<b>27 611 893</b>	<b>13 476 568</b>	<b>4 397 758</b>	

		Réalisé 2021	BR2 2022	Budget Initial 2023 (niveaux initiaux : BR2 2022)	
Stocks initiaux	<b>1 Niveau initial de restes à payer</b>	1 361 095	8 076 718	5 295 357	
	<b>2 Niveau initial du fonds de roulement</b>	37 329 572	37 054 651,1	29 125 910,91	
	<b>3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement</b>	-5 288 047	-6 504 826,0	-6 290 319,3	
	<b>4 Niveau initial de la trésorerie</b>	42 617 619	43 559 477	35 416 230	
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	117 852	571 897	-1 288 372	
4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	42 499 767	42 113 628	35 830 649		
Flux de l'année	<b>5 Autorisations d'engagement</b>	155 620 966	166 536 089	202 189 970	
	<b>6 Résultat patrimonial</b>	1 084 106	-1 713 360	-3 177 221	
	<b>7 Capacité d'autofinancement (CAF)</b>	4 960 931	2 520 567	1 332 165	
	<b>8 Variation du fonds de roulement</b>	-274 921	-7 928 740	-7 504 606	
	<b>9 Opérations bilancielle non budgétaires</b>	SENS	0	0	0
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	0	0	0
	Report à nouveau	+			
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	0	0	0
	Cautionnements et dépôts	-	0	0	0
	<b>10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires</b>	SENS	-248 262	-106 251	-106 251
	Variation des stocks	+ / -	0	0	0
	Production immobilisée	+	0	0	0
	Annul. recettes ex. ant / Charges sur créances irrécouvrables	-	-310 583	-207 937	-207 937
	Produits divers de gestion courante	+	62 321	101 686	101 686
	<b>11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires</b>	SENS	-94 565	362 357	6 526 131
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	-2 183 241	-1 960 750	-2 260 750
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	2 533 333	3 873 546	7 237 629
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	-164 822	-246 962	-216 962	
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	-279 834	-1 303 477	1 766 213	
<b>12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11</b>		67 906	-8 184 847	-13 924 486	
12.a Recettes budgétaires		148 973 249	161 142 006	170 867 196	
12.b Crédits de paiement ouverts		148 905 343	169 326 853	184 791 682	
<b>13 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations au nom et pour le compte de tiers</b>		-149 970	-41 600	0	
<b>14 Décalages de flux de trésorerie liés aux autres encaissements / décaissements sur comptes de tiers</b>		-723 982	0	0	
<b>15 Variation de la trésorerie = 12 - 13 - 14</b>		941 858	-8 143 247	-13 924 486	
15.a dont variation de la trésorerie fléchée		454 045	-1 860 268	-2 672 897	
15.b dont variation de la trésorerie non fléchée		-386 139	-6 282 979	-11 251 589	
<b>16 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 + 14</b>		-1 216 779	214 507	6 419 879,80	
<b>17 Restes à payer</b>		6 715 623	-2 781 360	17 398 288	
Stocks finaux	<b>18 Niveau final de restes à payer</b>	8 076 718	5 295 357	22 693 645	
	<b>19 Niveau final du fonds de roulement</b>	37 054 651	29 125 911	21 621 305	
	<b>20 Niveau final du besoin en fonds de roulement</b>	-6 504 826	-6 290 319	129 561	
	<b>21 Niveau final de la trésorerie</b>	43 559 477	35 416 230	21 491 744	
	21.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	571 897	-1 288 372	-3 961 268	
21.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	42 113 628	35 830 649	24 579 060		

Comptabilité budgétaire  
Comptabilité générale



Tableau 2 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Suivi des dépenses de personnel des EPSCP et EPA RCE

Phase 1

Année	Phase	2023 dans le cadre du budget initial 0691775E Université Lyon 2	Exercice 2022										écart BI 2023 / exécution 2022	écart reprise 2023 / exécution 2022	écart BI 2023 / exécution 2022	écart BI 2023 / exécution 2022	
			Budget initial		Dernière prévision d'exécution (5) (dépenses décaissées 2021)		Exécution (5) (Dépenses décaissées 2021)		Cumul au 30 avril 2023		Cumul au 30 septembre 2023						Cumul au 31 décembre 2023
			B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M			
Emplois sous plafond																	
1																	
Titulaires																	
1																	
2																	
3																	
4																	
5																	
6																	
7																	
8																	
9																	
10																	
11																	
12																	
13																	
14																	
15																	
16																	
17																	
18																	
19																	
20																	
21																	
22																	
23																	
24																	
25																	
26																	
27																	
Total non titulaires (plafond 2)																	
Total titulaires (plafond 1)																	
Total général (emplois rémunérés par l'opérateur)																	
Total des dépenses de personnel suivies dans OREMS (domées paie OREMS en exécution)																	
Autres dépenses non suivies dans OREMS (4)																	
Total des dépenses de personnel y compris celles non comptabilisées dans OREMS																	
dont dépenses de personnels sur contrats de recherche (6) (sauf de l'exécution fin septembre 2021 (obligatoire))																	

Dans ce tableau, les nombres saisis doivent être des nombres entiers.  
Ne pas supprimer les zéros dans les cellules.

Tableau 7 : Décompte préliminaire des postes des emplois et crédits de personnel (PPC) - Décompte des facteurs d'évaluation de la masse salariale entre 2022 et 2023 (en € et en flu)

Année	Code de l'unité budgétaire	Libellé de l'unité budgétaire	Moyens contractés et engagés au 31/12/2023																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
			Prévisions de dépenses en extension au 31/12/2023 (1 flu)			Extension de fonds PPc des exercices 2022 (1)			Extérieurs et fonds PPc des exercices 2022 (1)			Total des flu de 2023			Total des flu de 2022	Evolution de la masse salariale entre 2022 et 2023 (en € et en flu)																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										
			A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L			M	N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y	Z																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
2023			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000

Les crédits de fonds de réserve sont les crédits pour lesquels la masse des engagements est inférieure de 100 % à la masse des crédits de fonds de réserve.

(1) L'élaboration du budget se fonde sur les prévisions de dépenses 2023, indiquées dans le tableau 2. Les annotations budgétaires au AII-CT de l'ensemble du budget de l'établissement, du budget principal, du budget annexe.

(2) Les colonnes "A" à "P" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "Q" à "Z" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "AA" à "AZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "BA" à "BZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "CA" à "CZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "DA" à "DZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "EA" à "EZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "FA" à "FZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "GA" à "GZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "HA" à "HZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "IA" à "IZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "JA" à "JZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "KA" à "KZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "LA" à "LZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "MA" à "MZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "NA" à "NZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "OA" à "OZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "PA" à "PZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "QA" à "QZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "RA" à "RZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "SA" à "SZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "TA" à "TZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "UA" à "UZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "VA" à "VZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "WA" à "WZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "XA" à "XZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "YA" à "YZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel. Les colonnes "ZA" à "ZZ" concernent les postes des emplois et des crédits de personnel.

Synthèse des moyens des unités mixtes de recherche par tutelle - Année 2022 (dotations)

	Univ Lyon2	CNRS	ENS	EHESS	ENTPE	INSA	AMU	IEP Lyon	Univ Lyon3	Univ Lyon 1	Univ St Etienne	Univ Grenoble Alpes	UAPV	ECL	Ecole des Mines	Univ. Clermont-Fd Blaise Pascal	Autres (Bord 3, Paris 4...)	ENSSAL	ENSSIB	TOTAL
UMR 5138 ARAR	Fonctionnement 11 040 Personnel 12 100 Investissement	30 000														15 616				56 656
UMR 5133 Archéorient	TOTAL 23 140 Personnel 33 575 Investissement	30 000 94 500															15 616			56 656 128 075
UMR 5137 CERCRID	TOTAL 33 575 Personnel 10 561 Investissement 4 500	94 500 9 000									53 486									128 075 73 057
UMR 5648 CHAM	TOTAL 15 061 Personnel 31 253 Investissement 2 000	9 000 27 285	16 150 9 750						15 000				13 589							73 057 113 037
UMR 5293 CMW	TOTAL 33 253 Personnel 42 700 Investissement 2 000	27 285 26 000	16 150 14 450	9 750					15 000		17 804		13 589							113 037 100 954
UMR 5896 DDL	TOTAL 61 344 Personnel 22 419 Investissement 5 048	26 000 54 000	14 450								17 804									100 954 76 419
UMR 5800 EYS	TOTAL 32 467 Personnel 42 400 Investissement 8 924	54 000 63 000	5 000	26 000					51 700		36 969				6 000			36 600		76 419 321 669
UMR 5824 GATE	TOTAL 51 324 Personnel 29 577 Investissement 15 000	63 000 62 815	5 000 18 500	26 000					51 700		40 183				6 000			36 600		321 669 150 875
UMR 5189 HISOMA	TOTAL 44 577 Personnel 49 141 Investissement 2 450	62 815 57 780	18 500 16 150								40 183									150 875 165 488
UMR 5082 IAO	TOTAL 51 591 Personnel 14 146 Investissement	57 780 31 000	16 150 30 600					6 000	30 940		11 477									165 488 81 746
UMR 5191 ICAR	TOTAL 14 146 Personnel 26 731 Investissement 15 000	31 000 20 000	30 600 52 000					6 000												81 746 98 731
UMR 5317 IHRIM	TOTAL 51 731 Personnel 24 224 Investissement 3 000	20 000 87 000	52 000 67 150						18 800		32 766					21 815				98 731 251 755
USR 3165 IRAA	TOTAL 51 224 Personnel 3 000 Investissement	87 000 19 795	67 150						18 800		32 766					21 815				251 755 45 795
USR 2005 MSH-LSE	TOTAL 3 000 Personnel 9 140 Investissement 860	19 795 62 000					21 000										2 000			45 795 135 140
UMR 5893 LAET	TOTAL 10 000 Personnel 27 168 Investissement 1 000	62 000 21 000	16 000						16 000		21 000									135 140 75 055
UMR 5190 LARHRA	TOTAL 28 168 Personnel 55 903 Investissement 1 650	21 000 33 000		26 887								45 718								75 055 176 911
UMR 5205 LIRIS	TOTAL 57 553 Personnel 16 408 Investissement 6 600	33 000 176 500	22 400						19 890											176 911 399 108
USR 3439 MOM	TOTAL 23 008 Personnel 109 000 Investissement	176 500 101 650	6 600																	399 108 210 650
UMR 5208 TRIANGLE	TOTAL 109 000 Personnel 74 927 Investissement 9 000	101 650 58 000	68 000					31 000			14 166									210 650 246 093
Total Moyens	TOTAL 83 927 Personnel 778 089 Investissement	58 000 1 084 125	68 000 375 400	9 750 52 887					173 000 152 830		14 166 227 861		45 718 19 700							246 093 2 916 214

N.B. : les données n'étant pas disponibles par anticipation, c'est l'année 2022 qui est renseignée ici. Les dotations 2023 seront présentées lors du prochain acte budgétaire.

## Synthèse des personnels des unités mixtes de recherche par tutelle - Année 2022

	Univ Lyon2	CNRS	ENS	EHESS	ENTPE	INSA	AMU	IEP Lyon	Univ Lyon3	Univ Lyon1	Univ St Etienne	Univ Grenoble Alpes	UAPV	ECL	Ecole des Mines	Univ. Clermont-Ferrand Blaise Pascal	Autres (Borås, Paris 4,...)	ENSA	ENSSIB	Total
UMR 5138 APAR	Nb EC + C 5	4															32			41
	Nb ITA 10	10								1							8			20
UMR 5133 Archéorient	Nb EC + C 7	15														1				23
	Nb ITA 1	8																		9
UMR 5137 CERCRD	Nb EC + C 10	1									38						5			54
	Nb ITA 1	1																		1
UMR 5648 CHAM	Nb EC + C 20	8	4	1					9				5				8			55
	Nb ITA 2	5	1	2					1											11
UMR 5283 CMW	Nb EC + C 36	5	4								12						6			63
	Nb ITA 1	6	3								1									12
UMR 5596 DDL	Nb EC + C 11	10															6			27
	Nb ITA 6	6																		6
UMR 5600 EVS	Nb EC + C 30	8	8	9	3				24		17				19		11	12		141
	Nb ITA 1	7	5	2	1				5		4				6		2	2		35
UMR 5824 GATE	Nb EC + C 19	7	5								21						5			57
	Nb ITA 1	7	1								3						2			14
UMR 5189 HISONIA	Nb EC + C 21	15	6						17		7						6			72
	Nb ITA 3	7	1						1		1									13
UMR 5062 IAO	Nb EC + C 4	6	2					3									4			19
	Nb ITA 19	5	6														11			5
UMR 5191 ICAR	Nb EC + C 1	7	1																	41
	Nb ITA 33	18	30						17											9
UMR 5317 IHRIM	Nb EC + C 12	5									21					18	12			149
	Nb ITA 2	4						2			1									18
USR 3155 IRAA	Nb EC + C 13																11			19
	Nb ITA 1	13							1								2			15
USR 3385 MSH-LSE	Nb EC + C 10	2																		1
	Nb ITA 2	3																		14
UMR 5593 LAET	Nb EC + C 28	7	9	6													3			21
	Nb ITA 3	5	3	5					16			25								10
UMR 5190 LARHRA	Nb EC + C 11	10							1								43			128
	Nb ITA 1	11								63					9		6			12
UMR 5205 LIRIS	Nb EC + C 1	11								4				2						150
	Nb ITA 9	21																		21
USR 3439 MOM	Nb EC + C 49	13	13																	1
	Nb ITA 1	6	2						1											30
UMR 5206 TRIANGLE								21			9									118
								1			4									14
<b>Total ETP</b>	<b>343</b>	<b>292</b>	<b>109</b>	<b>3</b>	<b>22</b>	<b>58</b>	<b>2</b>	<b>26</b>	<b>91</b>	<b>68</b>	<b>139</b>	<b>25</b>	<b>5</b>	<b>11</b>	<b>25</b>	<b>19</b>	<b>197</b>	<b>14</b>	<b>0</b>	<b>1449</b>

N.B. : les données n'étant pas disponibles par anticipation, c'est l'année 2022 qui est renseignée ici. Les dotations 2023 seront présentées lors du prochain acte budgétaire.





# Annexes



# Annexe

## Budget CVEC - année 2023

### 1. Rappel

La vie de campus inclut l'ensemble des services proposés aux étudiants afin d'améliorer leur accompagnement social, de leur proposer des activités culturelles et sportives, de favoriser leurs initiatives et de soutenir les projets associatifs, de mettre en place des actions en faveur de la santé ou de développement durable. Une vie de campus de qualité répond non seulement aux attentes des étudiants mais constitue également un facteur d'attractivité pour les établissements d'enseignement supérieur.

Dans cette optique, la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants a inséré dans le code de l'éducation un nouvel article L. 841-5 qui crée « une contribution destinée à favoriser l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et à conforter les actions de prévention et d'éducation à la santé réalisée à leur intention ».

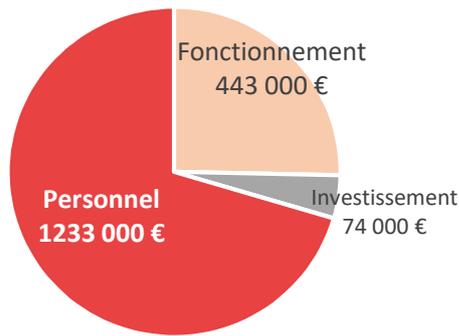
Le produit de la CVEC doit permettre de financer des actions dont le but est de favoriser, conformément au I de l'article L. 841-5 du code de l'éducation, l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants, ainsi que la prévention et l'éducation à la santé.

### 2. Le budget 2023

L'établissement fait le choix d'un reporting en année civile. A ce titre, les dépenses portées en 2023 au titre de la CVEC seront exécutées de janvier à décembre et financées :

- Par le solde de la contribution au titre de l'année universitaire 2022-2023 ;
- Par l'acompte de la contribution au titre de l'année universitaire 2023-2024.

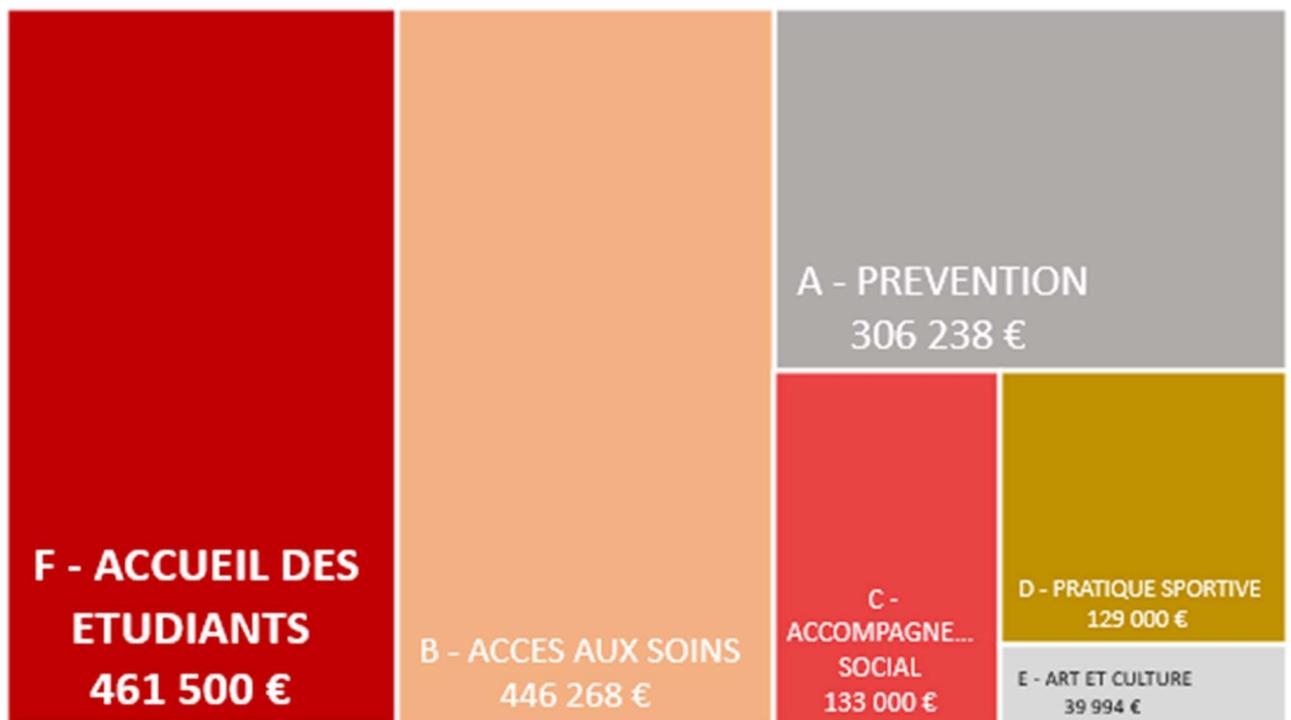
Le budget 2023 s'élève à 1 750 000€. Le tableau ci-dessous récapitule les actions qui y sont inscrites, présentées par axes thématiques. Les crédits inscrits au budget de la CVEC comprennent 70,5 % de crédits de personnel (masse salariale du SSU, de la mission handicap, des ambassadeurs culturels, prise en charge du monitorat étudiant suite à la diminution des financements COMESUP...) contre 59,2% l'année dernière, 25,3 % de fonctionnement (36,4% au BI 2022) et 4,2% de dépenses d'investissement (pour mémoire, 4,3 % au BI 2022).



L'établissement a fait le choix de structurer ses actions CVEC en sept catégories :

- Prévention (axe A) ;
- Accès aux soins (axe B) ;
- Accompagnement social (axe C) ;
- Pratique sportive (axe D) ;
- Art et culture (axe E) ;
- Accueil des étudiants (axe F) ;
- Actions transverses (axe G).

La répartition pour 2023 selon les sept axes précités est la suivante :



Le détail des projets inscrits pour 2023 est présenté ci-dessous.

## BUDGET PREVISIONNEL CVEC 2023

Axes	Intitulé du projet	Services	Fonctionnement	Investissement	Personnel	2023 Total projet	2023 Total axe
A - PREVENTION	actions de prévention menées par le SSU	SSU	14 379 €	1 000 €	259 073 €	274 452 €	306 238 €
	Projet service inter-universitaire en santé mentale	SSU	31 786 €			31 786 €	
B - ACCES AUX SOINS	Fonctionnement total du SSU (tous comptes budgétaires)	SSU	24 341 €	3 000 €	418 927 €	446 268 €	446 268 €
	Subvention Crèche Equal +aides étudiants	SVE	12 000 €			12 000 €	
	Remboursements / exonérations frais inscriptions	SVE	26 000 €			26 000 €	
	Projet précarité étudiante	SVE	5 000 €			5 000 €	
	Convention Secours populaire	SVE	5 000 €			5 000 €	
	Aide sociale	SVE	85 000 €			85 000 €	
D - PRATIQUE SPORTIVE	gratuité sport / prise en charge 20 euros	SUAPS	40 000 €			40 000 €	129 000 €
	pratique en autonomie - vacataires étudiants	SUAPS		70 000 €		70 000 €	
	achat de matériel	SUAPS			19 000 €	19 000 €	
E - ART ET CULTURE	Projet PUBLIC.QUESI (reprogrammation 2022)	Service Culture	13 504 €			13 504 €	39 994 €
	Week-end séminaire culturel et éco-responsable (reprogrammation 2022)		11 000 €			11 000 €	
	Ateliers de pratique culturelle				12 500 €	12 500 €	
	Concours d'éloquence (reprogrammation 2022)		2 990 €			2 990 €	
	chargé de projet culturel	Service Culture			54 000 €	54 000 €	
	ambassadeurs culturels	Service Culture			10 500 €	10 500 €	
F - ACCUEIL DES ETUDIANTS	Animation culturelle période intégration	Service Culture	8 000 €			8 000 €	461 500 €
	Monitorat étudiant suite baisse financement COMESUP	DSI / SCD			275 000 €	275 000 €	
	Formation Premiers secours	SUAPS	12 000 €			12 000 €	
	étudiants vacataires accueil & animation MDE	SVE			30 000 €	30 000 €	
	Budget participatif étudiant 1 & 2 (poursuite des actions 15 k€) et BPE 3 (25 k€)	SVE	40 000 €			40 000 €	
	Forums Associations étudiantes	SVE	15 000 €			15 000 €	
	Animation campus/ cafés de la MDE	SVE	17 000 €			17 000 €	
	Dépenses RH transverses aux actions- assistante sociale 100%	SVE			34 000 €	34 000 €	
	Masse salariale Mission handicap	SVE			120 000 €	120 000 €	
	Financement des projets associatifs	SVE	80 000 €			80 000 €	
<b>TOTAL</b>		<b>443 000 €</b>	<b>74 000 €</b>	<b>1 233 000 €</b>	<b>1 750 000 €</b>	<b>1 750 000 €</b>	



